

Revue théorique de la IVe Internationale



Avec l'élection de Trump, une nouvelle étape de la crise de l'impérialisme s'ouvre

Où va Cuba?

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre...

(Bolchevisme et stalinisme, de Léon Trotsky)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky (1929)



Revue théorique de la IV^e Internationale

de la crise de l'impérialisme s'ouvre	p. 3
BRÉSIL : Le courant <i>O Trabalho</i> du PT fête ses 40 ans	p. 11
• Où va Cuba après la mort de Fidel Castro?	p. 17
Contre l'oppression de la femme, pour la révolution prolétarienne, une seule et même lutte	p. 35
• Il y a un siècle, la révolution d'Octobre Bolchevisme et stalinisme (Léon Trotsky)	p. 47



Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros	• Pli clos : 33 euros
Nom, prénom :	
Adresse:	
Code postal :	
Complément d'adresse :	

Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à : *La Vérité* (administration, service abonnements), 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Avec l'élection de Trump, une nouvelle étape de la crise de l'impérialisme s'ouvre

ETTE fin d'année 2016 est marquée par une accentuation sans précédent de la crise générale du système capitaliste. Au cœur de cette tourmente, la principale puissance impérialiste mondiale, les Etats-Unis. L'élection présidentielle et la victoire de Trump résonnent comme un coup de tonnerre, aux Etats-Unis et à l'échelle mondiale. Les experts et autres analystes en tirent une conclusion : la victoire de Trump, la « montée des populismes » en Europe et la chute de Dilma au Brésil exprimeraient, selon eux, un basculement à droite de la société à l'échelle mondiale.

Cette antienne ne fera que s'accélérer dans cette année 2017, qui est celle du centenaire de la révolution d'Octobre. Pour tous ces politologues de « gauche » ou de droite, la fin de l'URSS signifierait la clôture de la période historique ouverte en 1917, la fin de la lutte de classes et du socialisme.

Il y a bien évidemment de grandes différences entre la situation actuelle et celle de 1917. Mais nous sommes toujours dans cette période historique analysée il y a un siècle, en 1916, par Lénine dans *L'Impérialisme*, stade suprême du capitalisme. Il y analysait l'évolution du capital, son déclin, sa crise et la nécessité pour l'humanité, afin de se préserver, d'exproprier le capital. Lénine caractérisait l'impérialisme comme « l'époque des guerres et des révolutions », il décrivait les mécanismes propres à l'impérialisme de la concentration capitaliste, le rôle du capital financier et des monopoles à l'échelle mondiale.

Cette analyse est non seulement d'une actualité brûlante, mais elle est encore ren-

forcée par le siècle passé de domination du marché mondial par le capital financier.

CRIȘE DE LA CLASSE DOMINANTE AMÉRICAINE

Loin d'exprimer un renforcement ou un basculement à droite de la société américaine, l'élection de Trump exprime au contraire la crise mondiale du capitalisme, qui se réfracte au sein de l'impérialisme le plus puissant.

Le système du bipartisme américain (Parti démocrate et Parti républicain) est indissociable du fonctionnement même des institution américaine depuis près de deux siècles. Le bipartisme est de ce fait une des institutions de l'Etat bourgeois américain. La crise qui s'est révélée à l'occasion de cette élection est l'expression de la crise de ces institutions. Les élections primaires démocrate et républicaine ont été un avertissement. Au cours de la primaire démocrate, Sanders, qui se présentait comme « socialiste », a mis au centre de sa campagne la question de la sécurité sociale et celle de l'emploi. Il a recueilli 16 millions de voix et a mis en grandes difficultés Hillary Clinton. Au cours de la primaire républicaine, l'improbable candidat Trump a concentré ses coups, lui, le milliardaire, contre Wall Street et l'establishment en général, et en particulier celui de son propre parti. Sa campagne et sa désignation par les électeurs à la primaire républicaine ont mis en lambeaux le Parti républicain. Les Américains avaient le choix entre deux candidats capitalistes : le milliardaire misogyne et raciste, et la très

distinguée Hillary Clinton, qui était perçue comme la « dame de Wall Street » et le symbole de *l'establishment*.

4

Près de la moitié des Américains se sont abstenus. Plus de la moitié des Noirs qui s'étaient massivement mobilisés pour Obama se sont abstenus. Parmi ceux qui sont allés voter, la majorité a voté contre celle qui symbolisait le plus ouvertement cet establishment. Significatif à cet égard est le vote de ce qu'on appelle aux Etats-Unis la Rustbell, ces Etats du nord-est des Etats-Unis, bastion industriel livré à la restructuration et au chômage massif. C'était un vote de colère et de rejet contre les administrations successives, qu'elles aient été républicaines ou démocrates. En effet, depuis 1980, 35 % des emplois industriels ont été liquidés aux Etats-Unis par les administrations républicaines et démocrates au compte des exigences du capital financier. La suppression d'un tiers des emplois industriels et les délocalisations massives au Mexique et en Asie ont jeté dans la pauvreté et la misère des dizaines de millions d'Américains. Ceux-ci se sont saisis de ces élections pour manifester leur colère et leur haine des sommets politiques de Washington.

Bien évidemment, les élections sont toujours un reflet déformé de la réalité. Et la réalité, c'est que depuis des décennies et des décennies, les dirigeants de la centrale syndicale AFL-CIO se sont opposés à une vieille revendication du mouvement ouvrier depuis 1930. C'est que, à l'instar de ce qu'avaient fait les TUC britanniques, la direction de l'AFL-CIO devrait constituer son propre parti, le Labor Party. A l'inverse, les dirigeants de l'AFL-CIO ont lié leur sort au Parti démocrate au nom de la lutte contre les républicains. Lors d'un congrès de l'AFL-CIO, au lendemain de l'élection d'Obama, à l'unanimité, les délégués, contre l'avis de la direction de l'AFL-CIO, avaient voté l'exigence d'une sécurité sociale pour tous. Obama avait mis en place l'Obama-Care, un système basé sur les assurances privées. La direction de l'AFL-CIO a soutenu ce projet en justifiant qu'il s'agissait d'un premier pas vers une sécurité sociale.

Dans la primaire démocrate, Bernie Sanders, avec sa phraséologie socialiste, a piégé de nombreux syndicats en les intégrant à la campagne des démocrates, pour... finalement appeler à soutenir Clinton. Mais l'expression de la situation dans la classe

ouvrière, c'est que de très nombreux syndicats, y compris certains piégés par Sanders, n'ont pas participé à la campagne de Clinton.

Certaines associations noires qui avaient auparavant soutenu Obama n'y ont pas participé non plus, compte tenu de la révolte dans la population noire contre Obama, qui n'a réglé aucun des problèmes des Noirs et même pire, puisque toutes les vingt-huit heures, un Noir est tué par la police. De même, les Latinos ne pouvaient oublier que sous l'administration Obama, le record d'expulsions de Mexicains des Etats-Unis a été battu: 2,8 millions reconduits à la frontière.

TRUMP ET LE CAPITAL FINANCIER

Trump avait ferraillé contre « les trois grands » de l'industrie automobile américaine, qu'il accusait de délocaliser leur production. Au lendemain de son élection, General Motors a fermé l'une de ses usines, dans le nord des Etats-Unis, et licencié 2 000 travailleurs, signifiant par là que le « boss », c'est le capital. Trump se retrouve confronté à la réalité du capital et de sa puissance. Lui qui avait dénoncé *l'establishment* est obligé de se tourner vers *l'establishment* du Parti républicain pour constituer sa nouvelle administration.

La nomination comme secrétaire d'Etat à l'Economie d'un ancien de Goldman Sachs (banque contre laquelle Trump avait vociféré pendant des mois) est une indication. Le protectionnisme et l'isolationnisme sont impossibles, même pour les Etats-Unis. Comme l'écrivait Léon Trotsky en 1926 dans Europe et Amérique:

« Plus les Etats-Unis mettent le monde entier sous leur dépendance, plus ils tombent eux-mêmes dans la dépendance du monde entier, avec toutes ses contradictions et ses bouleversements en perspective. »

L'imbrication de l'économie mondiale et les besoins du capital financier peuvent, certes, tolérer telle ou telle mesures, mais ne peuvent accepter qu'un frein soit mis à leur expansion mondiale. Les monopoles impérialistes sont engagés dans une lutte à mort pour le contrôle d'un marché mondial disloqué par la récession.

Dans cette situation de crise – dont la crise financière de 2008-2009 est un avant-goût –,

la course au profit du capital financier sape les bases de toutes les économies nationales, remettant en cause les prérogatives des Etats qui leur sont soumis. Mais en même temps, ils en ont besoin (notamment avec la pression permanente pour l'augmentation des budgets militaires des Etats, afin de faire tourner l'industrie d'armement) pour rétablir l'ordre que leur politique ébranle.

Le capital financier a besoin du marché mondial, il a besoin de faire sauter toute barrière faisant obstacle à sa pénétration. Mais pour ce faire, il utilise néanmoins ces Etats nationaux pour ses propres intérêts. C'est ainsi qu'Obama avait violemment réagi aux menaces de sanctions contre Apple par l'Union européenne au nom de la défense des « intérêts américains », protégeant ainsi une firme qui ne paie pas ses impôts aux Etats-Unis et dont les salariés sont à 97 % hors des Etats-Unis.

Le capital financier utilise non seulement les Etats pour la défense de ses propres intérêts, mais exige de ces mêmes Etats qu'en plus, ils lui livrent des pans entiers de l'appareil productif de leurs nations. Ils veulent en finir avec tout ce qui a été acquis dans la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

En Europe, pour endiguer la vague révolutionnaire et pour reconstruire les Etats bourgeois, il a fallu concéder une série de conquêtes et d'acquis à la classe ouvrière. Dans les pays dominés par l'impérialisme pour renforcer ou constituer des Etats sur la base de l'indépendance nationale, il a fallu également faire une série de concessions. Pour le capital financier, cette période est terminée : non seulement toutes les barrières nationales doivent sauter, mais toutes les normes et réglementations, et tout ce qui existe comme services publics à l'échelle mondiale doit également être privatisé et détruit.

Les zones de libre-échange qui avaient été mises en place en Europe, en Asie, en Amérique latine dans les trois dernières décennies, dans l'objectif de déréglementer pour satisfaire le capital financier, ne sont plus aujourd'hui un instrument assez efficace face aux exigences des multinationales. Les grandes compagnies américaines détiennent en liquidités 2 500 milliards de dollars à l'extérieur des Etats-Unis, et elles ne comptent pas les rapatrier. Elles poussent de

toutes leurs forces pour faire sauter toutes les barrières et toutes les normes afin de réaliser son capital. C'est là la raison fondamentale de la crise de désintégration de ces zones de libre-échange, sous la pression contradictoire des exigences du capital financier et des Etats nationaux qui leur sont pourtant soumis, mais qui sont terrorisés par les risques de surgissement des peuples et de la classe ouvrière de leurs pays. Car ces nouvelles exigences du capital provoquent la réaction des classes ouvrières et des peuples pouvant déboucher sur une situation révolutionnaire.

L'ORDRE MONDIAL MENACÉ

La politique du capital financier en direction des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie s'attaque à toutes les conquêtes des travailleurs et des peuples, et contribue à la dislocation des nations. C'est là le sens de l'offensive d'une fraction du capital américain, qui, avec ses valets de l'oligarchie brésilienne, a organisé le coup d'Etat pour renverser la présidente Dilma. Et pourtant, le gouvernement de coalition de Dilma, avec sa politique d'ajustement, avait satisfait nombre des demandes de l'impérialisme. Mais cela ne suffisait plus, il fallait mettre en place un gouvernement qui non seulement revienne sur les conquêtes acquises par la lutte de classe de ces quinze dernières années, mais aussi celles acquises depuis plusieurs décennies, y compris des conquêtes datant de la moitié du XIX^e siècle, quand le Brésil est devenu indépendant. C'est donc l'existence même de la nation brésilienne qui est ébranlée.

Depuis longtemps, le capital financier américain a besoin d'un pouvoir fort pour écraser la classe ouvrière américaine sous son talon de fer et discipliner les peuples du monde entier. Mais il a un pouvoir faible, en crise, qui n'a pas la capacité de maîtriser les développements mondiaux. Cela ne signifie pas qu'il ne puisse pas porter des coups aux peuples du monde entier, au contraire.

La situation au Moyen-Orient l'atteste. La politique qu'Obama a théorisée sous le vocable « *Diriger par l'arrière* » en est une expression. Depuis la chute de l'URSS et la disparition de l'appareil stalinien international, l'impérialisme américain doit concentrer sur lui toutes les tâches de la contre-

révolution, et c'est au-dessus de ces forces. C'est la raison pour laquelle il ne cesse, depuis les années 1990 et encore plus depuis une décennie, d'inciter tous ses « alliés » à prendre leur part du fardeau de la contre-révolution.

6

Cela accentue les contradictions et la crise. Incapable de s'imposer totalement, il libère des forces contradictoires. C'est ainsi qu'au Moyen-Orient, contre ses alliés traditionnels que sont l'Arabie Saoudite et Israël, l'administration américaine a non seulement accepté le plan sur le nucléaire avec l'Iran, mais a permis à l'Iran d'intervenir en Irak et en Syrie contre Daesh. L'Arabie Saoudite, fidèle alliée des Etats-Unis, finance les milices islamistes en Irak et en Syrie contre lesquelles les mêmes Etats-Unis sont en guerre. Israël bombarde en Syrie les milices du Hezbollah encadré par les Iraniens qui luttent contre Daesh. La Turquie, membre de l'OTAN depuis des décennies, intervient en Syrie au nom de la lutte contre Daesh pour s'attaquer aux milices kurdes, financées, armées et encadrées par les conseillers américains pour lutter contre Daesh. La Russie joue également sa propre partition en bombardant les milices anti-Bachar soutenues par les Etats-Unis.

Bien évidemment, ils sont tous d'accord pour la préservation de l'ordre mondial dominé par les Etats-Unis, mais ils y contribuent en cherchant à défendre leurs propres intérêts contradictoires avec les autres. Cette absence de réel leadership entraîne un fantastique imbroglio au Moyen-Orient et à l'échelle mondiale.

Trump a déclaré qu'il fallait que les Etats-Unis cessent de financer à 70 % le budget de l'OTAN. Il ne fait là que s'inscrire dans les pas d'Obama, qui a lutté depuis un an pour que tous les pays membres de l'OTAN fassent passer à 2 % du produit intérieur brut (PIB) leur budget militaire. La chancelière Merkel vient d'annoncer que l'Allemagne allait le faire.

LA MARCHE À LA DISLOCATION DE L'UNION EUROPÉENNE

Avec l'implication des Etats européens au Moyen-Orient, avec le terrorisme et avec la vague de millions de réfugiés qui fuient la guerre et la barbarie, la guerre se généralise à l'Europe. Et la crise de l'Union européenne se développe de manière galopante. Tous les gouvernements de l'Union européenne sont frappés. Toutes les institutions de l'Union européenne sont en crise.

Toutes les élections en Europe sont saisies par les masses comme un moyen d'exprimer leur colère et leur rejet. Un commentateur de la vie politique européenne a parlé à ce sujet de « véritable insurrection électorale ». Le vote majoritaire en Grande-Bretagne pour quitter l'Union européenne a aiguisé la crise des institutions européennes et fragilisé l'économie et la finance dans l'Union européenne. Ce résultat est d'abord le produit du vote massif d'une majorité de la population laborieuse britannique, mais également le choix d'une fraction de la bourgeoisie britannique pour, dans la nouvelle situation ouverte, chercher à établir des rapports directs sur les marchés, et notamment avec les Etats-Unis.

L'élection présidentielle en Autriche a certes vu le candidat écologiste battre le candidat d'extrême droite, mais le véritable contenu de ce résultat s'est exprimé au premier tour de cette élection où le parti socialiste et le parti conservateur, les deux grands partis qui se partagent le pouvoir depuis 1945, ont obtenu à peine 10 % des voix, balayés par le peuple autrichien. Des événements similaires se sont produits en Hollande et dans les pays scandinaves.

En France, la crise d'agonie de la V^eRépublique atteint des sommets : pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, François Hollande, le président bonaparte, renonce à briguer un deuxième mandat, faute, comme il l'avoue lui-même, de pouvoir rassembler une majorité autour de lui. Et ce n'est pas seulement le gouvernement qui est en crise, l'opposition de droite est déchirée. C'est le régime de la V^e République qui est frappé.

En Italie, la défaite de Renzi au référendum constitutionnel exprime ce même rejet et menace, du fait de la fragilité des banques italiennes, qui auraient du être renflouées par l'Etat, de provoquer l'explosion d'une bulle financière en Europe, avec des répercussions mondiales.

L'offensive des gouvernements de droite et de « gauche » de l'Union européenne contre la classe ouvrière provoque une résistance de celle-ci. La multiplication des grèves en Grèce au cours de l'année 2016 contre le gouvernement Tsipras en est une indication. En Belgique, plusieurs manifestations de masse ont eu lieu à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, qui ont constitué un front syndical commun. En France, durant cinq mois, la mobilisation massive des travailleurs s'appuyant sur l'axe CGT-FO s'est dressée contre la contre-réforme destructrice du Code du travail du gouvernement « de gauche ». Même si cette mobilisation n'a pas abouti au retrait de la loi, qui est passée sans vote à l'Assemblée nationale avec le recours aux instruments réactionnaires de la Ve République, le résultat est que la majorité présidentielle est en lambeaux et que la classe ouvrière n'a pas le sentiment d'avoir subi une défaite. Elle cherche à préserver l'unité CGT-FO pour les combats en cours et à venir.

En Italie, il est significatif que la FIOM, la fédération de la métallurgie, et la CGIL, la centrale majoritaire en Italie, ont appelé au vote non. Le gouvernement Renzi avait en effet mis en œuvre une réforme sur le travail, le « Job Act », s'attaquant frontalement aux conquêtes des travailleurs italiens et aux organisations syndicales. Si le résultat du non au référendum approche les 60 %, dans les régions les plus désindustrialisées où les travailleurs ont été jetés au chômage, le non recueille plus de 70 %.

Et même en Allemagne, pays présenté comme le plus stable en Europe, la crise dévore la grande coalition rassemblant la CDU et le SPD. Pour tenter de préserver cette grande coalition, Merkel a fait retirer le candidat de la CDU à la présidentielle et a appelé à voter pour le candidat du SPD. C'est dans cette situation de crise et d'incertitude après l'élection de Trump qu'elle a finalement décidé de se porter candidate au poste de la chancellerie.

Tous les gouvernements de l'Union européenne et l'Union européenne elle-même sont pris en tenailles entre les exigences du capital financier et la résistance des travailleurs. L'Union européenne ne constitue plus un cadre suffisant pour voir se réaliser sans attendre les exigences du capital financier.

Ce qui est devenu l'Union européenne a été mis en place après la Deuxième Guerre mondiale sous l'égide de l'impérialisme américain, avec la collaboration des impérialismes européens, comme une zone de déréglementation.

Mais l'Union européenne n'est pas une instance supranationale, elle est le produit d'un accord entre les principaux impérialismes européens, notamment français et allemand. La responsabilité des gouvernements impérialistes est donc totalement engagée dans la mise en œuvre de l'ensemble des plans de l'Union européenne. Il est de ce point de vue significatif que, près de quinze ans après l'entrée en vigueur de la règle du traité de Maastricht selon laquelle le déficit public devait être inférieur à 3 % du PIB, la France ne respecte toujours pas cette règle sans être sanctionnée par la Commission européenne. Comme il est significatif qu'au lendemain de la défaite de Renzi en Italie, les dirigeants de l'Union européenne, constatant que la loi de finances de 2007 du gouvernement italien ne respectait pas le pacte de stabilité européen, en ont conclu qu'il leur était « impossible de demander des mesures supplémentaires au vu de la situation ».

C'est bien là la contradiction pour tous les Etats et pour l'Union européenne, qui sont soumis aux exigences du capital financier, mais qui, terrorisés par le risque de surgissement des masses, ne peuvent aller au bout de ces exigences. Les monopoles qui utilisent les Etats et les institutions de l'Union européenne pour mettre en œuvre les exigences sapent en même temps ces mêmes Etats et les institutions pour aller plus avant dans leur offensive destructrice.

LA LUTTE DE CLASSES, MOTEUR DE L'HISTOIRE

Pour le capital financier, tout ce qui a été acquis après la vague révolutionnaire de 1945 doit être liquidé. Le compromis passé par le capital avec les dirigeants du mouvement ouvrier afin d'endiguer la vague révolutionnaire doit être remis en cause. Aucune marge de manœuvre n'est possible, il faut frapper encore et encore.

Cette offensive implique de remettre en cause la place même des organisations syndicales. Les organisations syndicales, quelle

que soit la politique mise en œuvre par leur direction, constituent, parce qu'elles n'organisent que les salariés dans leur rang, une matérialisation de la division de la société en classes. Défendre la plus minime des revendications des travailleurs face au patronat est une expression de l'antagonisme de classe.

Comme cadre d'organisation de la classe ouvrière, le syndicat constitue la classe. Une masse d'ouvriers non organisés n'est rien, une masse organisée est une classe sociale distincte de la classe capitaliste. C'est pourquoi Léon Trotsky définissait les syndicats comme des institutions de la classe ouvrière dans une société où le prolétaire ne possède rien d'autre que sa force de travail. Léon Trotsky les décrivait comme « des foyers de démocratie prolétarienne ». Et il précisait

« Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire (...). C'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois » (Ecrits sur l'Allemagne).

Nous indiquions en introduction qu'en 1916, un an avant la révolution d'Octobre, Lénine analysait le déclin du capitalisme dans son ouvrage L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. Il ne s'agissait pas pour Lénine de produire une analyse pédante, mais de la démonstration que l'impérialisme n'est pas un nouveau stade de développement du capitalisme, mais sa phase d'agonie mortelle. C'est pourquoi, analysant les monopoles, il indiquait que la production devient de plus en plus sociale alors que l'appropriation est privée. Il décrivait ainsi le rôle des monopoles comme ordonnateurs de l'économie mondiale:

« Quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de produits finis (...), alors il devient que nous sommes en présence d'une socialisation de la production (...) et que les rapports relevant de la propriété privée forment une enveloppe sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination. »

Pour Lénine, l'élimination de l'impérialisme ne se fera pas naturellement :

« L'impérialisme (parce qu'il est le stade suprême du capitalisme) est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. »

Il sait, comme Marx l'a expliqué, que l'originalité du marxisme n'est pas d'avoir inventé la lutte de classes, mais d'avoir caractérisé la lutte de classes comme une lutte politique qui doit déboucher sur la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est pourquoi, alors que la révolution russe avait commencé depuis six mois, Lénine écrit L'Etat et la révolution, où il met au centre la nécessité de détruire le vieil Etat bourgeois et de construire l'Etat ouvrier qui expropriera le capital et gérera la phase de transition vers un stade supérieur. Mais pour ce faire, il y a la nécessité d'un parti, d'un parti révolutionnaire, et c'est l'autre actualité de la révolution d'Octobre.

Aux premiers jours des processus révolutionnaires en 1917, le Parti bolchevique était minoritaire dans la classe ouvrière. La majorité de celle-ci était regroupée derrière les deux grands partis ouvriers de l'époque : mencheviks et socialistes-révolutionnaires (SR). Ceux-ci, après avoir participé à la chute du tsar, s'étaient alliés avec le parti bourgeois libéral, cherchant à contenir la révolution afin qu'elle ne se transforme pas en révolution expropriatrice du capital. Le combat central de Lénine dans le Parti bolchevique a été d'aligner le parti sur le cours des événements, et le cours des événements, c'était le torrent révolutionnaire, c'était les masses laborieuses en mouvement pour la paix et l'arrêt de la guerre, pour le pain, la liberté, la réforme agraire. Les dirigeants SR et mencheviques, alliés avec le parti bourgeois, constituaient l'obstacle à ce torrent révolutionnaire. C'est pourquoi, Lénine combattait sur un axe très clair : « Aucun soutien au gouvernement provisoire. » C'est cette position qu'il fit adopter au Parti bolchevique en avril, sous le nom des Thèses d'Avril.

LA QUESTION DU POUVOIR

Ces thèses débouchaient sur la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est sur cet axe que des milliers de militants bolcheviques combattirent quotidiennement pendant des mois, sur ces mots d'ordre et ces exigences, sans dogmatisme sans sectarisme, en se liant de manière élargie au sein des soviets à la masse engagée dans le processus révolutionnaire. C'est ce long combat qui déboucha en octobre 1917 sur le fait que les positions bolcheviques étaient devenues majoritaires dans les soviets, et que ceux-ci décidèrent de prendre le pouvoir.

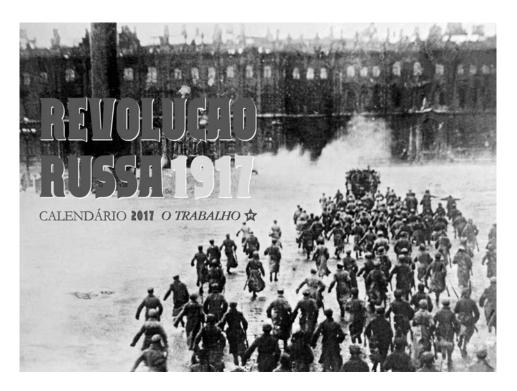
Bien évidemment, les conditions politiques actuelles sont différentes, l'histoire ne se répète pas, mais les enseignements du combat des bolcheviks demeurent d'une brûlante actualité : à l'époque de l'impérialisme, la question de l'expropriation de la minorité capitaliste est à l'ordre du jour, pour ce faire la classe ouvrière doit briser l'Etat bourgeois, s'instaurer comme classe dominante et exproprier le capital. Dans cette voie, pour aider la classe ouvrière par sa lutte de classe à surmonter les obstacles et à triompher, l'existence d'un parti révolutionnaire est indispensable. Une révolution

peut se déclencher sans parti révolutionnaire, mais, pour triompher, le parti révolutionnaire est une nécessité.

C'est sur cette orientation que la IV^c Internationale et ses sections célébreront en 2017 l'actualité de la révolution d'Octobre. Durant cette année 2017, se tiendra, à l'appel de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, une conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation. Pour la IV^c Internationale, lutter contre la guerre et l'exploitation, c'est précisément mettre en œuvre une politique qui inscrit, comme perspective au développement de la lutte de classe, la question de l'expropriation du capital. Comme il est dit dans le programme de la IV^c Internationale :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. »

La rédaction de La Vérité





Photos extraites du calendrier 2017 édité par la section brésilienne de la ${\rm IV^c}$ Internationale : "La révolution russe de 1917"

Brésil II y a 40 ans naissait l'OSI, actuel courant *O Trabalho* du PT

1. En novembre 1976 fut créée l'Organisation socialiste internationaliste

ANS une conférence clandestine qui s'est tenue à Praia Grande (Etat de São Paulo) en novembre 1976, s'est conclue l'unification de groupes trotskystes brésiliens qui luttaient alors pour la reconstruction de la IV^e Internationale (1), avec la création de l'Organisation socialiste internationaliste (OSI).

Ce qui a rapproché les groupes qui furent à l'origine de l'OSI a été la critique tant de la politique traître du Parti communiste brésilien avant le coup d'Etat de 1964 (et qui s'est poursuivie ensuite) que le « foquisme » guérilleriste des « années de plomb » de la dictature (1968-1972), qui, isolé des masses, a été brutalement liquidé par l'appareil policier et militaire.

Les trotskystes défendaient une intervention aux côtés des masses pour construire leurs organisations, dans la lutte pour les libertés démocratiques contre la dictature, fondée sur les principes de l'indépendance de classe et de l'internationalisme. Le tournant de 1968 dans la situation mondiale – mai-juin en France, invasion en août de la Tchécoslovaquie par l'URSS – renforçait leur conviction de la révolution sociale dans les pays capitalistes et de la révolution politique dans les pays où la bureaucratie parasitait les conquêtes fondées sur l'expropriation du capital.

L'OSI, dès son origine, était une organisation nationale et cherchait à s'implanter dans le mouvement ouvrier. Les forces qui y avaient fusionné animaient déjà des tendances syndicales ou des oppositions aux syndicats officiels, avec des bulletins et des groupes formés dans différentes catégories.

Son premier organe a été le *Jornal dos Trabalhadores* (2), qui sera remplacé par le journal *O Trabalho* le 1^{er} mai 1978.

LIBERDADE E LUTA (3)

Peu avant la création de l'OSI, en juinjuillet 1976, le Front étudiant socialiste (FES) et la Tendance pour l'Alliance ouvrière-étudiante (TAOE), après une intervention commune dans les mobilisations étudiantes de la période, s'unifièrent, donnant naissance à Liberdade e Luta.

La tendance étudiante Liberdade e Luta, qui en peu de temps attira des milliers de jeunes dans tout le pays, joua un rôle important dans les mobilisations contre la dictature qui préludèrent à l'entrée en scène de la classe travailleuse avec la vague de grèves qui avait démarré dans l'ABC en 1978.

⁽¹⁾ La IV° Internationale, fondée en 1938, a subi une crise de dispersion en 1952-1953, comme produit de la révision de son programme opérée par Michel Pablo et d'autres dirigeants. Affirmant la nécessité de sa reconstruction sur la base de son programme original (*Programme de transition*), ont surgi des regroupements successifs, jusqu'à la constitution du CORQI en 1972, avec la participation de l'OCI française et Pierre Lambert.

⁽²⁾ Journal des travailleurs (NDT).

⁽³⁾ Liberté et Lutte (NDT).

"NI ARENA NI MDB (4). VOTE NUL POUR UN PARTI OUVRIER"

A travers le journal *O Trabalho*, l'OSI a aidé et a orienté ses militants à intervenir dans cette vague de grèves qui s'étendait dans tout le pays. Ce qui lui permit de créer des liens avec d'autres courants du mouvement ouvrier et de développer sa propre orientation politique : à bas la dictature, pour une Constituante souveraine ; lutte pour des syndicats libres et une centrale syndicale indépendante ; lutte pour un parti ouvrier.

Les élections de 1978, dans le cadre du bipartisme de la dictature, ont rendu possible la campagne « Ni Arena ni MDB. Vote nul pour un parti ouvrier », réalisée par l'OSI aux côtés d'autres secteurs (comme l'opposition des métallurgistes de São Paulo). Alors même que, dans le même temps, nombre de ceux qui seront à l'origine du PT faisaient campagne pour des candidats du MDB (5).

L'activité de l'OSI s'étendit aux luttes pour la libération des prisonniers politiques : pour une amnistie large, générale et sans condition ; pour la libération de Lula et des dirigeants grévistes emprisonnés. Des campagnes de soutien à la révolution au Nicaragua et à la lutte du syndicat Solidarnosc contre la bureaucratie stalinienne en Pologne mettaient en avant le caractère internationaliste de son action.

Les grèves de masse posèrent la question de la liberté syndicale et de l'unité des travailleurs au sein d'une centrale. L'OSI participa à l'organisation de la Rencontre nationale de travailleurs en opposition à la structure syndicale (ENTOES, 1979-1980), qui regroupa le « syndicalisme de combat », et d'autres initiatives qui débouchèrent sur la CONCLAT (6) de 1981, qui créa la commission nationale pro-CUT.

L'OSI ET LE PT

Entre janvier et août 1980, la discussion sur l'évolution des grèves, qui forçaient les syndicats à se heurter de front à la structure officielle, amène l'OSI à conclure que « le PT est une réponse au mouvement du prolétariat dans le sens de son organisation indépendante ».

L'OSI décide d'entrer dans le PT « pour élargir le combat pour l'indépendance syndicale, pour le renversement de la dictature militaire, pour impulser le combat pour la libération de la nation opprimée contre l'impérialisme, par le biais d'une campagne politique centrée sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine et démocratique » (résolution du IV° Congrès, août 1980).

L'engagement de l'OSI dans la campagne de légalisation du PT (1981) a contribué de façon importante à la réalisation des objectifs exigés par la législation de l'époque.

Signalons que, entre 1979 et 1981, se produisit un regroupement de forces trotskystes sur le plan international (7), ce qui amena à un rapprochement entre l'OSI et Convergence socialiste (CS). Les deux organisations sont intervenues dans le PT pour défendre un « PT sans patrons », la centrale syndicale indépendante et le mouvement étudiant, jusqu'à ce que l'unification n'échoue à l'initiative des « morénistes ».

L'OSI devient membre de la IV^e Internationale-CIR en 1983 et elle adopte en 1985 le nom qui est le sien jusqu'à aujourd'hui : courant *O Trabalho* (OT) du PT.

⁽⁴⁾ L'Arena (Aliança Renovadora Nacional) était le parti des militaires au pouvoir ; le MDB (Movimento democrático brasileiro) était le parti d'opposition officiel, dans un cadre institutionnel de bipartisme destiné à donner une apparence de démocratie à la dictature militaire (NDT).

⁽⁵⁾ Ces positions allaient de celle de Convergence socialiste (CS), qui appuya des « candidats socialistes du MDB », en passant par des soutiens à des candidats « authentiques », jusqu'à la position de Lula et d'autres dirigeants de l'ABC de soutenir Fernando Henrique Cardoso au Sénat.

⁽⁶⁾ Conferência Nacional das Classes Trabalhadoras (Conférence nationale des classes travailleuses) (NDT). (7) Le Comité paritaire (CP), créé à la fin de l'année 1979, réunit les forces du CORQI à celles de fractions issues du Secrétariat unifié (SU) et qui avaient rompu avec sa politique, comme le FBT moréniste (du nom du dirigeant argentin Nahuel Moreno). Le CP organisa un congrès mondial qui créa la IV° Internationale-Comité international en 1981 (QI-CI), qui fut rompu en peu de temps à l'initiative de Moreno, sous le prétexte que la section française (OCI) aurait capitulé devant le gouvernement Mitterrand (PS). Convergence socialiste (CS) se revendiquait du morénisme au Brésil.

2. De la lutte pour le parti ouvrier à la tâche actuelle de reconstruction du PT

ANS les premières années du PT, les militants du courant *O Trabalho* participèrent activement au processus qui amena à la fondation de la CUT en août 1983, aidant à formuler la « ligne syndicale du PT » et les statuts de la centrale, fondés sur les principes de l'indépendance face aux patrons et aux gouvernements, sur l'autonomie à l'égard des partis politiques et sur la lutte pour la liberté syndicale.

Au sein du PT, *O Trabalho* chercha à réaliser un travail commun avec son noyau dirigeant (« Articulation des 113 »), qui suivait alors un cours gauche. Ce fut la période de « *Diretas Já* » (8) (1984), suivie du boycott du collège électoral de la dictature, où le PT connaissait une croissance très rapide, avec ses militants organisés dans des cercles de base.

La lutte pour une Constituante souveraine en 1985-1986 renforce le PT comme représentation politique des travailleurs et des secteurs opprimés, et se prolonge dans la lutte anti-impérialiste contre le paiement de la dette extérieure.

Cette trajectoire du PT a eu un impact mondial, car ses positions – fruit d'un débat interne intense – le distinguaient à la fois du stalinisme et la social-démocratie « réformiste ». La discussion dans la IV° Internationale en reconstruction (QI-CIR) sur l'expérience du PT au Brésil réactualisa la « ligne de la transition » dans la construction du parti révolutionnaire. L'orientation du combat pour des « partis ouvriers indépendants » et pour la création d'un large cadre international de discussion et d'action contre l'impérialisme se combine alors avec la nécessité d'un renforcement et d'une plus grande centralisation de la IV° Internationale.

EN 1987, LA CONTINUITÉ EST ASSURÉE

En mai 1987, une partie des membres de la direction de *O Trabalho* se disposa à « laisser tomber » le courant et à le dissoudre dans l'« Articulation » d'alors. La majorité des militants appuya les dirigeants qui s'opposaient à la dissolution de *O Trabalho* et de ses liens avec la IV^e Internationale-CIR, réaf-

firmant sa continuité lors de son X^e Congrès (juin 1987).

Dans cette période a lieu le congrès constituant (1986-1988) sous le gouvernement de Sarney et *O Trabalho* intervient dans les discussions menées tant par le PT (dont le groupe parlementaire vota non à son texte global) que par la CUT (III^e Congrès de Belo Horizonte) pour qu'ils adoptent une position contraire à la Constitution de 1988, fruit d'un « pacte des élites » qui bloquait les réformes structurelles et préservait les vestiges de la dictature dans le système politique.

LE TOURNANT MONDIAL DE 1989

La chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989) et l'effondrement de l'Union soviétique (décembre 1991) ont marqué un tournant historique. Son impact ne pouvait pas épargner le PT, qui, à la fin de 1989, se lançait dans la première campagne présidentielle de Lula.

La fin du « socialisme réel » – en réalité le bilan du stalinisme, qui prépara les conditions pour la restauration du capitalisme - provoqua des changements dans les positions qui existaient dans le parti : depuis ceux qui se mirent à envisager le socialisme comme une question « morale », en passant par d'autres qui se mirent à défendre une « économie sociale de marché » et jusqu'à ceux qui rejetaient une rupture révolutionnaire en faveur de réformes qui amélioreraient la vie des masses sans rompre avec la propriété privée des grands moyens de production. La tendance à l'adaptation aux institutions héritées de la dictature et remodelées en 1988 se renforce, et le centre de gravité du PT devient peu à peu la bataille électorale.

Le courant *O Trabalho* intervient pour associer des dirigeants et des militants du PT à la préparation de la Conférence mondiale ouverte de Barcelone « *contre la guerre et l'exploitation* », qui sera à l'origine de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) en 1991. En 1993, il envoie sa

^{(8) «} *Diretas Já* » est le mot d'ordre réclamant des élections directes immédiatement (NDT).

délégation au congrès de reproclamation de la IV^e Internationale, tenu à Paris.

Dans les années 1990, la résistance à la politique du FMI et aux privatisations conserve au PT son caractère de référence de lutte pour les masses, d'abord avec le « *Dehors Collor* », puis avec l'opposition aux gouvernements de FHC (1994-2002). Mais le partiétait déjà en train de perdre sa marque d'organisateur des militants pour la lutte de classes, et sa direction, après les revers électoraux subis par Lula contre FHC, se mit à chercher des alliances bien au-delà de ce qu'elle-même définissait comme le « *terrain démocratique et populaire* ».

DE « LULA PRÉSIDENT » À LA LUTTE POUR RECONSTRUIRE LE PT

O Trabalho s'est engagé dans les élections de Lula en 2002, malgré un désaccord sur son programme et ses alliances (symbolisées par le vice-président Alencar). O Trabalho a combattu la politique contenue dans la « Lettre aux Brésiliens » (respect des accords de FHC envers l'impérialisme) parce qu'elle était contradictoire aux réformes nécessaires (politique, agraire, fiscale) et aux intérêts des masses qui avaient porté le PT à la présidence de la République. C'est la raison pour laquelle, quand il fut sollicité, O Trabalho n'accepta pas les postes dans le gouvernement Lula, tout en assurant qu'il le défendrait contre les attaques de l'impérialisme ou de la bourgeoisie, préférant lutter pour ses positions dans le PT.

Bien avant 2002, et durant les treize années, O Trabalho a défendu dans le PT (et également la CUT) la lutte pour une Constituante souveraine, afin de réaliser les aspirations de justice sociale et de souveraineté nationale du peuple brésilien. *O Trabalho* a été parmi les premiers à combattre, depuis 2005, l'AP 470 comme une attaque contre le PT, et s'est engagé dans la défense des dirigeants emprisonnés, de la même façon qu'il le fait aujourd'hui face au « Lava Jato ».

O Trabalho a combattu la politique « d'alliance nationale » avec le PMDB menée par le deuxième gouvernement Lula, et qui a amené Temer à être le vice-président de Dilma et à être l'un des organisateurs du putsch de 2016 au service de l'impérialisme et du patronat.

O Trabalho a appris, comme section de la IV^e Internationale, que la collaboration de classes amène les organisations construites par les travailleurs à l'impasse et à la défaite. Plus encore dans une situation où l'impérialisme ne peut survivre qu'en attaquant les conquêtes obtenues par la lutte de classes et les éléments de souveraineté nationale arrachés par la lutte des peuples.

Aujourd'hui, sur un pied d'égalité avec les autres militants qui construisent Dialogue et Action pétiste, les militants de *O Trabalho* combattent pour la reconstruction du PT comme parti ouvrier indépendant, ils combattent pour réunir des militants et des cadres qui veulent agir contre la politique destructrice de l'impérialisme sur le plan mondial, à travers les initiatives de l'EIT.

Nous revendiquons, au cours de ces quarante années, la continuité de notre action politique, fondée sur les principes de l'indépendance de classe et de l'internationalisme ouvrier.

Lauro Fagundes

Le courant O Trabalho du PT fête ses 40 ans

E 18 novembre, dans l'auditorium du Syndicat des ingénieurs de Sao Paulo, des militants de *O Trabalho*, des syndicalistes et des adhérents du PT de divers courants ont participé au meeting célébrant les quarante ans du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV° Internationale. Plutôt qu'une commémoration du passé, ce fut un dialogue entre militants sur les tâches présentes. La tribune, sous la présidence de René Munaro (direction de *O Trabalho* et de la

CUT de l'Etat de Santa Catarina), était composée de Julio Turra, qui a parlé au nom du courant, de Luis Eduardo Greenhalgh et du député fédéral Vicentinho, qui ont apporté des témoignages sur la lutte commune contre la dictature et dans la construction du PT et de la CUT, avec aussi Sarah Lindalva, militante de *O Trabalho* qui est dirigeante de l'UNE. En ouverture, Andreu Camps, au nom du secrétariat de la IV^e Internationale, a salué par vidéo le meeting.

« LES JEUX NE SONT PAS FAITS »

(Julio Turra, de la direction de O Trabalho)

« Nous sommes nés dans la lutte contre le régime militaire et aujourd'hui nous luttons contre un état d'exception dû à une combinaison perverse entre une "dictature" de l'appareil judiciaire et les intérêts de l'impérialisme pour renverser un obstacle à la pleine application de leur politique : le gouvernement dirigé par le PT. Cela pour introniser un usurpateur, Temer, qui applique un ensemble de mesures visant à liquider, et vite, les droits et conquêtes arrachés par la lutte de la classe travailleuse brésilienne.

Et non sans résistance, au contraire de 1964, avec une résistance qui se maintient et que nous cherchons à renforcer. Mais nous ne pouvons nous dispenser de tirer le bilan de ce qui a favorisé cette offensive putschiste.

La politique nationale d'alliance avec le PMDB a provoqué une situation qui n'est pas nouvelle dans l'histoire : la collaboration avec la classe ennemie mène à l'impasse, et, au bout du compte, à la destruction des organisations des travailleurs.

A la moitié du premier mandat de Dilma – journées de juin 2013 –, sa réponse avait été positive : Constituante pour réformer le système politique. Mais qui y a opposé son veto ? Le vice-président Temer, le STF, le Congrès, c'est-à-dire les institutions héritées de la dictature, rafistolées par la Constituante de 1988.

L'adaptation du PT à ces institutions est à la base de la dérive du parti, de plus en plus institutionnel. La quantité se transformant en qualité, le PT est en ce moment menacé de disparaître s'il ne se reprend pas en s'appuyant sur la riche histoire qui est la sienne.

Ces millions de travailleurs qui ont porté le PT à la présidence de la République ont été déçus par le parti. L'impact chez les militants du PT de la défaite aux élections municipales a été plus grand que celui de l'impeachment de Dilma, quand on pouvait dire que ce n'était pas le peuple qui l'avait écartée, mais 300 bandits du Parlement. Le PT a perdu 10 millions de voix par rapport à 2012 au profit de l'abstention, des votes nuls et blancs. Le PT a été sanctionné par ceux qui avaient voté PT.

Quand les sondages accordaient 10 % à Dilma, bien avant l'impeachment, ils reflé-

taient l'application de plans d'ajustement fiscal qui n'avaient rien à envier aux plans de l'Union européenne contre les peuples làbas : réduction des dépenses et des subventions aux patrons qui avaient créé une rupture dans les comptes publics.

La droite a vu ce qui se passait et s'est lancée, s'engouffrant dans la brèche entre le gouvernement et sa propre base électorale. Il y a eu la résistance, des milliers dans les rues, mais quel a été le grand problème ? Les usines n'ont pas bougé, les favelas ne sont pas descendues, la banlieue n'est pas venue.

Comment retrouver cette base sociale? C'est toute la question, qui n'est pas seulement une question brésilienne.

Le monde entier est-il en train de virer à droite ? C'est là une vision unilatérale et partielle des choses, qui dissimule le nécessaire bilan des erreurs de la gauche.

Nous sommes dans une situation défensive, notre horloge s'est alignée sur celle de la situation mondiale, une situation de défense des conquêtes et des droits, car ils veulent tout liquider, y compris même l'existence d'organisations de la classe travailleuse.

Mais les jeux ne sont pas faits, les contradictions engendrées par la politique de l'impérialisme obligent les peuples à résister pour ne pas être liquidés physiquement. C'est sur cette résistance que nous voulons nous appuyer.

Nous sommes fiers d'avoir maintenu en quarante ans d'existence une continuité basée sur les principes qui sont chers au mouvement ouvrier : indépendance de classe et internationalisme.

Nous voulons remercier, pour leur présence ici, les camarades d'autres courants du parti, les parlementaires, les dirigeants syndicaux qui enrichissent cette commémoration, et nous voulons leur dire : vous pouvez compter sur nous pour préserver les meilleures traditions du PT, pour reconstruire le parti comme instrument de lutte de la classe travailleuse et du peuple opprimé du Brésil, et pour établir des liens de solidarité au plan international avec ceux qui se trouvent devant le même défi que nous : se défendre contre les attaques de l'impérialisme et préparer la contre-offensive pour la construction d'une société sans exploités et sans exploiteurs. »

« L'ESPACE MANQUE AUX MILITANTS DU PT »

(Luiz Eduardo Greenhalgh, de Dialogue et Action pétiste)

« Le courant *O Trabalho*, de fait, qui a contribué et contribue, qui a construit et construit le PT, la CUT, est plus étroitement lié à la classe ouvrière que bien des courants internes du parti. Et ces quarante ans d'existence le démontrent.

Ce mouvement de rupture démocratique que nous sommes en train de vivre est plus profond, plus complexe et efficace que le coup d'Etat de 1964, qui était un coup d'Etat militaire. Qui ne voit pas cela se trompera dans l'analyse de la conjoncture.

C'est vrai ce que Julio a dit : les favelas ne sont pas venues, le peuple n'est pas venu. Qui est venu seulement ? Les glorieux militants du PT. Et ils sont venus tout seuls, ils sont venus pour l'étoile rouge et pour les rêves.

L'espace manque aux militants du PT pour dialoguer, pour échanger les opinions. L'espace manque pour les réunions, pour entendre des analyses de la conjoncture, pour parler de ce qui se passe dans le quartier. Les militants du PT ne peuvent pas rester dépendants du Journal de la chaîne Globo, de la Folha de Sao Paulo, il nous faut retourner discuter avec nos militants. C'est vers cela que nous sommes allés avec le Dialogue itinérant, on le sent. Nous parlons 10 minutes et nous écoutons pendant une heure. C'est impressionnant cette dignité, ce courage, ce dévouement et cette loyauté des militants du parti envers ce rêve, envers cet instrument. Nous voulons multiplier ce Dialogue itiné-

Il n'y a qu'une issue, nos propres militants. C'est nous qui allons tracer notre propre voie, et qui allons sortir de cette situation défensive dans laquelle nous nous trouvons.»

« C'EST UN ENGAGEMENT DE CLASSE »

(Vicentinho, député fédéral du PT, ex-président de la CUT)

« C'était très bien de voir les débats à cette période-là, cela a été comme une école pour nous, qui étions jeunes à cette époque. Nous sommes allés de l'avant, nous avons appris peu à peu et nous nous sommes construits comme représentants de la classe, qui est ce qui est le plus important dans cette trajectoire de quarante ans.

Je suis ici pour manifester mon plus profond respect envers mes frères et sœurs de O *Trabalho*. Dans la CUT, nous avons toujours été partenaires, critiques aussi, parce que respecter la classe et ses représentants, c'est avoir l'humilité de comprendre qu'aucun de nous n'est meilleur que les autres, car c'est envers la classe que nous sommes engagés. Notre espoir est que ceux qui n'ont voté pour personne veulent, qui sait, entendre quelque chose. Il est important que les camarades de O Trabalho continuent à agir avec leurs critiques et à construire le parti, parce que c'est notre parti. Je ne vais pas quitter mon parti, comme je ne vais pas faire campagne avec du matériel bleu, vert ou rouge, qui ne soit pas la couleur du PT.»

« CETTE HISTOIRE VA CONTINUER, MARQUÉE PAR BEAUCOUP DE LUTTE »

(Sarah Landalya, militante OT et responsable de l'UNE)

« L'histoire du courant *O Trabalho* est celle de beaucoup de lutte, et je suis très heureuse de dire aujourd'hui que cette histoire va continuer, marquée par beaucoup de lutte.

Nous avons subi un coup visant à détruire les droits des travailleurs et de la jeunesse. Nous, les jeunes, nous avons ressenti cela, mais nous ne l'avons pas seulement senti, nous avons résisté. C'est pour cette raison que tant d'écoles ont été occupées, que tant d'universités sont actuellement occupées, avec les assemblées d'étudiants les plus massives qu'on n'ait jamais vues.

Mais nous savons que cette mobilisation ne peut être, ne peut se mener sans les travailleurs, elle doit se mener conjointement avec eux pour infliger une défaite à toutes les mesures qui détruisent nos droits et à ce gouvernement putschiste.

C'est pourquoi nous impulsons la construction de Jeunesse Révolution, pour aider les jeunes à battre le capitalisme dans la voie du socialisme. »

Où va Cuba après la mort de Fidel Castro?

E 25 novembre, celui qui fut pendant de longues décennies le principal dirigeant de la République cubaine est mort. Il avait été président du Conseil d'Etat et du gouvernement de la République cubaine, et avait abandonné ses fonctions le 31 juillet 2006 en raison d'une grave maladie. En 2008, ses postes de président du Conseil des ministres et du Conseil d'Etat, ainsi que celui de principal dirigeant du Parti communiste cubain, avaient été officiellement transférés à son frère cadet, Raoul Castro, commandant en chef de l'armée. Fidel Castro était resté, dans une certaine mesure, une « conscience critique » par le biais de ses articles dans le journal officiel Granma. Ainsi, quand Obama s'était rendu à Cuba en mars de cette année, il avait écrit notamment : « Nous n'avons besoin d'aucun cadeau de l'empire.»

Mais quel rôle a joué Fidel Castro ces soixante dernières années ?

1er JANVIER 1959

Le dictateur cubain Fulgencio Batista, lâché par les Etats-Unis dont il était un laquais servile, quitte Cuba paralysée depuis une semaine par une grève générale chez les ouvriers agricoles, les communications, les universités. Le régime s'effondre. La guérilla, constituée en 1953 sous le nom de Mouvement révolutionnaire 26 juillet, entre à La Havane entourée par un million de manifestants (dans un pays de neuf millions). Le gouvernement qui se constitue alors proclame un programme « démocratique et humaniste », la souveraineté nationale et l'indépendance vis-à-vis de la mainmise américaine. Des personnalités bourgeoises y participent, comme Manuel Urrutia, qui fut président du 1er janvier au 17 juillet, et Fidel se rend aux Etats-Unis.

A ce moment-là, l'économie de Cuba est pratiquement sous contrôle du capital américain : 90 % de la production minière, 90 % de la distribution d'électricité et du téléphone, 80 % des services publics, 50 % des chemins de fer, 40 % de la production sucrière...

Avec le capital américain, et en liaison avec celui-ci, trente mille propriétaires possèdent 70 % des terres agricoles. En ce qui concerne la canne à sucre, première production agricole du pays, vingt-deux grands propriétaires se partagent près de 70 % des cultures. La dictature de Batista, soutenue dans un premier moment y compris par le Parti socialiste populaire — le parti stalinien officiel — a remis entre les mains de la mafia américaine une bonne partie de l'île : des dizaines de casinos, de bordels, pour les riches touristes américains.

La chute de la dictature représente le début de la libération nationale. Une révolution prolétarienne est en marche : les masses entrent en mouvement, les paysans exigent la terre. Les travailleurs des services publics, de la banque, de la santé, des transports exigent l'expropriation des propriétaires privés. La dynamique de la mobilisation remet rapidement en question la grande propriété privée des moyens de production et provoque la rupture du gouvernement lui-même avec le départ du président Manuel Urrutia. Rapidement, la plate-forme démocratique du gouvernement revêt un contenu social, un gouvernement ouvrier et paysan se constitue. Le 26 juillet 1959, un million de paysans et d'ouvriers agricoles manifestent à La Havane pour la réforme agraire, dont le contenu est l'expropriation des grands propriétaires terriens, débordant largement la loi de Réforme agraire du 17 mai 1959. Le gouvernement prend des mesures qui touchent directement les intérêts des grands propriétaires et des grands capitalistes américains.

Le 8 janvier 1960, le gouvernement des Etats-Unis rompt ses relations diplomatiques avec Cuba. Le 3 février, le nouveau président démocrate Kennedy décrète l'embargo total et le blocus. En avril 1961, la CIA organise une invasion avec des mercenaires cubains exilés. Le gouvernement cubain appelle à la mobilisation populaire. Des centaines de milliers de travailleurs, de paysans, d'étudiants prennent les armes. Les comités de défense de la révolution sont formés — ceux-là mêmes qui, plus tard, centralisés et contrôlés par le régime, allaient jouer un rôle de contrôle de la population. L'invasion est écrasée en quelques heures (baie des Cochons). C'est à ce moment que Castro déclare que la révolution est socialiste.

A partir de ce moment, nous pouvons affirmer que le développement de la révolution cubaine a constitué une référence pour les travailleurs et les peuples d'Amérique latine en même temps que les orientations de sa direction ont conditionné dans une bonne mesure l'évolution d'un secteur important de l'avant-garde.

CASTRO N'A PAS ÉCHAPPÉ À LA MAINMISE DU KREMLIN

Dans les faits, la révolution cubaine, première révolution ouvrière victorieuse sur le continent américain, a rompu avec la logique de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire de l'accord contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie dirigeante en Union soviétique. L'agence locale de l'appareil du Kremlin, le Parti socialiste populaire (PSP), qui s'était rallié au soutien au Mouvement 26 juillet peu de temps avant la chute de Batista, a collaboré pleinement avec Khrouchtchev (responsable à l'époque de la bureaucratie du Kremlin) afin de placer le gouvernement cubain sous son contrôle et d'en faire une pièce dans le jeu de ses rapports avec l'impérialisme américain.

En octobre 1962, le gouvernement américain de Kennedy découvre que Khrouchtchev a installé des missiles à Cuba au nom de « la défense de l'île ». Kennedy lance un ultimatum et, deux semaines plus tard, l'impérialisme et la bureaucratie parviennent à un accord, et les missiles sont retirés. Castro et son gouvernement avaient

été placés devant le fait accompli. En effet, non sans contradictions, la bureaucratie stalinienne était parvenue à utiliser Cuba dans le cadre de ses accords contrerévolutionnaires avec les Etats-Unis. A Cuba, l'agence du Kremlin, le PSP, force à l'unité avec le Mouvement 26 juillet, créant le Parti uni de la révolution socialiste de Cuba en 1962 et centralisant la structure Organisations révolutionnaires intégrées, c'est-à-dire instaurant le modèle stalinien de parti unique. Cependant, ce processus n'élimine pas les conflits et contradictions internes, et ce n'est qu'en 1965 qu'est constitué officiellement le nouveau Parti communiste de Cuba. Che Guevara, l'un des principaux dirigeants cubains, n'assiste pas au congrès, renonce à toutes ses responsabilités dans le gouvernement et envoie une lettre à Castro, qui est lue au même congrès. Il tente d'étendre la révolution, notamment en Amérique latine, après avoir participé à la guérilla au Congo. En 1966, il essaie ainsi de constituer une armée de guérilleros en Bolivie, en marge du mouvement réel des masses. Son groupe armé reste isolé et tombe en octobre 1967 sous les balles de l'armée bolivienne entraînée par la CIA. Auparavant, Che Guevara avait publiquement fait état de ses divergences avec l'alignement de Cuba derrière la bureaucratie du Kremlin. Ainsi, en février 1965 à Alger, dans un meeting d'hommage à Ahmed Ben Bella, premier président de l'Algérie indépendante, il avait dit en particulier:

« Les pays socialistes sont, dans une certaine mesure, complices de l'exploitation impérialiste. Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploiteurs de l'Ouest.»

Au cours de ces années, Guevara critique aussi le manuel d'économie politique de l'URSS de 1963, qui sert de guide à la planification bureaucratique stalinienne.

La politique extérieure du gouvernement de Castro suit les directives du Kremlin et, à l'intérieur, la planification bureaucratique rend Cuba dépendante de l'aide de Moscou. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la participation de l'armée cubaine aux conflits armés, en particulier en 1975 en Angola après l'indépendance, et dans d'autres pays africains comme l'Ethiopie. Ce n'est pas un hasard si ces interventions prennent fin avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en 1985 et avec sa nouvelle politique de subordination totale à l'impérialisme américain.

LA SITUATION ACTUELLE

La chute de l'URSS en 1991 provoque une crise importante à Cuba : en trois ans, le PIB s'effondre de 35 %. Cette situation s'est trouvée partiellement tempérée par l'aide apportée à partir de 1998 par le gouvernement Chavez du Venezuela, qui fournit notamment du pétrole à moitié prix par le biais de l'entreprise Petrocaribe, dépendante de PDVSA, la grande société pétrolière publique vénézuélienne. La crise que traverse actuellement le Venezuela place à nouveau le gouvernement cubain à la croisée des chemins. Lors du VI^e Congrès du Parti communiste cubain, en avril 2011, le gouvernement de Raoul Castro est parvenu à faire adopter un plan de « libéralisation » de l'économie, passant notamment par la création de centaines de nouveaux métiers et la promotion d'auto-entrepreneurs. Mais à ce jour, on ne trouve pas plus de 11 % de la population active en dehors de l'économie nationalisée. D'après les chiffres officiels, 80 % de l'économie reste nationalisée et la hiérarchie de l'armée occupe une place centrale.

C'est dans cette situation qu'à partir de décembre 2014, Raoul Castro a cherché à rétablir les relations avec les Etats-Unis. L'administration américaine a rétabli les relations diplomatiques le 20 mars 2015 sans lever l'embargo. Obama, lors de sa visite dans l'île en mars de cette année, a donné une nouvelle impulsion à l'ouverture de relations. C'est le produit également de contradictions de l'impérialisme américain : différentes fractions de la bourgeoisie américaine s'opposent à la levée de l'embargo; d'autres, comme les lobbies agro-exportateurs, les entreprises de tourisme et du transport aérien, y poussent. Ironie de l'histoire, c'est au lendemain de la mort de Castro que s'ouvrent les premiers vols commerciaux avec La Havane. Les dernières déclarations du président élu, Donald Trump, menaçant de « liquider » l'accord avec Cuba, ne visent probablement qu'à renégocier des accords plus favorables aux entreprises américaines, comme le laisse entendre le journal espagnol *El País* (29 novembre).

Cela n'empêche pas le gouvernement cubain de jouer aujourd'hui un rôle non négligeable dans les différentes opérations que l'administration américaine mène sur le continent, comme les négociations entre les ex-FARC et le gouvernement Santos en Colombie, l'ouverture de négociations entre Maduro et l'opposition au Venezuela, ou l'aide humanitaire en Haïti sans remettre en question l'occupation militaire de la Minustah.

• •

Il ne s'agit pas ici d'établir le bilan contrasté du parcours de Castro et l'évolution de la révolution cubaine. La révolution que Fidel a dirigée a remporté des conquêtes indiscutables. C'est un point de référence pour les travailleurs et les paysans de tout le continent américain et au-delà. L'instauration de la santé et de l'éducation gratuites et universelles, l'expropriation du grand capital, la réforme agraire et toutes les autres tâches du combat pour l'émancipation sociale et démocratique du peuple cubain sont indéniables et continuent à exister. Le régime actuel, hérité de la subordination à l'appareil stalinien, avec sa politique d'« ouverture économique », n'est pas une aide au maintien de ces conquêtes. La position des militants de la IVe Internationale et de ses sections concernant la révolution cubaine a toujours été claire et explicite : appui inconditionnel contre l'agression impérialiste, sans s'identifier pour autant avec le régime ; pour nous, la défense et la survie de cette révolution et de ses conquêtes exigent notamment l'alliance avec le mouvement des peuples et des travailleurs de tout le continent, et avec la classe ouvrière nord-américaine.

Aujourd'hui, Cuba se trouve de nouveau à la croisée des chemins.

Andreu Camps, 29 novembre 2016

DOSSIER: Où va Cuba?

Nous faisons suivre l'article de présentation d'Andreu Camps d'un dossier composé d'extraits de trois articles parus dans *La Vérité*, respectivement en 2011, 2005 et 1994. Ces articles apportent des éléments factuels et précis, et illustrent la position de la IV^e Internationale sur la révolution cubaine et la défense de ses conquêtes : appui sans condition contre l'agression impérialiste, sans pour autant identifier cette défense avec celle du régime en place.

Document 1

Cuba : le tournant. Le gouvernement de Raul Castro met en place des contre-réformes (1)

E mardi 4 janvier 2011, le gouvernement de Raul Castro a commencé à mettre en application les mesures, annoncées depuis des mois, de suppressions d'emplois dans la fonction publique et les entreprises d'Etat.

Dans les six prochains mois, ce sont 500 000 emplois qui doivent disparaître et 1 300 000 dans un délai de trois ans, soit 25 % des salariés du secteur public. Rappelons que ce secteur emploie 95 % des salariés du pays (...).

La presse gouvernementale laisse entendre que des conflits et des tensions très fortes surgissent parmi les travailleurs menacés de licenciement.

Le 2 janvier, le gouvernement a aussi décidé de réduire le nombre de produits de première nécessité que l'on peut se procurer avec la carte de rationnement. Ainsi, l'année dernière déjà, les pommes de terre, les petits pois, les cigarettes et le sel avaient disparu des cartes de rationnement. A cela s'ajoutent aujourd'hui le savon, la pâte dentifrice et la lessive. Sur le marché, ces produits ont vu leurs prix multipliés par 25. Il faut comprendre que la carte de rationnement permettait à toute la population cubaine de se fournir en produits de première nécessité à des prix extrêmement bas adaptés aux salaires.

Le 1^{er} janvier, le cardinal Jaime Ortega, chef de l'Eglise catholique à Cuba, a déclaré dans son homélie « soutenir le processus de réforme économique proposé par Raul Castro », appelant les Cubains « à s'impliquer dans les changements en cours sans abandonner leur esprit critique. Cela nous engage tous et la bonne application de ces transformations ne dépend pas seulement des autorités et de ses décisions, mais aussi de la bonne compréhension de la population. »

Selon un économiste cubain, c'est une reconversion « qui vaut un plan d'ajustement du FMI ».

Cuba, qui, depuis la révolution de 1959 sous l'égide du Mouvement 26 juillet, a exproprié le capital et constitué un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé du fait de l'exclusion des masses travailleuses du pouvoir, a instauré une économie planifiée.

Après 1962, au moment où l'impérialisme américain a tenté d'abattre par la force le nouveau pouvoir, la bureaucratie du Kremlin a mis Cuba sous son contrôle pour l'utiliser comme monnaie d'échange dans sa politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

Transitoirement, l'économie cubaine a été « protégée » par les accords avec l'Union soviétique. En 1991, la dislocation de l'URSS a laissé Cuba sans protection face au marché mondial. Aujourd'hui, elle subit de plein fouet la crise générale du système capitaliste et les conséquences du fait que l'économie cubaine est dépendante

⁽¹⁾ Extraits de l'article d'Andreu Camps paru dans La Vérité, n° 70, février 2011. La totalité de l'article est disponible dans le n° 70 de la revue, ou en en faisant la demande auprès de la rédaction de La Vérité.

des prix des matières premières qu'elle exporte, comme le nickel, alors qu'elle est obligée d'importer 80 % des produits de première nécessité.

C'est une nouvelle démonstration pratique que le socialisme dans un seul pays n'est qu'une utopie réactionnaire. Les conquêtes de la révolution cubaine, qui sont attaquées et en danger, dépendent plus que jamais du développement de l'organisation indépendante des travailleurs cubains et de la montée des processus révolutionnaires sur le continent latino-américain.

L'ANNONCE DE LA CONVOCATION DU VI^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN (PCC)

C'est le 9 novembre que Raul Castro, président de Cuba, avait rendu publique, lors d'une réunion qui s'est tenue à La Havane pour célébrer le dixième anniversaire de l'accord de coopération intégral entre Cuba et le Venezuela – ce qui a donné lieu à la création de l'Alba ensuite (2) –, la décision de tenir le VI^e Congrès du Parti communiste cubain « pour la deuxième quinzaine du mois d'avril 2011 ».

Ce congrès doit traiter exclusivement de « l'actualisation du modèle économique socialiste ». Le dernier congrès avait eu lieu en 1997, même si les statuts du PCC impliquent qu'un congrès doit se tenir tous les cinq ans... Le VI° Congrès avait été annoncé à de nombreuses reprises. Sa tenue aurait dû avoir lieu en octobre 2009, mais il a été reporté (...).

Raul Castro a rendu public un long document de 32 pages contenant 300 points sur ces sujets, document diffusé publiquement dans tout le pays depuis le 10 novembre.

Le premier exemplaire de ce document avait été donné à Fidel Castro et le second à Hugo Chavez, président du Venezuela, présent à une réunion publique où a été faite l'annonce.

Le processus de préparation de ce congrès devrait débuter immédiatement. Un calendrier de discussions a été organisé, discussions auxquelles toute la population est appelée à participer (...). Devant 523 dirigeants du parti, le ministre de l'Economie et du Plan, Maino Murillo, a déclaré :

« Il n'y a pas de réforme, mais une actualisation du modèle économique. Personne ne peut croire qu'on va céder la propriété, nous allons l'administrer d'une autre manière. »

Selon *Granma* (journal du PCC), l'une des interrogations les plus importantes porte sur le point 16 des directives, qui explique que « *les entreprises nationales qui subiront des pertes successives seront liquidées* ». L'analyse des directives montre qu'il s'agit d'une véritable contreréforme. Et pour ce faire, il faut réorganiser aussi l'appareil du PCC.

Le 1^{er} août 2010, dans la séance plénière de l'Assemblée nationale, Raul Castro avait annoncé la prochaine adoption de toute une série de mesures, qui ont été caractérisées de « réforme du travail » dans l'objectif d'impulser massivement le travail indépendant pour « alléger » la fonction publique.

A Cuba, aujourd'hui, 95 % des travailleurs sont employés de l'Etat (fonction publique et entreprises publiques). Dans un pays de 11 millions d'habitants et sur un total de 4 950 000 salariés, 600 000 personnes travaillent dans le secteur privé, dont 143 800 sont des travailleurs indépendants et 250 000 font partie d'une coopérative.

Raul Castro a déclaré, entre autres, à l'Assemblée nationale :

« Il faut mettre fin à l'idée que Cuba serait le seul pays du monde où l'on peut vivre sans travailler. »

Le Conseil des ministres des 16 et 17 juillet (avec la participation, notamment, des dirigeants de la Centrale des travailleurs de Cuba [CTC], du PCC et de l'UJC) avait décidé « d'élargir l'exercice du travail indépendant en éliminant les interdictions en vigueur, en octroyant de nouvelles autorisations et en flexibilisant les contrats ».

Les employés indépendants devront payer des impôts sur le revenu, contribuer à la Sécurité sociale, et auront la possibilité d'embaucher d'autres employés.

Raul Castro a présenté ces décisions à l'Assemblée nationale (...).

Après l'affirmation faite en introduction que l'intention n'est pas de renoncer au

⁽²⁾ Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. Voir *La Vérité*, n° 68, d'avril 2010.

système de planification socialiste, Raul Castro a déclaré qu'il proposait « d'actualiser le modèle économique pour le rendre plus efficace, plus productif, et l'éloigner du "paternalisme" ».

L'introduction donne une idée relativement claire de l'orientation de ce programme. Il parle de l'existence d'une crise structurelle systémique sans dire de quel système il est question... Il dit également que « Cuba est une économie ouverte et dépendante qui connaît une très faible efficacité, une décapitalisation de la base productive, un vieillissement et une stagnation de la croissance de la population ».

En pages 6 et 7 du document, on peut lire également :

« Eliminer les excédents gonflés d'emplois dans toutes les sphères de l'économie, organiser une restructuration de l'emploi y compris par des solutions non étatiques (...). Augmenter la productivité du travail, augmenter la discipline, le niveau de motivation du salaire, en éliminant l'égalitarisme dans les mécanismes de partage et de redistribution des revenus. Cela fait partie d'un processus où il sera nécessaire de supprimer les gratuités non nécessaires et les subventions personnelles excessives. »

Il s'agit donc de baisser les salaires et de lier le niveau du salaire à la productivité sur la voie de l'individualisation des salaires et des conditions de travail. Ainsi, il est dit:

« Le travail est à la fois un devoir et un droit. C'est un motif de réalisation personnelle pour chaque citoyen. Il devra être rémunéré conformément à sa qualité et à sa quantité. »

QUELLE DIFFÉRENCE AVEC LES PLANS D'AJUSTEMENT DU FMI?

Dans une deuxième série de mesures, il s'agit de modifier le modèle de gestion :

« Il s'agit de transformer la planification socialiste pour ouvrir la voie à de nouvelles formes de gestion et introduire les mécanismes du marché dans le système d'achat et de vente des entreprises. »

Et plus loin:

« Seront développés des marchés d'approvisionnement en gros, sans subventions, pour le système des entreprises, pour les coopératives et les travailleurs indépendants.» A propos du système de santé et d'éducation, le point 154, relatif à la Sécurité sociale, explique notamment « qu'il faudra diminuer la participation relative du budget de l'Etat et poursuivre l'augmentation de la participation individuelle des travailleurs ».

Par rapport à l'éducation, « la part du budget sera réduite jusqu'au nécessaire pour accomplir le minimum des fonctions qui lui sont assignées en privilégiant les critères d'économies maximales sur les personnels et le budget de l'Etat, sur le plan des ressources matérielles et financières ».

A propos du commerce international, il s'agit « d'obtenir l'équilibre du commerce extérieur à partir d'un excédent de la balance des paiements soutenu par le comportement de l'économie réelle ». Derrière ce langage, il s'agit en réalité de réduire les importations et d'augmenter les exportations en donnant des garanties au capital international. A cela s'ajoutent les mesures de décentralisation, c'est-à-dire le transfert aux municipalités des compétences de l'Etat. Le point 37 indique :

« Le développement de projets locaux, en particulier la production de cultures vivrières, devra constituer une stratégie de travail pour l'autosuffisance alimentaire au niveau municipal. »

Dans le préambule du document, on insiste sur la nécessité d'attirer les investissements internationaux et de « faire passer la collaboration solidaire par l'ONU ». N'oublions pas que Cuba avait fourni et fournit encore à moindre prix des médecins et des enseignants à de nombreux pays d'Amérique latine, et, dernièrement, en Haïti. Faire passer cela sous le contrôle de l'ONU, c'est le mettre sous le contrôle de l'impérialisme.

Le projet parle aussi de promouvoir la création de « zones spéciales de développement » et le tourisme de luxe...

Dans l'ensemble, le document intitulé « Directives de la politique économique et sociale » constitue un véritable programme de réformes économiques qui met en cause la propriété d'Etat, le système de protection des travailleurs et, à terme, l'unité du pays. Le document insiste sur la nécessité de donner des garanties au capital international en proposant une réorga-

nisation du paiement de la dette pour pouvoir accomplir les engagements pris (...).

LA POSITION DE LA CENTRALE DES TRAVAILLEURS CUBAINS

Le 13 septembre 2010 a été publiée et largement diffusée une déclaration du secrétariat national de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC) (...).

Cette déclaration a un caractère inédit. Raul Castro avait annoncé que plus d'un million de travailleurs de la fonction publique et des entreprises d'Etat étaient en surnombre et, le même jour, le gouvernement avait annoncé que le plan pour « ajuster » le modèle économique en le rendant soutenable passait par une restructuration radicale et immédiate de l'emploi. Le premier pas serait de réduire en 2011 de 12 % le secteur nationalisé, soit 500 000 emplois, pour atteindre dans les trois ans 1 300 000 emplois.

Face à cet ajustement d'une extrême brutalité, le secrétariat national de la CTC conclut:

« Nous nous engageons et nous veillerons à la plus stricte observance et application du principe d'adéquation démontrée pour déterminer celui qui a le meilleur droit à occuper une place, ainsi que pour la transparence dans laquelle cela doit être exécuté. Le syndicat doit mettre en œuvre dans son secteur le contrôle systématique sur la marche de ce processus avec un haut niveau d'exigence et le maintenir du début à la fin, adopter les mesures correspondantes et informer ses organismes supérieurs et la CTC. »

Depuis le mardi 8 novembre, le journal de la CTC, *Trabajadores*, salue le contenu des nouvelles directives et annonce la nécessité d'en discuter et de les mettre en œuvre.

L'ACCORD AVEC LE VENEZUELA ET LA SIGNIFICATION DE L'ALBA

L'annonce de la tenue du VI^e Congrès en présence du président vénézuélien, Hugo Chavez, a une signification particulière. Tout d'abord, le Venezuela est devenu le premier partenaire commercial de Cuba. L'échange de biens et de services est estimé pour l'année 2009 à 3 milliards 600 millions de dollars. L'accord avec le Venezuela, passé à l'occasion du dixième anniversaire de la constitution de l'Alba, a consolidé, selon Chavez lui-même, un système d'intégration sans précédent. Evidemment, tout travailleur, tout militant attaché à la souveraineté des peuples ne peut que saluer les accords souverains d'échange entre le gouvernement cubain et le gouvernement vénézuélien, accords qui échappent au contrôle direct de l'impérialisme américain.

Cela montre que la perspective d'une union libre des nations souveraines de la Caraïbe, libres de toute oppression et exploitation, permettrait d'ouvrir la voie à un combat réel pour le socialisme. Mais ce serait une tromperie de considérer que ces accords sont la réalisation du socialisme.

Précisément, le Venezuela fournit chaque jour à La Havane une centaine de milliers de barils de pétrole. En échange, 40 000 coopérants cubains travaillent au Venezuela, dont 30 000 dans la santé (médecins et infirmières). Les autres sont des enseignants et officiers de l'armée.

L'accord sur le pétrole s'insère dans un accord régional qui a constitué une entreprise, du nom de PetroCaribe, qui fournit du pétrole à bas prix à toute une série de pays de la région dont Cuba, mais aussi Haïti (mais du fait de l'existence du régime fantoche de Préval, ces accords ne bénéficient en rien à la population haïtienne).

Depuis dix ans que l'Alba a été constituée, de nombreux accords d'échange ont été réalisés, qui ne dépassent pas une économie de troc. On ne peut pas identifier la planification sur la base de la production d'Etat qui existe à Cuba aux différents plans qui peuvent exister au Venezuela même. Cela montre les limites des mesures prises par le gouvernement Chavez par rapport à l'impérialisme et ses agents locaux. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement des Etats-Unis a déclaré que le projet du président Raul Castro était positif. Arturo Valenzuela, secrétaire adjoint du département d'Etat pour les affaires d'Amérique latine, a déclaré le 10 novembre :

« Libérer les emprisonnés politiques et ouvrir l'économie au secteur privé et au capital étranger représente un pas important. »

Valenzuela confirme ce qu'avait déclaré le ministre espagnol des Affaires exté-

rieures de l'époque, Miguel Angel Moratiños :

« La décision du gouvernement cubain de libérer tous les emprisonnés politiques permettra d'ouvrir une nouvelle étape dans les relations diplomatiques entre Cuba et l'Union européenne. En plus, elle aura des conséquences par rapport aux Etats-Unis.»

Selon le ministre, « cela amènera à la levée de l'embargo que Washington maintient depuis 1962 ».

Après le VI° Congrès du PCC, Raul Castro a annoncé la tenue d'une conférence nationale du parti pour traiter des affaires internes. Dire cela, c'était déclarer que le congrès serait crucial. En effet, ce sera sans doute le dernier congrès de la génération historique de la révolution de 1959. Fidel Castro a 84 ans et Raul Castro 79 ans. Il se prépare sans doute un renouvellement de l'appareil dirigeant du PCC, et donc de l'appareil central de l'Etat. Mais, derrière ce renouvellement générationnel, il s'agit bien d'autre chose.

Il faut dire que Raul Castro a restructuré durant ces quatre dernières années une bonne partie de l'appareil central de l'Etat. Selon les estimations d'El País, le journal de Madrid, Castro a changé 60 % des membres du gouvernement. Le dernier remaniement en date a vu disparaître Yadida Garcia, ministre de l'Industrie stratégique, responsable des échanges avec le Venezuela. Rappelons qu'en 2009, le ministre des Affaires extérieures, Felipe Perez Roque, et le vice-président, Carlos Lage, ont été expulsés du pouvoir après une affaire obscure.

Ces deux responsables étaient considérés comme des dauphins de Fidel. Les autres ministères qui ont changé de titulaires et d'encadrement sont l'Economie, l'Agriculture, les Transports, le ministère du Sucre, ceux du Commerce intérieur, des Finances, de l'Industrie alimentaire, du Travail et de la Sécurité sociale, et de l'Industrie légère (...). En fait, Raul Castro s'est entouré des hommes de l'appareil militaire en tenant compte du fait que l'armée contrôle directement 30 % de l'économie du pays.

CUBA À LA CROISÉE DES CHEMINS

(...) L'économie cubaine ne peut subsister en marge du marché mondial. Depuis les années 1960, les rapports avec l'URSS ont « protégé » partiellement l'économie de Cuba, qui subissait l'embargo imposé par les Etats-Unis. Dans les faits, Cuba vivait des subventions (voire de prix protégés) de l'URSS. La chute de l'URSS a amené à une situation catastrophique. Durant les dernières années, les accords de « troc » avec le Venezuela ont apporté à Cuba un certain répit, mais très insuffisant. De plus, l'incertitude de la situation politique au Venezuela pèse lourdement.

Dès le début, le régime cubain a renoncé à lier le sort de la révolution cubaine à celui de la révolution internationale, particulièrement continentale. Depuis le départ de Guevara, dans le cadre de la politique internationale imposée par le Kremlin, Castro s'est allié avec toute une série de régimes réactionnaires d'Amérique latine. Il ne faut pas oublier en particulier son soutien au régime du PRI au Mexique lors des massacres de 1968 et, depuis 1979, ses efforts pour que le régime sandiniste du Nicaragua ne s'engage pas dans un processus d'expropriation de la bourgeoisie.

Un bilan complet de la politique extérieure de Castro est nécessaire. Il a inscrit son activité internationale dans le cadre de la « coexistence pacifique », dans le cadre du Kremlin, donc contre le développement de la révolution mondiale.

Mais les conquêtes de la révolution cubaine qui demeurent dépendent du développement du combat des travailleurs et des peuples du continent, et du degré d'organisation indépendante de la classe ouvrière cubaine.

Le PCC et la CTC, institutions du régime, sont des obstacles majeurs à cette organisation. La CTC est la force qui se dispose à appliquer les mesures :

« La CTC, par le biais de ses syndicats, joue un rôle clé dans chaque unité de travail. C'est pour cela qu'on va aller faire appliquer les mesures par les cadres disposés et préparés jusqu'au dernier détail. De même, le parti et l'UJC doivent surveiller que cela se fasse dans les principes de justice de la révolution » (Granma, daté du 28 septembre 2010).

Sans aucun doute, le régime castriste joue son avenir. L'ouverture au marché mondial, la recherche d'un accord avec Obama se font au détriment et sur le dos des travailleurs. Pour autant, personne ne peut sceller le sort de Cuba ou considérer que tout est joué. La classe ouvrière à Cuba et à l'échelle du continent n'a pas dit son dernier mot.

Pour la IV^e Internationale et ses sections, la défense de Cuba contre l'impérialisme et pour la levée de l'embargo reste une exigence inconditionnelle, au-delà de la caractérisation que nous faisons de ce régime et de sa politique actuelle. En tout état de cause, la défense des conquêtes de la révolution cubaine, en rapport avec le développement de l'organisation indépendante des travailleurs, se joue au niveau continental, c'est-à-dire par rapport à l'avancée de la mobilisation des travailleurs et des peuples d'Amérique latine.

Andreu Camps

Document 2 Retour sur la révolution cubaine (3)

(...) La révolution cubaine de 1959 réunit diverses caractéristiques particulières : non seulement c'est la première révolution à triompher en Amérique et dans l'hémisphère occidental, mais c'est aussi la première qui se produit à partir de la lutte d'une guérilla rurale et la première dirigée par une organisation (le Mouvement 26 juillet) qui n'était pas dans l'orbite du stalinisme (...).

La révolution cubaine a été un encouragement pour les révolutionnaires du monde entier. Beaucoup de militants révolutionnaires ont essayé de suivre mimétiquement le chemin de Fidel Castro et de Che Guevara, et se sont lancés dans la guérilla rurale ou urbaine, avec des conséquences terribles pour toute une génération de militants latino-américains (...).

Après l'effondrement des régimes staliniens d'URSS et d'Europe de l'Est, Cuba apparaît pour beaucoup de militants comme une référence. Il faut donc tirer au clair les faits, dire comment s'est déroulée la révolution cubaine. Notre vision est celle des marxistes de la IV^cInternationale. Nous ne voulons l'imposer à personne. Il s'agit d'exposer nos positions et d'ouvrir la discussion (...).

[Le texte présente les particularités de l'histoire cubaine, les révoltes contre l'esclavage et la colonisation : la caste des propriétaires fonciers et la bourgeoisie ont besoin d'une répression permanente pour maintenir leur domination, elles

craignent l'indépendance, et, lorsque la colonisation espagnole s'effondre, elles se vendent à l'impérialisme américain, qui intervient souvent militairement et place sous tutelle l'Etat cubain.]

LA DICTATURE DE FULGENCIO BATISTA

Fulgencio Batista apparaît pour la première fois dans la politique cubaine le 5 septembre 1933, date à laquelle se produit un mouvement militaire contre la dictature de Machado, mouvement dirigé par celui qui alors était le sergent Batista, et qui installe Ramón Grau San Martín au pouvoir. Le coup d'Etat de Batista est mené par les sous-officiers et officiers des rangs inférieurs de l'armée cubaine. Le gouvernement de Grau adopte diverses mesures à caractère progressiste, telles que la réduction à huit heures de la journée de travail, un salaire minimum professionnel, des plans pour l'emploi, des normes minimales de sécurité sur les chantiers et des pensions de retraite. Il dissout les partis politiques qui avaient soutenu la dictature et nationalise la compagnie d'électricité, qui était américaine. Il appelle au gouvernement quelques dirigeants qui mènent une notoire activité anti-

⁽³⁾ Extraits de l'article de Luis Gonzalez paru dans *La Vérité*, n° 47, décembre 2005, également disponible.

impérialiste, comme Antonio Guiteras. Ce gouvernement suscite la réaction des Etats-Unis, (qui) refusent de reconnaître sa légitimité (...). Grau est finalement obligé de convoquer des élections à une Assemblée constituante, qui se déroulent en avril 1934. C'est Carlos Mendieta qui les remporte. Les paysans sont expulsés des fermes qu'ils avaient envahies et la nationalisation de la compagnie électrique est annulée.

Le 12 juin 1934, est adoptée une nouvelle Constitution, et le droit d'intervention militaire des Etats-Unis prévu par l'amendement Platt est renouvelé. En mars 1935, se produit une grève générale dirigée par les instituteurs et Guiteras, grève brutalement écrasée par l'armée de Batista le 8 mai 1935. Antonio Guiteras est assassiné à El Morrillo.

Entre 1934 et 1937, plusieurs présidents se succèdent, mais toujours sous la tutelle du militaire Batista. En 1940, la Coalition socialiste populaire se présente aux élections à la Constituante. Cette coalition englobe Batista, des communistes et des forces mineures, sous le drapeau de « l'antifascisme ».

Le 14 juillet 1940, Fulgencio Batista est élu président de Cuba. Il coopère avec les Alliés et déclare la guerre au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie. (...) Batista organise un coup d'Etat le 12 mars 1952. Les Etats-Unis appuient sans hésitation le coup d'Etat. Parmi ceux qui s'y opposent émerge l'avocat Fidel Castro, fils d'un riche agriculteur et membre à partir de 1950 de la jeunesse « orthodoxe » (...).

Castro décide d'opter pour une action armée, et, le 26 juillet 1953, à la tête d'un groupe de jeunes militants, il tente l'assaut de la caserne Moncada, à Santiago de Cuba, capitale de la région orientale (...).

A la fin du mandat de Batista, le capital américain est prédominant dans l'économie de Cuba (...). Par ailleurs, la dictature de Batista remet une bonne partie de Cuba entre les mains de la mafia des Etats-Unis (...). Batista et sa famille, conjointement avec des membres importants de l'armée, s'enrichissent dans ces affaires illicites et contrôlent les machines à sous et les parcmètres. Le peuple cubain, soumis à une répression extrêmement dure, vit dans l'indignation devant ce spectacle de dégradation. Quand la révolu-

tion envahira La Havane, en janvier 1959, les casinos, les roulettes, les tables de jeux et les parcmètres feront spécialement l'objet de la haine des masses cubaines (...).

LE PARTI STALINIEN CUBAIN

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, il existe à Cuba un puissant Parti communiste, avec des dizaines de milliers d'adhérents.

En 1925, est fondé le Parti communiste cubain, auquel participe Julio Antonio Mella. Ce parti adoptera tout au long de son existence différents noms: Union révolutionnaire communiste dans les années 1930 et Parti socialiste populaire de 1944 à 1962 (...).

Pendant la première moitié des années 1930, la politique du Comintern était celle de la « troisième période », selon laquelle le plus grand ennemi était la social-démocratie et les autres courants du mouvement ouvrier. Toute unité avec eux était interdite (...).

Ainsi, lorsque, face à la tyrannie de Machado, la classe ouvrière, à Cuba, déclenche une énorme bataille dont l'apogée est la grève générale commencée le 28 juillet 1933, grève s'étendant immédiatement à tout le pays, en échange de la légalisation par le même Machado du Parti communiste et de ses organes syndicaux, les staliniens donnent l'ordre général, le 7 août, de « reprendre le travail ». Les documents signés au nom de la Confédération nationale ouvrière de Cuba (agence de la Confédération syndicale latino-américaine de Montevideo) par le stalinien César Villar seront distribués et collés par la propre police de Machado sur les colonnes des bâtiments, les poteaux électriques et les arbres des parcs des villes. Malgré cela, la grève et l'action directe du prolétariat se sont poursuivies, aboutissant le 12 août à une situation de véritable guerre civile, culminant avec la chute et la fuite de Machado (...).

Face à Batista, les virages sont énormes. En 1935, le PC le qualifie de « traître national ». Mais, lorsqu'en échange d'une collaboration voilée, Batista permet à Juan Martinello d'organiser le PC sous la forme du Parti de l'union révolutionnaire, et ensuite autorise la sortie du journal stalinien Hoy (« Aujourd'hui ») en 1938, le

parti, en réunion plénière, déclare que Batista « n'est plus le centre de la réaction, mais le défenseur de la démocratie ». Et, en 1939, le PC le qualifie de « camarade du front uni » (...). On arrive ainsi à la campagne électorale de 1940, où Batista bénéficie du soutien total des staliniens cubains et inclut donc dans son gouvernement deux ministres staliniens, Juan Marinello et Carlos Rafael Rodríguez.

La politique d'alliance avec les puissances démocratiques, que Staline applique entre 1934 et 1939, et ensuite à partir de 1941, fait que, dans le deuxième congrès du PCC, on laisse de côté la critique des Etats-Unis (...).

Le soutien à Batista au cours des années 1940 n'est que la conséquence de la politique « antifasciste » et de la déclaration de guerre de Batista à l'Allemagne et à l'Italie.

En 1944, l'Union révolutionnaire communiste devient le Parti socialiste populaire (PSP), peu après que Earl Browder, dirigeant du PC des Etats-Unis (dont le livre *Victoire et après-guerre* comprend un élogieux prologue signé du dirigeant cubain Marinello), caractérise la Conférence de Téhéran (1943) comme un acte mettant fin à la lutte des classes et propose de transformer le PC des Etats-Unis en simple association.

Le PC (sous ses noms divers) tire profit de cette collaboration avec Batista, lequel garantit aux staliniens le contrôle de l'organisation syndicale, la Centrale des travailleurs cubains (CTC). Et il rechigne à abandonner cette association, malgré le virage de Batista vers l'anticommunisme viscéral, après le coup d'Etat de 1952 (...).

LE MOUVEMENT 26 JUILLET

Fidel Castro, emprisonné après l'assaut manqué de la caserne Moncada, est amnistié en 1955 et émigre à Mexico, d'où il essaie d'organiser la résistance contre Batista. Au Mexique, il crée une nouvelle organisation : le Mouvement 26 juillet. Lors de sa fondation, Castro le considère comme un élément du Parti orthodoxe de Chibás. Ainsi, en août 1955, dans un message qu'il adresse d'exil au congrès des militants orthodoxes, il explique :

« Le Mouvement révolutionnaire 26 juillet ne constitue pas une tendance dans le parti : c'est l'appareil révolutionnaire du chibásisme, enraciné dans ses masses, au sein duquel il a surgi pour lutter contre la dictature, alors que l'orthodoxie restait impuissante, divisée en mille morceaux. Nous n'avons jamais abandonné ses idéaux et nous sommes restés fidèles aux plus purs principes du grand combattant dont nous commémorons aujourd'hui la disparition.»

Lorsque, en 1956, il rompra avec la direction du Parti orthodoxe, Castro continuera de se revendiquer des idéaux de Eduardo Chibás, qu'à son avis la direction du parti trahit en recherchant un pacte avec Batista (...).

Eduardo Chibás, fondateur du Parti orthodoxe, commence son activité politique comme opposant au régime de Machado, et ensuite rejoint le parti de Grau San Martín. Mais, pendant le second gouvernement de Grau, scandalisé par la corruption qui prospère dans les rangs du gouvernement, Chibás rompt avec celui-ci et fonde une nouvelle organisation, le Parti du peuple cubain, connu sous le nom de Parti orthodoxe. L'idéologie des « orthodoxes » est nationaliste et s'oppose à l'intervention des Etats-Unis dans les affaires cubaines (...). Le 5 août 1951, lors d'une allocution dans une émission de radio, Chibás se suicide en essayant de faire en sorte que sa mort soit un déclic pour le peuple cubain.

Le programme du Mouvement 26 juillet est exposé par Fidel Castro dans son discours devant les juges du Moncada, « L'Histoire m'absoudra ». Il est connu sous le nom de Programme du Moncada. Il ne s'agit pas d'un programme socialiste, mais d'un ensemble de mesures démocratiques radicales et anti-impérialistes (...).

Ce programme était concentré sur des revendications démocratiques et nationales ne remettant pas en cause le régime de la propriété privée des moyens de production. Il a été maintenu par Fidel Castro, y compris pendant la lutte guérilleriste contre Batista.

Ainsi, le 12 juillet 1957, dans la Sierra Maestra, Fidel signe avec des représentants de l'opposition bourgeoise tels que le président du Parti du peuple cubain, Raúl Chibás, et Felipe Pazos, ex-président de la Banque nationale de Cuba et très proche de

Prío Socarrás, leader des « authentiques », le Manifeste de Sierra Maestra (...). Il s'agit de quelques points encore plus modérés que ceux du Moncada (...).

Le 2 mai 1959 encore, Castro déclare au conseil économique de l'Organisation des Etats américains, à Buenos Aires:

« Nous ne sommes pas opposés à l'investissement étranger (...). Nous faisons confiance à l'utilité, à l'expérience et à l'enthousiasme des investisseurs privés (...). Les entreprises qui auront des investissements internationaux auront les mêmes garanties et les mêmes droits que les entreprises nationales » (4).

Certains auront plus tard la tentation de réécrire l'histoire et prétendront que Castro a toujours été marxiste (...). Des guérilleros de Sierra Maestra, seul Che Guevara avait lu quelques classiques du marxisme. Raúl Castro, le frère cadet de Fidel et « commandant du front oriental » de la révolution, nourrissait de vagues sympathies marxistes remontant à son adhésion lointaine aux Jeunesses communistes et à un voyage effectué dans les pays de l'Europe de l'Est (...).

LE COMBAT GUÉRILLERISTE CONTRE BATISTA

En novembre 1956, le Mouvement 26 juillet fait éclater dans l'île un mouvement armé, dirigé par Frank País, lequel coïncide avec le débarquement sur l'île de Castro, à la tête de 80 hommes embarqués sur le yacht *Granma*. Mais l'insurrection est écrasée et le débarquement du *Granma* lui-même se produit avec retard et loin de l'endroit prévu. Quand ils débarquent, les forces de Batista les attendent, et, peu après, se déroule le premier combat, à Alegría Pío, où les forces de la guérilla sont vaincues et sont obligées de se disperser. Batista va même jusqu'à annoncer la nouvelle de la mort de Castro.

Le 18 décembre, les hommes du *Granma* se rassemblent et commencent une guerre de guérilla dans la Sierra Maestra, où ils bénéficient du soutien des paysans de la zone. En janvier 1957, la guérilla organise ses premières opérations militaires (le combat de La Plata) avec succès.

Pendant toute l'année 1957, la guérilla se renforce, se propageant sur tout le territoire oriental grâce à de nouvelles colonnes de guérilleros et de nouveaux fronts, en même temps que se développe le combat dans les villes, mené principalement par les étudiants (...).

En 1958, le Mouvement 26 juillet croit le moment venu de faire un pas supplémentaire et appelle à la grève générale révolutionnaire du 9 avril. Mais la grève échoue, n'étant soutenue ni par les syndicats officiels ni par la Centrale des travailleurs cubains (CTC), dirigée par les staliniens du PSP (le PSP rejetait à ce moment-là la lutte de Castro, qu'il considérait officiellement comme « putschiste »). Le boycott de la grève générale par le PSP n'est pas seulement une anecdote. Les fonctionnaires staliniens qui travaillent pour l'appareil d'Etat de Batista restent totalement sourds aux appels de Fidel, qu'ils qualifient « d'aventurier petit-bourgeois », tandis que Les Nouvelles de Moscou affirment que les insurrections armées ne sont que des étincelles, qu'elles n'affaiblissent absolument pas le pouvoir de Batista. Le Mouvement 26 juillet lui-même condamne en août de cette année-là la « trahison » du Parti socialiste populaire (...).

De fait, pendant les seuls vingt-six mois que dure la lutte de la guérilla, les combats sont très rares. D'après l'historien Hugh Thomas, dans son Histoire contemporaine de Cuba, « les seules vraies batailles qui se déroulèrent pendant la guerre civile furent celle de Santa Clara et celles qui entraînèrent la déroute de l'offensive (gouvernementale) à l'été 1958 ». Dans ces confrontations, meurent six soldats et quarante rebelles. Hugh Thomas estime que (...) les affrontements armés, en général, furent rares. Pendant toute la période de guérilla, l'armée de Batista ne perdit pas plus de 300 hommes. D'après Castro, vers le mois d'avril 1958, le nombre total des hommes armés sous ses ordres était approximativement de 180, et, au moment de la chute de Batista, il atteint 803 (5).

La bourgeoisie elle-même commence à penser que le régime de Batista va être vaincu, et ses porte-parole commencent à chercher des issues alternatives. Le 20

⁽⁴⁾ Plan pour l'avancement de l'Amérique latine, La Havane, 1959, p. 32.

⁽⁵⁾ Discours de Castro du 1er décembre 1961.

juillet, le Mouvement 26 juillet et diverses forces d'opposition bourgeoise à Batista signent le pacte de Caracas, qui engage le nouveau gouvernement à appliquer un programme démocratique élémentaire (...).

Le gouvernement des Etats-Unis cesse bientôt de fournir des armes à Batista. Les staliniens cubains sentent aussi le vent tourner. En juillet 1958, a lieu une première entrevue entre Castro et le représentant du PSP et ancien ministre de Batista, Carlos Rafael Rodríguez. Fin août, au cours d'une deuxième visite à la Sierra Maestra, Carlos Rafael Rodríguez obtient la signature d'un accord entre le PSP et Fidel Castro: en échange du soutien communiste à divers niveaux, Fidel accepte l'entrée de membres du PSP dans les rangs des rebelles.

L'armée de Batista se décompose à grande vitesse (...).

Le gouvernement des Etats-Unis, convaincu que Batista sera vaincu, tente une dernière manœuvre : une junte militaire qui assumera le pouvoir après la démission de Batista. Mais à ce moment-là, la classe ouvrière de La Havane et des autres villes joue un rôle décisif pour déjouer la manœuvre. Elle se lance dans une grève générale, qui précipite l'effondrement du régime de Batista. Comme le dit Karol dans son livre Guérilleros au pouvoir, « toute la semaine de la grève générale dans la capitale constitue un élément décisif de la situation, empêchant quiconque de remplir la vacance du pouvoir » (...).

La nuit du jour de l'an 1959, Batista communique à ses collaborateurs sa décision d'abandonner l'île : il le fait à trois heures du matin ce même 1^{er} janvier 1959. Ce même jour, Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos sont les premiers commandants de la révolution qui entrent à La Havane.

RÉVOLUTION PERMANENTE À CUBA

L'entrée des guérilleros à La Havane, en pleine grève générale et dans une ambiance de mobilisation des masses urbaines, consacre la victoire de la révolution. Le 21 janvier, plus d'un million de personnes manifestent à La Havane pour la défense de leur souveraineté, pour le soutien du châtiment des criminels batistiens et pour appuyer la révolution triomphante.

Le nouveau gouvernement se propose au début de ne pas aller au-delà des mesures exprimées dans le programme du Moncada, le manifeste de Sierra Maestra et le pacte de Caracas : mesures démocratiques, restauration de la Constitution bourgeoise de 1940, épuration de l'appareil d'Etat de Batista, réforme agraire avec indemnisation des propriétaires et nationalisation de quelques monopoles. Mais l'Etat bourgeois décomposé est blessé à mort.

Le 7 février est adoptée la loi fondamentale de la République, qui restaure la Constitution de 1940 en introduisant des changements minimes (...). Manuel Urrutia Lleó, ex-magistrat qui avait voté contre la condamnation des rebelles du *Granma* faits prisonniers, est nommé président. Urrutia représente les secteurs bourgeois et propriétaires terriens qui avaient rompu avec Batista et qui sympathisaient avec le Mouvement 26 juillet. Un gouvernement « d'unité nationale démocratique » est formé, dans lequel Miró Cardona, homme de confiance du département d'Etat américain, est nommé Premier ministre (...).

La Cuban Telephone Company et d'autres entreprises étrangères sont confisquées, on établit la baisse des tarifs téléphoniques et d'électricité, des prix des loyers et des médicaments. En mai, est signée la loi de réforme agraire à La Plata (Sierra Maestra), ce qui provoque l'affrontement avec Urrutia.

Une bonne partie des terres remises aux paysans appartiennent à des propriétaires ressortissants des Etats-Unis (rappelons que 47 % des terres cultivables étaient entre les mains des compagnies américaines), tout comme sont américaines les entreprises du téléphone (Cuban Telephone Company) et de l'électricité, qui sont nationalisées.

Donc, le gouvernement des Etats-Unis commence à s'opposer aux mesures prises par la révolution et encourage la résistance contre elles. Ses pions dans le gouvernement participent à ces manœuvres, y compris le président Urrutia, qui, de ce fait, est démis, et le Conseil des ministres désigne à la présidence Osvaldo Dorticós Torrado.

Dans ce contexte, les masses ouvrières et paysannes sont poussées à intervenir. Elles se mobilisent comme lors de la chute de Batista. Ainsi, le 26 juillet – anniversaire

de l'assaut de la caserne Moncada –, plus d'un million de personnes, parmi lesquelles des milliers de paysans, se réunissent à La Havane pour fêter la proclamation de la loi de réforme agraire.

Chaque pas en avant de la révolution provoque l'opposition de secteurs de l'ancienne opposition bourgeoise à Batista et de nouvelles mesures de boycott des Etats-Unis, mais la mobilisation révolutionnaire des masses bat l'opposition bourgeoise, et, en même temps, prend des mesures pratiques, qui obligent le gouvernement de Castro à aller encore plus loin.

(...) Dans la majorité des cas, les ouvriers des entreprises réalisent par euxmêmes la nationalisation en nommant un administrateur issu de leurs rangs. D'autres fois, ils sont obligés de prendre en charge les entreprises abandonnées par leurs propriétaires, qui leur retirent leur capital (la bourgeoisie cubaine commence à abandonner l'île, avec des secteurs de l'élite intellectuelle ; dès l'année 1959, commence un fort courant migratoire de Cuba vers les Etats-Unis, qui prive le pays dans les premières années de 50 % des médecins et des enseignants). On voit le même processus de mobilisation ouvrière dans les nationalisations ordonnées par le gouvernement. C'est ainsi qu'une révolution ouvrière commence à se développer.

(...) En mai 1959, les raffineries de pétrole qui travaillaient à Cuba, appartenant aux compagnies américaines, refusent de vendre du pétrole ou de prêter des navires-citernes pour son transport. Elles refusent aussi de traiter le pétrole acheté en Union soviétique. L'URSS envoie par bateau le pétrole nécessaire pour maintenir l'industrie en état de marche (6). Pour pouvoir assurer le fonctionnement de l'économie cubaine, le 16 juin, Cuba nationalise les raffineries de pétrole. Le 6 juillet, le président Eisenhower, en représailles contre les mesures du gouvernement cubain contre les compagnies pétrolières américaines, annule une partie du quota d'importation de sucre cubain (...).

Le 19 octobre, le département du Commerce des Etats-Unis interdit pour la première fois l'embarquement de nombreux produits vers Cuba (...). En décembre est annulée toute importation de sucre cubain pour le marché américain.

L'URSS passe un accord pour acheter le sucre à un prix préférentiel. Le 8 janvier 1960, les Etats-Unis rompent leurs relations avec Cuba (...). Les divers gouvernements pro-impérialistes de l'Amérique latine se joignent à la campagne des Etats-Unis : en janvier, Cuba est expulsée de l'OEA. Peu après, le gouvernement argentin de Frondizi rompt ses relations diplomatiques avec Cuba.

Le 24 janvier, le département du Trésor américain annonce que l'entrée aux Etats-Unis de tout produit élaboré, en tout ou partie, avec des produits d'origine cubaine, même s'ils sont fabriqués dans n'importe quel autre pays, est interdite. Le 3 février, Kennedy, récemment élu président des Etats-Unis, décrète un embargo total pour le commerce avec Cuba. Le 6 février, la Maison-Blanche, recherchant le blocus total, annonce que les produits achetés avec l'argent du gouvernement américain seront confisqués sur des bateaux étrangers qui auraient réalisé du trafic commercial avec Cuba après le 1er janvier de cette année-là.

AUX DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES S'AJOUTENT LES DISPOSITIONS MILITAIRES

Le gouvernement des Etats-Unis enrôle d'anciens militaires de Batista contre le gouvernement révolutionnaire cubain. Les montagnes du centre et de la partie occidentale du pays se remplissent de bandits armés et financés par la contre-révolution, exilés aux Etats-Unis. Ce puissant mouvement contre-révolutionnaire parvient à établir des guérillas dans toutes les provinces du pays (...) et ne seront définitivement vaincues qu'à la fin de 1965. Le gouvernement de Castro doit répondre à la contre-révolution armée, et, en 1959, sont créées les milices nationales révolutionnaires, puis, en 1960, les comités de défense de la révolution, qui deviennent aussi des éléments de contrôle de la popu-

⁽⁶⁾ La bureaucratie décide « d'aider » Cuba non en se situant dans le cadre de la défense des intérêts de la révolution cubaine et de la révolution en Amérique latine, mais dans le cadre de la coexistence pacifique avec l'impérialisme, et donc en utilisant Cuba comme un pion dans sa négociation avec les Etats-Unis.

rupture avec le cadre contre-révolutionnaire de ces accords.

Le résultat à Cuba a été la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, de rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie. Sa constitution ouvrait la voie, à partir de la mobilisation révolutionnaire des masses, au pouvoir démocratique de la classe ouvrière, c'est-à-dire à un pouvoir fondé sur les conseils d'ouvriers et de paysans. Cela impliquait que les masses eussent les moyens de décider, c'est-à-dire que le pouvoir procède des organes élus des travailleurs et non de décisions incontrôlées de la direction du parti unique.

Sinon, un autre terme s'imposait : celui du pouvoir d'une bureaucratie enfermée dans les limites de Cuba et justifiant sa position dirigeante par le recours à l'idéologie du « socialisme dans un seul pays ». La pression politique et matérielle de la bureaucratie du Kremlin s'est exercée pour isoler la révolution dans le cadre « d'une île », pour confisquer le pouvoir et le concentrer entre les mains d'un « parti unique » qui devait finir par contrôler tous les mécanismes d'un Etat basé sur l'expropriation de la bourgeoisie. Cette pression s'est appuyée sur les limitations politiques du Mouvement 26 juillet lui-même (...).

C'est ainsi que la direction castriste de la révolution cubaine exprimait également la crise de direction du prolétariat international, tant par ses limitations politiques que par sa subordination ultérieure à l'appareil international du Kremlin. Crise de direction qui a, bien sûr, aussi une expression dans l'absence d'une Internationale révolutionnaire qui aurait pu aider au développement de la révolution cubaine. Rappelons la crise de dislocation de la IVe Internationale en 1951-1953 et le fait que la « réunification » opérée en 1963 entre les liquidateurs de la IVe Internationale et le SWP des Etats-Unis, constitutive du « Secrétariat unifié », avait précisément parmi ses bases politiques une adaptation totale aux limitations politiques de la direction castriste (caractérisée de « marxiste naturelle »), ce qui les amenait à considérer comme inutile l'existence même d'une section de la IVe Internationale à Cuba.

C'est la contradiction entre, d'une part, les conquêtes de la révolution – qui s'expriment dans les formes de propriété antagoniques avec l'existence d'une bourgeoisie locale et les exigences de l'impérialisme – et, d'autre part, la politique de sa direction, qui la prive de la capacité de rompre son isolement en se subordonnant à l'appareil stalinien international. C'est cette contradiction qui donne un caractère partiel, non achevé, à la rupture opérée par la révolution cubaine. En même temps, c'est en relation avec les développements de la lutte des classes au niveau mondial, dont la révolution cubaine est une expression, que nous pouvons expliquer la permanence des conquêtes révolutionnaires à Cuba, en dépit de longues années de blocus, de provocations et de menaces militaires des gouvernements américains successifs.

L'"AIDE" SOVIÉTIQUE

Ainsi, ce n'est pas dans le prétendu bouclier protecteur dressé par l'URSS que nous pouvons trouver l'explication du maintien de conquêtes révolutionnaires à Cuba – ce qui reviendrait à attribuer sous une forme ou sous une autre un caractère progressif à la façon dont la bureaucratie du Kremlin a toujours utilisé Cuba comme une élément de pression dans le cadre de sa collaboration contre-révolutionnaire avec l'impérialisme. Mais c'est dans les puissantes luttes menées par les masses, et pas seulement en Amérique latine (Vietnam, Iran, début de la révolution politique à l'Est, etc.), que réside la préservation de ces conquêtes pendant toutes ces années.

Ces luttes ont frappé profondément l'impérialisme, même s'il n'a pas été défait (...).

On a beaucoup discouru et écrit sur « l'aide » à Cuba fournie par les gouvernements de l'URSS et des pays de l'Est.

[Le texte précise que cette « aide » fut une monnaie d'échange pour la bureaucratie du Kremlin dans ses négociations avec l'impérialisme visant à maintenir le statu quo. Elle fut en même temps un moyen d'imposer au gouvernement cubain un soutien à la politique de la bureaucratie, qui a contribué à l'isolement de la révolution cubaine, notamment par le soutien de gouvernements bourgeois en Amérique latine (PRI au Mexique, Collor au Brésil, Fujimori au Pérou) engagés dans la répression contre leurs peuples. De même, le gouvernement cubain s'est

toujours solidarisé avec la répression bureaucratique contre le mouvement de la révolution politique (1968, Tchécoslovaquie; 1981, Pologne; 1989, Chine)].

LA CHUTE DU MUR ET CUBA

A partir du tournant historique qu'a représenté la chute du Mur de Berlin en 1989, il y a eu bouleversement complet des conditions internationales qui avaient permis de longues années durant l'existence, à moins de cent kilomètres de Miami, d'un Etat basé sur l'expropriation de la bourgeoisie, et donc indépendant de l'impérialisme, en dépit de toutes les déformations existantes.

Avant même l'effondrement de l'URSS, la politique menée par Gorbatchev – répondant aux exigences de Bush – refusant de livrer le pétrole nécessaire au fonctionnement de l'économie cubaine était déjà un facteur de désorganisation des bases matérielles sur lesquelles reposait l'Etat cubain, et en même temps un formidable instrument de pression pour une « ouverture au marché ».

De nouveau, la direction castriste se trouvait face à un choix décisif (...), et, une fois de plus, elle refusait d'ouvrir une perspective de combat commun contre l'impérialisme qui permette aux travailleurs de Cuba de recevoir le soutien sans restriction des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et du monde entier. Au contraire, elle choisit l'ouverture au capital étranger, d'abord dans le secteur du tourisme, tout en continuant à dénier au peuple cubain les droits les plus élémentaires d'expression et d'organisation.

Mais c'est au cours du deuxième semestre de l'année 1993 que commencent les « réformes économiques » de grande portée à Cuba. Après avoir perdu ses partenaires économiques traditionnels de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS, la direction castriste cherche, à travers les réunions successives du « sommet ibéro-américain », à s'associer les différents gouvernements latino-américains en les invitant – non seulement eux, mais aussi plus particulièrement le gouvernement espagnol de Felipe Gonzalez – à investir à Cuba.

Ainsi s'établiront les discussions avec le gouvernement du PSOE, en tant que légitime représentant de l'Internationale socialiste, qui prépareront le terrain à l'entrée en vigueur des réformes économiques à Cuba.

Parallèlement, Castro utilise ce qu'il lui reste du prestige conféré par la révolution cubaine parmi les secteurs de ce qui est appelé la « gauche » latino-américaine pour chercher, en même temps, à apparaître comme un facteur « d'ordre » dans la région – par exemple, par le rôle actif que joue la direction cubaine pour une politique de « concertation » des mouvements de guérilla d'Amérique centrale avec les gouvernements pro-impérialistes (Salvador, Guatemala), entre les sandinistes et le gouvernement de Violeta Chamorro – et pour justifier son « inévitable » politique d'ouverture au marché. Le cadre qui le permet est celui du Forum de São Paulo.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE EN ACTION : LE PLAN SOLCHAGA

[Le texte analyse les allers et retours de Carlos Solchaga, ancien ministre de l'Economie du gouvernement espagnol de Felipe Gonzalez. Il a rencontré Fidel Castro et a fait de nombreux voyages pour « conseiller » des « réformes » afin d'aller vers « l'économie de marché », en relation avec le directeur du FMI Michel Camdessus.]

Depuis le 10 septembre 1993, le gouvernement cubain a autorisé les entreprises à « vendre aux conditions du marché », c'est-à-dire en dollars, en même temps qu'il autorisait à « s'établir à leur propre compte » 117 professions liées à des prestations de services.

Il a ensuite lancé un processus de « parcellisation et de réorganisation en coopératives des grandes fermes d'Etat » avec la cession de terres à des particuliers. Le démembrement des fermes collectives, bien que la propriété de la terre reste aux mains de l'Etat (les coopératives et les particuliers en ont l'usufruit), associe « rigoureusement les revenus des travailleurs à la production atteinte » pour le marché.

Pour garantir l'application de ces réformes dans les conditions déjà existantes d'effondrement total des conditions de vie du peuple cubain, le régime se lance dans le durcissement de la répression.

C'est ainsi qu'il est redonné vie aux Conseils de défense de la révolution (CDR), qui existent dans chaque quartier des grandes villes, et qu'ils sont étendus à tout le pays, avec désormais pour tâche centrale de « lutter contre le vandalisme, la délinquance, et éviter les protestations contre-révolutionnaires », c'est-à-dire toute attitude hostile à la politique menée par le gouvernement « révolutionnaire » de Castro.

Chaque CDR a sa brigade d'intervention rapide (BRR), destinée à faire face par la violence à toute manifestation de mécontentement (...).

La répression se combine à l'utilisation absolue de l'appareil syndical de la Centrale des travailleurs de Cuba, la CTC – totalement dépendante de l'Etat cubain – pour « préparer » les travailleurs aux réformes (...).

[Le texte aborde la place du FMI dans l'île et des chocs sociaux qui s'annoncent.]

C'EST AUX MASSES D'AVOIR LE DERNIER MOT!

Pourtant, début 1994, l'approbation des réformes par le Parlement cubain a été soudainement ajournée (...). Cette décision révèle la peur des dirigeants cubains face à une résistance encore en grande partie passive (...). Aujourd'hui comme hier, dans des conditions plus difficiles encore dans la mesure où l'évolution de la

direction castriste tend à faire d'elle de plus en plus un agent direct de l'application des plans inspirés par le FMI, le sort des conquêtes arrachées par l'héroïque lutte des masses exploitées de Cuba est directement lié à l'extension de la révolution, en particulier en Amérique latine (...).

Pour sa part, la IV^e Internationale situe son activité dans le cadre de la défense inconditionnelle des conquêtes de la révolution cubaine. Cela signifie qu'en nous appuyant sur le critère fondamental de l'internationalisme, qui est l'attitude à tenir face à la propriété privée des grands moyens de production, nous menons une politique indépendante des manœuvres de la bureaucratie castriste et de sa politique actuelle préparant le terrain à la destruction des bases mêmes de l'existence de Cuba comme pays indépendant.

C'est à partir de la lutte contre les privatisations et les plans du FMI de régression sociale en Amérique latine et dans le monde entier – combat mené à travers notre soutien à la tenue des Rencontres latino-américaines des travailleurs pour la défense des services publics et des entreprises d'Etat et leur association aux initiatives adoptées par l'Entente internationale des travailleurs – que nous pouvons constituer un point d'appui pour aider le peuple cubain à se défendre contre la décomposition sociale et économique qui le menace aujourd'hui.

Julio Turra

Contre l'oppression de la femme, pour la révolution prolétarienne, une seule et même lutte

EMPLACER l'opposition capitaltravail par l'opposition hommefemme est un obstacle à la lutte de la classe ouvrière, dans son ensemble, pour son émancipation.

Dans la vie pratique, les femmes des classes opprimées en tirent la conclusion avec clarté: « Tant que la faim et la misère toucheront la classe travailleuse, la lutte des paysans, des ouvriers, des femmes, des étudiants et de tous ceux qui sont opprimés et exploités sera nécessaire. Cela ne peut s'arrêter » (témoignage de Elizabeth Teixeira, veuve de João Pedro Teixeira, leader des Ligues paysannes de Sapé [Paraíba], assassiné en 1962, dans le film Cabra marcado para morrer [1]).

LA LUTTE POUR LA FIN DE L'OPPRESSION DE LA FEMME

Avec la survie du système capitaliste agonisant, sous l'effet de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, foisonnent de prétendues nouvelles voies — nouvelles formes d'organisation, nouveaux prétendus concepts. Des « nouveautés » qui sont toutes autant de fausses issues. Elles ne font qu'accompagner et s'inscrire dans un mode de production qui constitue une camisole de force pour le développement des forces productives, et donc de l'humanité.

Dans cette situation, il est normal que les jeunes et les travailleurs, en s'éveillant à la lutte politique, s'interrogent ou même voient ces nouveaux concepts comme des alternatives pour la lutte.

Tel est le cas de la question de l'oppression de la femme. Aujourd'hui prolifèrent des « théories » et des organisations féministes qui désignent la question du genre (homme versus femme) comme une cause, et donc comme la cible principale à atteindre dans la lutte contre cette oppression.

Parmi ces nouveaux « concepts », il y a celui de la « dépatriarcalisation » de l'Etat — défendu par les organisations féministes, notamment la Marche mondiale des femmes, MMF (2).

La prétendue dépatriarcalisation de l'Etat est apparue en particulier au sein de la campagne du référendum pour la Constituante

⁽¹⁾ Il s'agit d'un documentaire sur la vie de João Pedro Teixeira, réalisé par Eduardo Coutinho, dont les prises de vue ont été interrompues par la police en 1964 durant le coup d'Etat militaire. Ce travail a été repris 17 ans plus tard et a permis de recueillir les témoignages de paysans et de la veuve de Teixeira (NDT).

⁽²⁾ La Marche mondiale de femmes (MMF): mouvement féministe international créé en 2000, qui rassemble des ONG et des femmes militantes de différents secteurs (syndicats, associations, mouvements et partis). On lit dans son appel (8 mars 2015): « La Marche mondiale des femmes veut rompre avec le patriarcat, le capitalisme et le racisme, les trois systèmes d'oppression qui contrôlent nos vies dans le monde entier. » La « dépatriarcalisation » signifie la rupture avec le caractère patriarcal de l'Etat capitaliste, sans pour autant abolir la base matérielle de son existence, c'est-à-dire la propriété privée des grands moyens de production.

exclusive et souveraine du système politique, en 2013-2014, présentée par des féministes comme l'une des principales tâches dans la réforme politique.

Nous prenons l'exemple de la MMF, mais il est vrai qu'elle n'a pas l'exclusivité de la vision du monde à travers le « prisme » du genre, qui se superpose à la domination de classe.

Pour aborder cette question, qui n'est pas nouvelle, mais qui revêt aujourd'hui des proportions plus importantes, il faut « commencer par le commencement ».

Dans la perspective des intérêts de la classe ouvrière, dans la lutte pour le socialisme, comment devons-nous aborder la question de l'oppression de la femme ? Le marxisme, et seulement lui, comme théorie pour organiser la classe dans la lutte pour la révolution, pour la fin de la propriété privée, peut donner toute sa place à la lutte contre l'oppression de la femme.

Dans la première expérience historique de la classe travailleuse de prise du pouvoir et d'expropriation de la bourgeoisie, avec la révolution russe de 1917, conduite par le Parti bolchevique, la question de la femme était ainsi présentée par Lénine :

« Aucune organisation spéciale pour les femmes. Une femme communiste est membre du parti autant qu'un homme communiste. Il ne doit exister à cet égard aucune condition spéciale. Cependant, nous ne devons pas oublier que le parti doit disposer de personnes, de groupes de travail, de commissions, de comités, de bureaux ou de tout ce qui sera nécessaire, avec la tâche spécifique d'éveiller les masses féminines, de maintenir le contact avec elles et de les influencer. Cela exige, c'est évident, un travail systématique. Nous avons besoin d'organismes appropriés pour réaliser le travail parmi les femmes. Cela n'est pas du féminisme : c'est le chemin pratique, révolutionnaire. Nous devons balayer définitivement la vieille idée du "patron", tant au sein du parti que parmi les masses. C'est pour nous une tâche politique qui n'est pas moins importante que la tâche urgente et nécessaire de créer un noyau dirigeant d'hommes et de femmes, bien préparés théoriquement et pratiquement pour développer parmi les femmes une activité de parti » (Clara Zetkin, Souvenirs sur Lénine, 1925).

Deux ans après la prise du pouvoir en octobre 1917. Lénine écrivait :

« La condition de la femme met particulièrement en évidence la différence entre la démocratie bourgeoise et socialiste, et apporte une réponse particulièrement claire au problème que nous avons précédemment soulevé. Dans aucune république bourgeoise (c'est-àdire là où existe la propriété privée de la terre, des usines, des mines, des actions, etc.), même dans la plus démocratique, nulle part au monde, même dans le pays le plus avancé, la femme ne jouit de la pleine égalité des droits. Et cela, bien que 130 ans se soient écoulés depuis la grande Révolution française démocratique bourgeoise.

En paroles, la bourgeoisie démocratique promet l'égalité et la liberté, mais, dans les faits, même la république bourgeoise la plus avancée **n'a donné** à la moitié féminine du genre humain la pleine égalité juridique avec l'homme ni ne l'a libérée de la tutelle et de l'oppression de ce dernier.

La démocratie bourgeoise est une démocratie faite de phrases pompeuses, d'expressions tonitruantes, de promesses grandiloquentes, de beaux mots d'ordre de liberté et d'égalité, mais, en réalité, elle dissimule le manque de liberté et d'égalité de la femme, le manque de liberté et d'égalité des travailleurs et des exploités » (« Le pouvoir soviétique et la situation de la femme », 6 novembre 1919, souligné par l'auteur).

La révolution russe, ainsi que l'expérience de la Commune de Paris, sont des démonstrations éloquentes que le combat sur la question de l'oppression de la femme ne peut avancer que conjointement à la lutte pour la fin de l'exploitation de classe — exploitation fondée sur la propriété privée des moyens de production. Nous y reviendrons.

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS?

« Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital (...).

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur : vous autres, communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes!

Pour le bourgeois, sa femme n'est pas autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes ; elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle » (Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste) (3).

Publié en 1848, ce texte conserve toute son actualité par rapport au mode de production capitaliste, qui survit dans le régime basé sur la propriété privée des grands moyens de production, dans la lutte contre lequel a été fondée la Première Internationale (1864), à laquelle ont participé les communistes.

La place subalterne et opprimée de la femme dans la famille bourgeoise — et dans l'Etat bourgeois — est l'expression de la condition féminine dans le système capitaliste. Cette condition subalterne existe depuis l'avènement, dans l'histoire de l'humanité, de relations de production fondées sur la propriété privée des moyens de production.

Dans le livre *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, publié en 1884, Engels a écrit :

« Cette forme de famille marque le passage du mariage apparié (4) à la monogamie. Pour assurer la fidélité de la femme, donc la paternité des enfants, la femme est livrée au pouvoir discrétionnaire de l'homme : s'il la tue, il ne fait qu'exercer son droit.»

Engels cite également la phrase suivante de Marx :

« La famille moderne contient en germe non seulement l'esclavage (servitus), mais aussi le servage, puisqu'elle se rapporte, de prime abord, à des services d'agriculture. Elle contient en miniature tous les antagonismes qui, par la suite, se développeront largement dans la société et dans son Etat.»

LA FAMILLE, LA SOCIÉTÉ ET SON ÉTAT, ET LA LUTTE DU PROLÉTARIAT

L'assertion de Marx selon laquelle la famille moderne, monogame, avec la femme « livrée au pouvoir discrétionnaire de l'homme », est un embryon de la société et de son Etat peut être prouvée historiquement.

Au moment où Engels a écrit *L'origine* de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, l'Etat français, par exemple, vivait sous le Code civil napoléonien (qui est resté en vigueur jusqu'en 1970). Il s'agissait de l'un des instruments bourgeois les plus restrictifs pour les femmes, dépossédées de tous les droits et entièrement soumises au père ou au mari. Le code napoléonien ne reconnaissait pas les unions consensuelles, et les enfants nés de telles relations étaient considérés comme des bâtards. Les femmes étaient privées du droit de vote et les travailleuses souffraient d'une exploitation encore plus grande dans des conditions de vie misérables. Le code instituait la femme comme la propriété du mari, dont le rôle social était uniquement d'être mère (la femme comme instrument de production, comme l'indique le Manifeste du Parti communiste).

Quand a fait irruption la première expérience historique de la lutte pour la prise du

⁽³⁾ Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, collection Classiques du marxisme, Ed. SELIO, mars 2006, pages 44-45.

⁽⁴⁾ Chaque forme d'organisation familiale correspond, dans l'histoire de l'humanité, à une étape de son évolution. Le mariage par groupes a correspondu à l'état sauvage. La famille appariée était reliée à la barbarie. C'était une forme de famille dans laquelle la polygamie restait un droit pour les hommes, mais le lien conjugal, tant pour les hommes que pour les femmes, pouvait être facilement rompu, et les enfants appartenaient, pendant ou après le mariage, aux mères. Le mariage monogame est caractéristique, dans l'histoire de l'humanité, de l'époque de la civili-

pouvoir par la classe ouvrière — la Commune de Paris en 1871 —, dans le même mouvement a surgi la réflexion révolutionnaire sur l'oppression de la femme et sa place subalterne.

Non seulement par la place qu'ont occupée les femmes dans la Commune — bien sûr, pas les femmes bourgeoises réfugiées à Versailles —, mais aussi par les décisions prises par le gouvernement ouvrier.

Sous l'impulsion de la Commune de Paris, a surgi l'organisation féminine « Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés », organisée, entre autres femmes, par Elisabeth Dmitrieff, militante russe de la Première Internationale, qui a participé activement à la lutte.

Parmi ses premières mesures, la Commune de Paris a institué la création de crèches, l'égalité des salaires entre hommes et femmes, et la fin de la prostitution.

C'est par l'action de la classe ouvrière, où hommes et femmes avancent ensemble contre l'oppression de classe, que la question de l'oppression de la femme a été posée, dans le processus même de lutte.

Ainsi, comme dans le cas de la Commune de Paris, c'est lors de la révolution russe de 1917, avec l'arrivée au pouvoir du Parti bolchevique, que le combat contre l'oppression de la femme s'est concrétisé, avec des mesures effectives de gouvernement émanant de la Constitution soviétique qui a établi pour les femmes des « droits égaux à ceux des hommes sur tous les terrains de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique » (Constitution soviétique de 1918).

Quelques jours après la prise du pouvoir par le Parti bolchevique, en 1917, ont été institués : la journée de huit heures de travail, le congé de maternité pour les travailleuses, et pour un travail égal, un salaire égal pour les hommes et les femmes.

Ainsi, dans la Russie soviétique, dans les premières années qui suivirent la révolution, les femmes ont conquis le droit de vote (1918).

En 1920, avec Alexandra Kollontaï aux fonctions de commissaire du peuple à l'Assistance publique, un décret du commissariat du peuple pour la Santé publique

et du commissariat de la Justice instituait le droit à l'avortement :

- « 1) L'opération d'avortement, effectuée librement et à titre gratuit, est autorisée par la loi, à la condition qu'elle soit pratiquée dans les hôpitaux soviétiques, où le maximum de sécurité peut être donné à la patiente.
- 2) Il est formellement interdit à toute personne dénuée d'un diplôme de médecine d'effectuer cette opération.
- 3) Les sages-femmes coupables d'avoir réalisé cette opération seront privées du droit d'exercer leur profession (...).
- 4) Tout médecin qui, pour des raisons de profits pécuniaires, aura pratiqué cette opération en dehors des conditions exigées devra en répondre devant la justice.»

Il convient de rappeler que déjà auparavant, en 1913, Lénine — intégrant dans l'élaboration de l'orientation politique des bolcheviques la lutte contre l'oppression de la femme, se déclarant ennemi inconditionnel des néo-malthusiens (5), a souligné:

« Mais cela ne nous empêche aucunement d'exiger l'abolition totale de toutes les lois qui punissent l'avortement ou la diffusion d'ouvrages de médecine dans lesquels sont exposées des méthodes contraceptives, etc. »

La femme allait concrètement occuper une autre place dans l'Etat soviétique, qui avait également aboli la différence entre les enfants légitimes et les « bâtards », et, trois mois après la révolution d'Octobre, avait reconnu comme licites les mariages « de fait », non enregistrés, dénommés « mariages libres ».

Après la prise du pouvoir, le Parti bolchevique, en détruisant les bases matérielles de l'Etat capitaliste — la propriété privée des grands moyens de production —, détruisait, dans un même processus, les bases de la famille bourgeoise avec des mesures concrètes contre la condition subalterne de la femme.

« Nous avons vraiment anéanti, de fond en comble, ces lois ignobles sur l'inégalité de la femme, les entraves au divorce, les formalités abjectes qui l'entourent, la nonreconnaissance des enfants naturels, la recherche de paternité, etc., lois dont les vestiges sont nombreux dans tous les pays

⁽⁵⁾ Les néo-malthusiens défendaient l'idée que la cause du sous-développement était la surpopulation des pays.

civilisés, pour la honte de la bourgeoisie et du capitalisme » (6) (Lénine, la Pravda, juillet 1919) (7).

Aujourd'hui, il est certain que la condition d'oppression de la femme dans la société capitaliste n'est pas la même qu'il y a un siècle et demi. De même qu'est différente la situation de la classe ouvrière, qui, dans le processus de constitution en classe pour soi (avec la création de syndicats, de partis avec leurs propres méthodes de lutte), a arraché des conquêtes pour pouvoir vendre sa force de travail dans les meilleures conditions, comme unique moyen de sa survie. Mais si des acquis ont été obtenus, il en reste beaucoup à conquérir.

Par rapport à l'oppression de la femme, au Brésil cohabitent l'inégalité salariale entre hommes et femmes, le manque criant de crèches pour les enfants des femmes travailleuses, la criminalisation de l'avortement, qui provoque la mort de centaines de milliers de femmes des classes travailleuses, pour ne prendre que ces trois exemples — preuve que la présidence de la République ait à sa tête une femme n'est pas une garantie pour en finir avec de telles aberrations.

Mais les droits acquis ou la conquête de nouveaux droits « ne peuvent être victorieux qu'avec l'ensemble de la lutte de classe du prolétariat, ne peuvent être défendus qu'avec les méthodes prolétariennes de lutte et leurs moyens de pouvoir » (Rosa Luxemburg, La Prolétaire). Comme cette affirmation est actuelle, alors que la crise mondiale de l'impérialisme menace, dans le monde entier, les conquêtes de la classe ouvrière!

CLASSE CONTRE CLASSE

La principale accusation contre les « théories » et organisations féministes qui prêchent la lutte pour la « libération » de la femme comme une question de genre est qu'elles se situent à l'extérieur, et même contre, la lutte de la classe ouvrière pour la fin de l'exploitation des hommes (et des femmes) par les hommes (et les femmes), exploitation fondée sur la propriété (des bourgeois et bourgeoises) des grands moyens de production. Elles prêchent la fin de l'oppression des femmes par des « raccourcis » trompeurs, et non par le biais de la lutte d'hommes et de femmes d'une même classe pour en finir avec l'Etat bour-

geois et la forme de famille qui lui correspond, la famille bourgeoise.

En transformant la domination de classe — opposition capital-travail — en domination de genre — opposition hommefemme –, le féminisme peut cohabiter avec le maintien de femmes exploiteuses qui profitent de la plus-value produite par les femmes exploitées. A la lutte contre le capital, elles substituent la lutte pour « l'émancipation » des femmes. Et le capitalisme leur en est reconnaissant !

Est-ce exagéré?

L'Organisation des Nations unies (ONU), une institution dominée par l'impérialisme des Etats-Unis, fautrice de guerres et d'occupations comme celle qui écrase depuis 12 ans la souveraineté de Haïti — et dont les troupes, entre autres barbaries, violent femmes et enfants —, peut très bien cohabiter avec la « théorie » de genre. Bien plus, elle en est la promotrice.

Dans le document de l'ONU intitulé « Principes du renforcement du pouvoir d'action des femmes » (8), nous pouvons lire :

« Renforcer le pouvoir d'action des femmes et promouvoir l'égalité entre les sexes dans toutes les activités sociales et économiques sont des garanties pour le renforcement effectif des économies, la stimulation des affaires, l'amélioration de la qualité

⁽⁶⁾ V. I. Lénine, *Œuvres*, tome 29, extrait du texte « *La grande initiative* », de juin-juillet 1919, pages 413 à 438.

⁽⁷⁾ A la fin des années 1920 et au début des années 1930, s'est développé un processus de dégénérescence de l'Etat ouvrier sous la coupe de la bureaucratie stalinienne, qui a usurpé le pouvoir des soviets et a écrasé la démocratie dans le Parti bolchevique. Parmi la liste des crimes de Staline se trouve la remise en cause des conquêtes des femmes. En 1936, le droit à l'avortement est aboli. « L'avortement qui détruit la vie est inadmissible dans notre pays. La femme soviétique a les mêmes droits que l'homme, cependant cela ne la dispense pas du devoir grand et noble que la nature lui a assigné : être mère de la vie » (Staline). Sous le stalinisme, a été également abolie l'égalité entre les mariages légaux et libres, et a été établie une différenciation entre les enfants de la nomenklatura et les enfants de la population. Dans le livre La Révolution trahie, dans le chapitre « La famille, la jeunesse et la culture », dont nous publions des extraits dans cette édition, Trotsky développe la situation de régression des droits de la femme sous le stalinisme, après les avancées obtenues durant les premières années de la révolution russe.

⁽⁸⁾ En 1995, s'est tenue à Pékin la quatrième conférence mondiale, sous les auspices de l'ONU, qui a approuvé une déclaration et une plate-forme d'action. Un de ses objectifs est « *l'émancipation des femmes dans les pays* ».

de vie des femmes, des hommes et des enfants et pour le développement durable. Conscient du rôle des entreprises pour la croissance des économies et pour le développement humain, l'ONU Femmes et le Pacte international ont créé les Principes du renforcement du pouvoir des femmes. Les Principes sont un ensemble de considérations qui aident la communauté des entrepreneurs à intégrer dans leurs affaires des valeurs et des pratiques qui visent à l'égalité des sexes et au renforcement du pouvoir des femmes » (site ONU Femmes, dont la devise est « Egalité signifie affaires »).

Leur « pouvoir d'action » étant renforcé, les femmes aideront à la « stimulation des affaires » ! Serait-ce cela la libération de la femme ? Les mêmes forces qui, à l'ONU, recommandent le renforcement du pouvoir d'action des femmes ont remis en cause, des années avant la publication de ces « principes », une conquête de la lutte des femmes travailleuses, la convention 103 sur le droit au congé de maternité!

Pour ne pas nous en tenir au seul exemple de l'ONU, dont la fonction est d'administrer les intérêts capitalistes sous la direction du département d'Etat des Etats-Unis, il convient de noter l'intérêt du Fonds monétaire international sur la question du rôle de la femme. A propos de son actuelle directrice générale, Christine Lagarde, une femme « au pouvoir d'action renforcé », un article du journal nord-américain *The Wall Street Journal* indique :

« Lagarde a donné une touche humaine à une institution considérée depuis longtemps comme une dispensatrice de remèdes de cheval (...). Non seulement elle réprimande les gouvernements dominés par des hommes, mais elle a orienté la considérable capacité d'investigation du fonds dans le but d'étudier les implications économiques de l'inégalité des sexes (...), elle a demandé au FMI une étude sur la façon dont une participation féminine plus importante peut augmenter la croissance » (6 octobre 2015).

Comme le FMI, au masculin ou au féminin, n'a qu'un seul objectif, celui de garantir les intérêts du capital spéculatif, et ce dans une situation de crise mondiale qui s'insinue dans tous les pays, on comprend pourquoi « d'anciens dirigeants du fonds disent que Lagarde a représenté un souffle d'air frais » (The Wall Street Journal). Rejetée par la lutte de la classe travailleuse dans des pays d'Europe, comme en Grèce, et d'autres continents, l'ingérence du FMI aurait gagné

un souffle « d'air frais » sous la direction d'une femme.

"FÉMINISER" LE CAPITALISME?

Revenons à la Marche mondiale des femmes (MMF). La MMF s'est renforcée au Forum social mondial, au sein duquel prédomine la position altermondialiste, qui professe qu'un autre monde est possible, que l'on peut donner un visage humain au capitalisme sans combattre pour la fin des bases objectives du monde actuel, à savoir la propriété privée des grands moyens de production. Comme s'il était possible d'humaniser un système fondé sur l'exploitation de classe et dont l'objectif est le profit.

Le féminisme, qui remplace la contradiction capital-travail par la contradiction homme-femme, professe qu'il est possible de « féminiser » le capitalisme et son Etat patriarcal. En conséquence, il remplace la lutte pour la socialisation des moyens de production, et donc pour la fin de l'Etat capitaliste, par la « dépatriarcalisation » de l'Etat bourgeois, qui continue à avoir pour fondement la propriété des grands moyens de production. De la même façon qu'il n'est pas possible d'humaniser le capitalisme, qui entraîne l'humanité à la barbarie, il est aussi peu possible de « dépatriarcaliser » l'Etat bourgeois.

Le patriarcat — comme forme d'organisation sociale dans laquelle s'exerce le pouvoir de l'homme sur la femme — n'est pas l'exclusivité du capitalisme. Il surgit dans l'histoire de l'humanité conjointement à la propriété privée, qui pose la question de la transmission de la richesse, de l'héritage et de la définition de la paternité. Avant le surgissement de la propriété privée, la société s'organisait autour de la figure de la mère.

Avec la famille monogame, quand la femme est livrée « *au pouvoir de l'homme* », comme l'a expliqué Engels, naît le germe de l'Etat patriarcal.

Au mode de production capitaliste correspond l'Etat bourgeois, dans lequel persiste le patriarcat — et il ne pourrait en être autrement, car la question de la propriété privée et celle de sa transmission continuent à être posées. Ainsi, il n'est pas possible de « dépatriarcaliser » l'Etat bourgeois. Dans la perspective de la lutte contre l'oppression

de la femme, seule la destruction de l'Etat bourgeois, de sa base matérielle, peut ouvrir la voie à un monde de femmes et d'hommes libres. Ainsi, parler de « dépatriarcaliser » l'Etat bourgeois est un verbiage destiné à détourner de l'objectif de la lutte pour la prise du pouvoir par les femmes et les hommes du prolétariat, de la classe, pour réorganiser la société sur de nouveaux rapports de production (la socialisation des moyens de production).

Examinons la proposition de « dépatriarcalisation » présentée dans un texte publié sur le site de la Sempreviva Organização Feminista (SOF), une ONG qui a siégé au secrétariat international de la MMF jusqu'en 2013 : « La Réforme politique : des avancées pour la dépatriarcalisation de l'Etat », rédigée par Maria Júlia Monteiro.

Là, on attribue aux féministes, dans la réforme politique, « une tâche d'une extrême importance : indiquer les horizons pour la dépatriarcalisation de l'Etat », dont « les structures ne sont pas seulement capitalistes, mais aussi patriarcales ».

Elles ne sont pas **seulement** capitalistes, mais **aussi** patriarcales? Cependant, le patriarcat n'est pas un « plus » qui s'additionne à l'Etat capitaliste, il est inhérent au système fondé sur la propriété privée.

L'oppression de la femme dans la société capitaliste est l'expression d'une période dans l'histoire de l'humanité qui a pour moteur la lutte de classes :

« La première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin » (Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat).

Reprenons Marx : la famille moderne, monogame, dans laquelle la femme a un rôle subalterne, « enserre, en miniature, tous les antagonismes qui se développent, plus loin, dans la société et dans son Etat ».

La libération de la femme de l'oppression imposée par le capitalisme patriarcal est une tâche qui revient à l'ensemble de la classe ouvrière, sur son propre terrain, aux hommes et femmes exploités, pour la destruction de l'Etat bourgeois.

En quoi consiste la proposition de « dépatriarcalisation » comme tâche dans la réforme politique ? Il faut, d'entrée, établir le fait que la nécessaire réforme politique au Brésil (qui ne peut avoir lieu que par le biais d'une Constituante souveraine) ne remet pas en question l'Etat bourgeois — c'est une réforme, qui reste sur le terrain de la démocratie bourgeoisie.

Au Brésil, il s'agit d'une nécessité urgente pour vaincre les institutions — contenant de nombreux héritages de la dictature — qui altèrent la représentation du peuple, car le principe élémentaire de « un électeur, une voix » n'existe pas. Cette distorsion a lieu principalement au détriment de la majorité opprimée, ce qui englobe les femmes, les Noirs, la jeunesse, les peuples indigènes.

Ce sont les majorités opprimées, avec toutes leurs composantes, qui sont sous-représentées dans le système politique. Il s'agit de défaire le nœud qui entrave les changements (réformes) pour la conquête d'une nation souveraine, ce qui ne signifie pas encore, bien que cela représente un pas important, le renversement de l'Etat capitaliste (donc patriarcal).

Mais pour celui qui appréhende le monde à partir de l'opposition entre les sexes et non à partir de l'opposition entre la classe possédante (exploitante) et la classe dépossédée (exploitée), l'Etat capitaliste pourrait acquérir un « visage féminin », être « dépatriarcalisé », et continuer à être capitaliste!

Le texte cité définit l'Etat comme « non seulement de domination bourgeoise, mais aussi de domination masculine et blanche ». Il faut faire ici une remarque. Avec une vision antimarxiste, sans la perspective de classe, cette position féministe ignore non seulement le fait que le patriarcat est inhérent au système capitaliste, mais également que l'oppression des Noirs n'est pas un « plus » dans le capitalisme, elle est inhérente au développement du capitalisme à partir de l'Europe et l'insertion du continent africain dans le marché mondial, par le pillage du capitalisme émergent. Il ne s'agit pas de diverses oppressions séparées! Il s'agit d'une seule oppression, celle du capital, dont elles dérivent toutes. Mais, du début à la fin, le texte qui défend la « dépatriarcalisation » ne se réfère en aucune manière à la fin de la propriété bourgeoise, que seule une révolution prolétarienne peut réaliser. Il ne s'agit pas là d'un oubli.

Le texte dit:

« La dépatriarcalisation — en considérant qu'il s'agit encore d'un concept en construction — consiste fondamentalement à engager des politiques et des initiatives qui déconstruisent au maximum le caractère patriarcal de l'Etat. »

Par exemple, « la combinaison des différents ministères avec la SPM (secrétariat à la Politique pour les femmes), afin d'aborder de façon transversale une perspective féministe, est une initiative de dépatriarcalisation de l'Etat; nous pouvons également considérer comme faisant partie de ce processus la loi Maria da Penha ».

Certes, des lois comme celle de Maria da Penha, destinées à enrayer et punir les violences contre les femmes, sont justes. Mais, comme j'avoue mon ignorance quant à ce que signifierait « aborder de façon transversale une perspective féministe », je propose d'aller directement à l'essentiel.

Dans une société de classes, les exploités luttent par le biais de leurs organisations et conquièrent des droits. Mais cela ne rend pas l'Etat bourgeois moins bourgeois! Des droits tels que celui du droit à se syndiquer et à s'organiser, du droit aux congés, au repos hebdomadaire rémunéré, etc., sont des conquêtes que la classe inscrit dans un Etat qui reste encore bourgeois, capitaliste.

Ainsi, la juste lutte et la conquête d'un droit des femmes, comme le droit de vote, le congé de maternité, l'interdiction du travail des enfants et les mesures contre la violence, par exemple, ne rendraient pas non plus l'Etat bourgeois moins patriarcal.

Ce sont des conquêtes touchant aux femmes, qui, comme toutes les conquêtes de la lutte de la classe travailleuse, y compris pour être conservées, comme l'affirme le texte de Rosa Luxemburg déjà cité, « ne peuvent être défendues qu'avec les méthodes prolétaires de lutte et leurs moyens de pouvoir ».

Aujourd'hui, dans la phase impérialiste de régression sur toute la ligne, le capitalisme menace toujours plus les droits conquis par la classe travailleuse. Cela vaut également pour l'oppression de la femme. Dans des pays d'Europe, par exemple, l'interdiction du travail de nuit des femmes est remise en question. Au Brésil même, l'application du plan d'ajustement fiscal, avec les coupes budgétaires, compromet la conquête du droit à la

crèche pour les enfants des femmes travailleuses. Ce sont les droits des exploités qui subissent les attaques, et avec eux les conquêtes des femmes travailleuses. Dans des pays comme la France, le Code du travail est remis en cause. Au Brésil, la flexibilisation de la CLT (9) est mise en avant.

Concevoir la lutte contre l'oppression de la femme - pour des droits qui lui sont spécifiques — séparée de la lutte de l'ensemble de la classe contre l'offensive impérialiste et pour la fin de la propriété privée des grands moyens de production, c'est accepter le maintien de l'Etat bourgeois, dans la perspective peu glorieuse de donner un visage féminin au capitalisme. Supposer que donner plus d'espace à la femme dans une vision de genre et non de classe servirait la lutte contre l'oppression de la femme est un leurre! Le visage féminin à la tête du FMI (Christine Lagarde) n'adoucit pas l'oppression des femmes travailleuses nulle part dans le monde, bien au contraire! « La politique a été, historiquement, de façon prédominante un lieu masculin », disent les féministes. Cela est vrai, mais demandons aux travailleurs et aux travailleuses d'Allemagne ce qu'ils pensent du « visage féminin », d'une Angela Merkel au « pouvoir d'action renforcé », de l'Etat le plus puissant d'Europe!

Sur le chemin de l'opposition entre les sexes, des « promesses grandiloquentes » (comme le dit Lénine) d'égalité entre hommes et femmes sont faites.

Il y a près de dix ans, la question de la « parité » dans les instances de direction a pris corps dans les organisations du mouvement ouvrier au Brésil. En 2011, au PT, et en 2015, dans la CUT, après un quota de 30 %, la parité sexuelle a été adoptée. « Le quota de participation féminine à la direction soustend le débat relatif à l'exercice du pouvoir » (site de la CUT) s'est inscrit pour la défense des quotas.

Les femmes au pouvoir, au PT et à la CUT!

Une question : qu'est-ce qui a avancé dans la lutte pour l'égalité de salaires, pour les crèches, pour le droit à l'avortement... Qu'est-ce que le quota a représenté, malgré la « promesse grandiloquente » de l'égalité de droits ?

⁽⁹⁾ La Consolidação das Leis do Trabalho (CLT) est le Code du travail brésilien (NDT).

Je me risque à l'affirmer : ce que nous avons vu, c'est que plus il y a de quotas, plus il y a de postes dans les instances octroyés sur la base des quotas, moins il y a de lutte dans les rues, les usines, les quartiers, autour de questions brûlantes, outre la question de l'avortement, par exemple dans la lutte pour à travail égal, salaire égal.

Qu'une organisation syndicale crée une commission femmes travailleuses est juste et nécessaire. Les travailleuses avec leurs revendications spécifiques ont non seulement le droit, mais le devoir de s'organiser à l'intérieur d'une centrale syndicale pour traiter des problèmes concernant les femmes. Mais la lutte pour la solution à ces problèmes ne dispense pas de la lutte d'ensemble de la centrale, qui doit se baser sur les intérêts généraux de la classe, qui ne sont pas contradictoires; au contraire, ils intègrent les questions spécifiques des femmes travailleuses. Il en est de même pour le parti.

Réduire les organisations syndicales ou politiques construites par les travailleurs et les travailleuses comme instruments de leur lutte comme classe à une fédération d'intérêts qui se concurrencent entre eux (concurrence pour laquelle les quotas garantiraient un « espace de pouvoir »), cela va à l'encontre de la nécessité de renforcer ces organisations comme représentantes des intérêts généraux de la classe.

Ce n'est pas le produit du hasard si, dans la même période, en Allemagne, un débat a été ouvert entre les dirigeants et dirigeantes d'entreprises et le gouvernement sur la question des quotas de femmes dans les postes de direction des entreprises.

« La ministre de la Famille, membre de l'Union démocratique chrétienne (CDU), parti conservateur dont Merkel est membre, proposait que d'ici 2020 les entreprises atteignent un quota de 35 % de femmes dans les postes de direction, selon un plan d'adhésion volontaire. Mais déjà, la ministre du Travail, également démocrate-chrétienne, est en désaccord, car elle pense que cela ne doit pas être volontaire. Pour elle, il faut que la question du quota soit inscrite dans la législation, pour atteindre 30 % de femmes d'ici à 2018. D'autre part, selon le texte, la vice-présidente de la Commission européenne, Vivian Reding, connue pour défendre les lois sur les quotas pour les femmes dans les conseils d'administration, a annoncé récemment qu'elle analyserait les progrès des pays membres, menaçant de présenter une directive

contraignante en provenance de Bruxelles s'ils n'étaient pas capables d'instituer volontairement les objectifs d'ici mars 2012 » (O Estado de Sao Paulo, 20 octobre 2011).

Les questions du renforcement du pouvoir d'action des femmes, du conflit entre les sexes, ne sont pas les sujets qui intéressent le mouvement ouvrier.

CE N'EST PAS LE GENRE QUI REPRÉSENTE NOTRE LUTTE, MAIS LES ENGAGEMENTS DE CLASSE!

Revenons à la question de la Réforme politique sous l'optique du conflit de genre. Le texte défend le financement public de la campagne, c'est correct, mais il explique qu'ainsi, « il y aura une égalité entre les candidat(e)s, dont l'élection ne dépendra pas du soutien de telle ou telle entreprise qui aura une préférence pour des hommes blancs et hétérosexuels ».

Diantre! Les entreprises qui choisissent de financer les campagnes électorales, par exemple de Kátia Abreu (PMDB-TO) ou de Bruna Furlan (PSDB-SP) (10), seraientelles en train d'apporter une aide pour « dépatriarcaliser » l'Etat?

Alors, il ne s'agirait pas de la fin du financement privé pour réduire le rôle du pouvoir économique dans les campagnes électorales! Ce serait pour que nous ayons plus de femmes au Parlement, quelle que soit la classe dont elles sont issues?

« L'alternance de genre signifie que cette liste sera constituée d'hommes et de femmes, de façon alternée et paritaire. » Mais avec l'alternance viendront aussi les femmes du PSDB, DEM, PMDB, PSD... et la lutte des femmes travailleuses en serait-elle ainsi renforcée ?

La Réforme politique doit servir à élargir la représentation de la majorité opprimée — largement minoritaire dans les institutions représentatives —, et avec elle toutes ses composantes : hommes, femmes, travailleurs des villes et des campagnes, jeunes, Noirs et indigènes. Et, même ainsi, cela ne représenterait pas une prolétarisation de l'Etat bourgeois, qui est patriarcal.

⁽¹⁰⁾ Ces partis brésiliens de droite sont composés de caciques fort peu favorables aux travailleurs, hommes ou femmes.

Où ce chemin périlleux conduit-il ? Dans le texte sur la « dépatriarcalisation », sa rédactrice affirme :

« A notre avis, la participation politique des femmes ne peut pas être disjointe d'un projet de transformation de la société — un projet féministe. »

Nous arrivons au nœud du problème. S'agit-il alors d'un projet féministe de transformation de la société, de femmes au pouvoir, et non de la socialisation des grands moyens de production? Mais sa rédactrice ne s'explique pas sur ce que serait ce projet. Et elle ne s'explique pas parce qu'il n'existe pas! Et il n'existe pas parce que, même si la féministe aveugle ne la voit pas, la réalité est là : la base de toute l'oppression capitaliste est la domination-oppression de la bourgeoisie sur le prolétariat, fondée sur la propriété privée des grands moyens de production.

Comme marxistes, nous luttons pour le socialisme — pour la socialisation des grands moyens de production. Pour la révolution prolétarienne, qui exproprie les familles bourgeoises et détruise l'Etat bourgeois. Au cours de cette lutte, avec notre classe, nous inscrivons nos propres banderoles, comme femmes opprimées.

Oui, il y a des droits démocratiques conquis (comme le droit de vote) ou qui restent à conquérir (comme, dans le cas du Brésil, le droit à l'avortement), qui concernent toutes les femmes, de différentes classes. Mais pour mener jusqu'au bout la lutte pour la conquête de ces droits, c'est la femme travailleuse, par le biais de ses organisations de classe, qui joue le rôle décisif, en totale indépendance par rapport aux intérêts de classe de la femme bourgeoise.

Au début du XX^c siècle, en Europe, par exemple, par rapport au mouvement des suffragettes, avec des féministes bourgeoises, Clara Zetkin, du Parti social-démocrate d'Allemagne, qui organisait le mouvement des femmes socialistes, a écrit :

« Les féministes bourgeoises n'exigent pas le suffrage universel. Elles s'attachent à leurs prérogatives de classe. Nous rejetons comme une insulte le suffrage restreint pour les femmes » (11).

Clara combattait les féministes qui défendaient le vote censitaire comme un droit restreint pour quelques femmes et non toutes les femmes, en particulier pas un droit pour les femmes travailleuses. Elle ajoutait : « Le plus grave de ces conflits est celui qui existe entre la nécessité de femmes qui travaillent à l'usine et leur devoir comme mères, qui ne disparaît pas avec le suffrage universel.»

Au congrès de l'Internationale socialiste de 1907, Clara Zetkin a présenté la résolution suivante :

« Les femmes prolétaires ne doivent donc pas compter sur le soutien des femmes bourgeoises dans la lutte pour leurs droits civils ; les contradictions de classe empêchent que les femmes prolétaires puissent s'allier avec le mouvement féministe bourgeois. Par là, nous ne voulons pas dire qu'elles doivent rejeter les féministes bourgeoises si celles-ci, dans la lutte pour le suffrage universel des femmes, se mettaient à leur côté et sous leur direction pour combattre dans des fronts l'ennemi commun. Cependant, les femmes prolétariennes doivent être parfaitement conscientes du fait que le droit de vote ne peut être conquis par le biais d'une lutte du sexe féminin sans discriminations de classe contre le sexe masculin, mais seulement par la lutte de classes de tous les exploités, sans discrimination de sexe, contre tous les exploités, également sans aucune discrimination de sexe. »

Ce n'est pas un hasard si la Journée internationale des femmes, conçue comme une journée de lutte des femmes travailleuses, a surgi d'une conférence des femmes socialistes en 1910. C'est dans la lutte de la classe ouvrière, avec ses propres organisations et ses propres méthodes, que la lutte contre l'oppression des femmes a pris toute sa place.

Ce n'est pas non plus un hasard, si, avec l'officialisation du 8 mars par l'ONU en 1975, le rouge des socialistes a déteint pour virer au lilas des féministes.

"METTRE EN CENDRES CET ORDRE SOCIAL"

Le programme de la $IV^{\rm c}$ Internationale, notre programme, appelle à donner « une place aux femmes », les femmes travailleuses :

⁽¹¹⁾ L'Empire allemand pratique le suffrage censitaire. Rosa Luxemburg et Clara Zetkin combattent pour la République et le suffrage universel. Les féministes bourgeoises demandent le droit de vote censitaire pour les femmes afin de ne pas remettre en cause l'Etat monarchique.

« Or l'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la IV^e Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice.»

En 1914, Rosa Luxemburg a écrit, par rapport à la question des femmes :

« La société dominante leur refuse l'accès aux temples de leurs débats délibératifs, mais une autre puissance de cette époque leur ouvre ses portes - le Parti socialdémocrate. Ainsi, en rang, comme membre de l'organisation, s'étend devant la femme prolétarienne un champ incalculable de travail politique et de pouvoir politique. Ce n'est que là que la femme est un facteur concernant l'égalité de droits. Elle est introduite dans le bureau de l'histoire par le biais de la social-démocratie (...), elle atteint l'égalité de droits effective, tandis que le droit écrit d'une Constitution bourgeoise lui sera refusé. Ici, aux côtés des hommes, la femme travailleuse ébranle les colonnes de l'ordre social en vigueur et, avant que lui soit concédé un droit apparent, elle ira aider à mettre en cendres cet ordre social. La femme prolétarienne, la plus pauvre parmi les pauvres, la plus défavorisée parmi les défavorisés, se lance dans la lutte pour libérer le genre des femmes et le genre humain de l'horreur de la domination du capital » (« La Femme prolétarienne »).

LIBERATION DU GENRE HUMAIN

Dans L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Engels conclut que « quand les moyens de production passeront à la propriété commune, la condition des hommes sera profondément transformée. Mais celle des femmes, de toutes les femmes, subira, elle aussi, un important changement » (souligné dans l'original).

La lutte contre l'oppression de la femme ne peut être conséquente que si elle est intégrée à la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste. L'écarter de cette lutte, la transformer en question de genre, c'est condamner les femmes, toutes les femmes; c'est condamner l'humanité, dans son ensemble, à la barbarie vers laquelle la pousse le système capitaliste si la classe ouvrière n'est pas capable de construire une direction, son propre parti, pour prendre le pouvoir entre ses mains.

« Il ne peut y avoir, il n'y a pas et il n'y aura pas de "liberté" véritable tant que la femme ne sera pas libérée des privilèges que la loi a édictés en faveur de l'homme, tant que l'ouvrier ne sera pas libéré du joug du capital, tant que le paysan travailleur ne sera pas libéré du joug du capitaliste, du propriétaire foncier, du commerçant », a écrit Lénine en 1919, deux ans après la victoire de la révolution d'Octobre (« Le pouvoir soviétique et la situation de la femme »).

Dans cette tâche, juxtaposer la question du genre à la domination de classe et, finalement, substituer à la lutte pour le socialisme un « projet féministe » sont des obstacles qui doivent être combattus.

Combattus par l'action concrète, au sein du mouvement ouvrier, pour la défense des droits des femmes, des droits en tant que travailleuses (à travail égal, salaire égal, politiques publiques pour les femmes travailleuses) et des droits démocratiques (décriminalisation de l'avortement, mesures contre la violence).

Ce combat requiert également de récupérer, au sein du mouvement ouvrier, les conquêtes théoriques, fruit de l'expérience concrète du prolétariat, et qui sont un instrument pour le combat de notre classe.

C'est pourquoi je conclurai en citant Engels:

« Les moyens de production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en une industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique ; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels.

Du même coup, disparaît l'inquiétude des "suites", cause sociale essentielle — tant morale qu'économique — qui empêche une jeune fille de se donner sans réserve à celui qu'elle aime. Et n'est-ce pas une raison suffisante pour que s'établisse peu à peu une plus grande liberté dans les relations sexuelles, et que se forme en même temps une opinion publique moins intransigeante quant à l'honneur des vierges et au déshonneur des femmes? Enfin, n'avons-nous pas vu que dans le monde moderne monogamie et prostitution sont bien des contraires, mais des contraires inséparables, les deux pôles

d'un même état social ? La prostitution peut-elle disparaître sans entraîner avec elle la monogamie dans l'abîme ? » (L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat).

La lutte pour la fin de la propriété privée des grands moyens de production, ouverte au XIX° siècle avec le marxisme, a été pour les générations passées, et continue à être, pour les générations présentes, le seul chemin pour libérer les hommes et les femmes de toute oppression, pour libérer l'humanité de la barbarie que représente la survie du capitalisme, un pas en avant pour une société d'hommes et de femmes libres.

Dévier la lutte de classes vers la lutte de genre, avec des promesses de ce qui ne peut être conquis hors de la lutte pour le socialisme, de la fin du régime de la propriété privée des grands moyens de production, c'est entraver la voie pour libérer l'humanité de la barbarie.

Reprendre la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire avec la publication de ce florilège contenant de petits textes et des extraits d'ouvrages est un effort pour aider à surmonter les obstacles à la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, condition pour surmonter la crise de l'humanité.

Chemin ardu et patient, qui doit combiner la reprise théorique et la nécessaire insertion dans la lutte concrète de la classe travailleuse, qui intègre la lutte contre l'oppression de la femme. Sur ce chemin, j'ai relevé une petite anecdote. Lors d'un débat sur la situation mondiale et au Brésil, un jeune m'a demandé : « Quels sont les théoriciens les plus modernes que tu prends comme référence ? » J'ai répondu : « Marx, Engels, Lénine, Trotsky... »

En y ajoutant Rosa Luxemburg et Clara Zetkin, citées dans cette présentation, j'ai la conviction que les jeunes, les hommes et les femmes, les travailleurs et les travailleuses trouveront, dans ces textes écrits il y a si longtemps, des réponses aux problèmes actuels auxquels ils sont confrontés, pour comprendre que toute forme d'oppression a pour base la domination des classes possédantes sur les classes défavorisées. Et comprendre ainsi que la lutte contre l'oppression de la femme pose des questions spécifiques qui doivent être traitées en tant que telles, mais en les intégrant à la lutte pour la révolution prolétarienne.

« Une femme communiste est membre du parti autant qu'un homme communiste (...). Nous avons besoin d'organismes appropriés pour réaliser le travail parmi les femmes. Cela n'est pas du féminisme : c'est le chemin pratique, révolutionnaire » (Lénine).

Ce florilège est une invitation à l'étude et à la discussion, pour renforcer notre lutte.

Novembre 2016, Misa Boito

DOSSIER

1917-2017 Il y a un siècle, la révolution d'Octobre... Bolchevisme et stalinisme

N février 2017, il y aura un siècle que débutait la révolution russe, qui triomphait en octobre de la même année. Comme nous le notions dans notre précédent numéro, tout au long de l'année 2017, un tombereau de calomnies, de mensonges, de contre-vérités sera déversé contre la révolution russe et contre les bolcheviks. Il ne s'agit pas pour nous de commémorer un événement ou de célébrer un anniversaire, coup de chapeau historique, comme si le cycle ouvert par octobre 1917 était aujourd'hui clos, mais d'en souligner l'actualité.

Pour nous, le véritable contenu de cette offensive contre la révolution n'est pas historique, mais vise à affirmer que le capitalisme est indépassable et que la lutte des classes est un archaïsme. Défendre la révolution d'Octobre, c'est défendre le fait qu'en dépit de toutes les déclarations, la lutte des classes reste le moteur de l'histoire, et qu'un siècle après la révolution d'Octobre, l'affrontement entre capital et travail s'aiguise dans une combinaison de barbarie et de résistance des travailleurs et des peuples. C'est réaffirmer que la lutte des classes opposant le prolétariat à la bourgeoisie doit déboucher, pour sauver l'humanité, sur l'expropriation du capital.

C'est conformément à cette appréciation que, durant toute l'année 2017, pour le centième anniversaire de la révolution d'octobre 1917, nous avons décidé de rassembler des documents publiés par notre revue.

Nous commençons avec l'année 1957, année du 40° anniversaire. A l'époque, *La Vérité* était la publication hebdomadaire de la section française de la IV° Internationale. Nous avons retrouvé une série de documents, faisant suite à l'« Octobre hongrois de 1956 » (cf. le dossier publié dans *La Vérité*, n° 91, « *Retour sur l'Octobre hongrois de 1956* », pages 37 à 58).

D'abord, un supplément encarté sous forme d'une brochure dans le n° 469 de *La Vérité* daté du 19 septembre 1957 : il comporte deux textes de Léon Trotsky présentés par un avant-propos de Gérard Bloch.

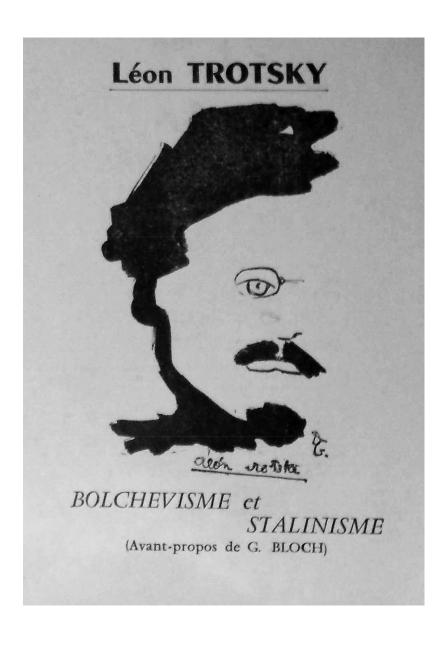
C'est l'essentiel de cette brochure que nous avons décidé de republier dans ce numéro de *La Vérité*, tant il nous a semblé important de faire connaître l'ensemble de ces documents.

Indiquons que d'autres documents y figurent. Mais, faute de place, nous les publierons dans des prochains numéros. Simplement, nous pouvons signaler un texte titré « Spontanéité et direction dans la révolution de Février », publiant d'importants extraits de l'Histoire de la Révolution russe, de Léon Trotsky.

Puis, durant les mois de septembre et d'octobre 1957, la rédaction de *La Vérité* a organisé une enquête auprès de militants ouvriers et démocratiques à partir d'une question :

« Que représente pour vous la révolution d'Octobre ? » Les résultats de cette enquête vont trouver leur aboutissement avec la tenue d'un meeting pour le 40° anniversaire de la révolution d'Octobre le vendredi 8 novembre 1957. Nous publierons d'importants extraits de ces contributions, ainsi que les principales interventions de militants du mouvement ouvrier d'origines diverses (Jean Cassou, Charles Lemoine, un militant démissionnaire du PCF, Benjamin Péret, Jean-Jacques Lebel, Pierre Hervé, Peter Fryer, Yves Deschezelles, André Breton, Claude Lefort, Henri Féraud, Gérard Bloch, Pierre Lambert). Ce dossier sera publié dans notre n° 93. Nous commençons dans ce n° 92 par la publication de cette brochure, Bolchevisme et stalinisme.

La rédaction de La Vérité



Léon Trotsky : Bolchevisme et stalinisme

Avant-propos de Gérard Bloch

"Car le plus haut bonheur humain n'est pas dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir" Léon Trotsky

E 20 août 1940, vers 17 h 30, dans une villa de la banlieue de Mexico, l'assassin dépêché par Staline fendait d'un coup de piolet assené par derrière le crâne d'un homme de 60 ans qui était devenu, suivant l'expression d'un contemporain, « la conscience marxiste de l'humanité ». L'acier s'était enfoncé de 7 centimètres dans le cerveau, Léon Trotsky devait succomber après vingt-sept heures d'agonie. Ses dernières paroles furent pour affirmer sa foi en la cause à laquelle il avait consacré sa vie : « Je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale. Allez de l'avant. »

La réaction triomphait alors dans le monde entier. Staline, avant achevé l'extermination des compagnons de Lénine, de toute la génération révolutionnaire qui avait fait octobre 1917, puis de centaines de millions d'ouvriers et techniciens russes. semblait avoir consolidé sa dictature. Hitler dominait l'Europe. L'humanité s'enfonçait dans les ténèbres de la Deuxième Guerre mondiale. Les dirigeants du Comintern, fidèles au pacte germano-russe, chantaient alors les louanges de la guerre des « pays prolétaires » contre la « ploutocratie occidentale », cependant que ceux de la social-démocratie, solidaires des impérialismes alliés, prêchaient la « guerre des démocraties ». La pensée prolétarienne révolutionnaire, que Trotsky avait incarnée au suprême degré, ne survivait plus que parmi de petits groupes isolés.

S'il était alors « minuit dans le siècle », aujourd'hui, dix-sept ans plus tard, l'aurore commence à poindre. Il est vrai qu'avec l'appui de Staline, la bourgeoisie est parvenue, tant bien que mal, à replâtrer son régime délabré en Europe occidentale. Mais

la vague révolutionnaire déclenchée par la Deuxième Guerre mondiale a puissamment déferlé sur l'Asie, puis sur l'Afrique. Elle revient aujourd'hui battre les rivages de l'Europe, sans épargner les pays contrôlés par le Kremlin, ni l'URSS ellemême. A peine le cadavre de Staline était-il refroidi que ses héritiers, ses « fidèles compagnons d'arme », dénonçaient les « erreurs », puis les crimes du « chef génial » – sûrs de satisfaire sur ce point, au moins, les sentiments des masses russes.

Une limite précise, définie par leurs intérêts de caste privilégiée, bornait pourtant, à l'avance, la « révision » du stalinisme par les héritiers de Staline. Leur solidarité politique fondamentale avec le chef de la bureaucratie dans sa lutte passée pour le pouvoir contre l'opposition prolétarienne, continuatrice du bolchevisme, cette solidarité ne pouvait être mise en cause, et Khrouchtchev s'empressa, à la première occasion, de la réaffirmer. Dans la lutte contre le trotskysme, contre le programme de la destruction du régime bureaucratique par les masses travailleuses insurgées, le programme de la démocratie socialiste des conseils, la doctrine même qui triompha en octobre 1917, Khrouchtchev est le « meilleur stalinien ». Ses tanks l'ont démontré à Budapest.

Les mêmes causes qui valent à l'œuvre de Léon Trotsky l'hostilité mortelle de tous les régimes d'oppression font que, de plus en plus, les opprimés se tournent vers elle. Le stalinisme laisse derrière lui d'effroyables décombres idéologiques. Les notions les plus élémentaires : parti, démocratie, pouvoir ouvrier, socialisme, conscience de classe, point de vue de classe..., sont souillées, obscurcies par le

souvenir d'un passé effroyable, et l'usage que continuent à en faire les bureaucraties totalitaires. Elles apparaissent équivoques, ambiguës, trompeuses. Les jeunes à la recherche de certitudes, les militants ouvriers qui se détachent du stalinisme, tous ceux qui entreprennent aujourd'hui, et d'abord dans leur tête, la reconstruction du mouvement révolutionnaire, éprouvent le besoin d'un retour aux sources. Il leur faut des notions claires, solides, inébranlables, rationnellement et moralement inattaquables. Ils se tournent, par un mouvement naturel, vers l'œuvre de Marx, de Lénine, vers celle de Trotsky, qui les a prolongées jusqu'aux problèmes les plus brûlants de notre temps.

Cette œuvre, Staline n'a pu l'anéantir, ni sous le pic de l'assassin ni sous les tonnes de papier imprimé d'insultes et de mensonges rituels des écrivains à gage.

Dix-sept ans après la mort du fondateur de la IV° Internationale, le nom de Staline est omis, en URSS même, de toutes les publications officielles ; et la jeunesse qui veut comprendre pour pouvoir combattre se tourne invinciblement vers la pensée de sa plus grande victime.

Cette œuvre frappe d'abord par son immensité. Dans *Bolchevisme et stalinisme*, Trotsky parle des 27 tomes des *Œuvres* de Lénine, auxquels il faudrait ajouter un nombre à peu près égal de volumes de correspondance, notes, etc., encore inédits. Les œuvres complètes de Trotsky – livres, brochures, articles, notes, correspondances – en rempliront trois fois davantage.

Ce qui frappe ensuite, c'est sa diversité. Art militaire, critique littéraire, pamphlets, politique, économie, sociologie, histoire, philosophie, etc., il a exploré à un moment ou à un autre chacun de ces domaines, toujours avec maîtrise. Ses œuvres militaires du temps de la guerre civile ont fait époque : ses portraits de Tolstoï, de Jaurès, pour ne citer que ceux-là, constituent des modèles inégalés de l'application de la méthode marxiste à l'étude d'une grande personnalité; son livre Littérature et révolution (1) marque le sommet de la fameuse discussion des années 1920 sur la « culture prolétarienne », la culture socialiste, et les rapports entre l'art et la révolution. Ceux qui l'ont entendu attestent qu'il fut le plus grand orateur de son temps. Ses pamphlets, qui faisaient

l'admiration de G. B. Shaw, ont conservé toute leur fraîcheur. Sa fameuse *Histoire de la Révolution russe* fait de lui le plus grand des historiens marxistes. La révolution, c'est l'irruption directe des masses sur la scène de l'histoire. Et c'est cet événement prodigieux qu'il nous expose et qu'il nous explique dans ce livre d'une profondeur inégalable et d'une lecture passionnante.

Son article sur le « marxisme et la psychanalyse » est certainement, encore aujourd'hui, ce qui a été écrit de plus sérieux sur ce sujet rebattu, mais qui n'en est que plus difficile. Sa biographie de Lénine, hélas! inachevée – son discours à l'Institut Mendeleiev sur le rôle du savant dans la société – le récit de son évasion de Sibérie en 1906 – autant de chefs-d'œuvre. Aucun texte de lui, même les plus épisodiques, ne laisse indifférent. Tous sont des incitations à la pensée, à la recherche, au combat.

Autant, sinon plus, qu'aucun de ses pairs – Marx, Engels, Lénine, Rosa – il eut pu reprendre à son compte la parole de l'ancien : « Rien d'humain ne m'est étranger. »

Et pourtant, dans cette œuvre multiple, ce qui frappe, plus encore que son immensité, plus encore que sa diversité, c'est son unité : l'unité, l'ordonnance rigoureuse en fonction d'un seul objectif, non seulement de l'œuvre, mais de toute la vie. Critique littéraire, pamphlétaire, historien, écrivain politique, chef de l'Armée rouge, président du soviet de Petrograd, emprisonné ou déporté par le tsar, exilé par Staline, Trotsky demeure le même combattant pour la même cause : la révolution prolétarienne, l'émancipation de tous les opprimés, l'édification d'une société socialiste sans classe.

« Il faut être fidèle à notre patrie dans le temps », répétait-il souvent. Il n'est pas interdit de discerner un grain de regret dans cet aphorisme. Cet homme, qui préfi-

⁽¹⁾ Ce livre est encore malheureusement inédit en français. Sa publication nous aurait (peut-être!) épargné d'innombrables sottises sur « l'engagement » des intellectuels. « Etre fidèle à son moi intérieur », telle était, pour Trotsky, la seule revendication que puisse adresser le révolutionnaire à l'artiste (note de Gérard Bloch de 1957). Depuis, cet ouvrage a été publié en français dans la collection 10-18 – Editeur Union générale d'édition, 1964, 512 pages (NDLR).

lation cubaine. En avril 1961, des exilés cubains armés et entraînés par les Etats-Unis (quelque 1 500 hommes) débarquent dans la baie des Cochons, offensive qui est vaincue en trois jours par les forces gouvernementales. En ce même mois d'avril 1961, Fidel Castro définit la révolution cubaine comme ayant un caractère socialiste

L'action révolutionnaire des masses et la nécessité de s'opposer aux actions de l'impérialisme américain contre la révolution ont mené le gouvernement de Fidel Castro à avancer dans la voie de l'expropriation du capital, seule issue restant pour survivre. En effet, un gouvernement révolutionnaire, dans un pays semi-colonial comme Cuba, ne pouvait développer son programme de transformation démocratique et de réformes sociales, même minimales, qu'en s'opposant à l'impérialisme et en faisant des pas dans la voie de la rupture avec le régime de la propriété privée.

Trente ans avant la révolution cubaine, Léon Trotsky écrivait dans *La Révolution* permanente:

« Les objectifs démocratiques des nations bourgeoises arriérées mènent, à notre époque, à la dictature du prolétariat, et celle-ci met à l'ordre du jour les revendications socialistes (...). La théorie de la révolution permanente proclamait que, dans les pays arriérés, la voie de la démocratie passait par la dictature du prolétariat. Ainsi, la démocratie cessait d'être un régime à valeur intrinsèque pour plusieurs décennies et devenait le prélude immédiat de la révolution socialiste, unies par un lien continu. Entre la révolution démocratique et la transformation socialiste de la société s'établissait donc un rythme révolutionnaire permanent.»

Et, plus loin, il ajoutait:

« En ce qui concerne les pays au développement bourgeois attardé, et en particulier les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la réalisation totale et effective de ses buts démocratiques et de son émancipation nationale ne peut se concevoir que par le moyen de la dictature du prolétariat, celuici prenant le pouvoir comme chef de la nation opprimée, et, avant tout, de ses masses paysannes » (...).

Luis Gonzalez

Document 3 Cuba face aux "réformes" de Castro (7)

LA PLACE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

(...) Il s'agit d'un gouvernement ouvrier et paysan dans le sens que lui a donné Trotsky dans le *Programme de transition*, c'est-à-dire un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme. En effet, la révolution cubaine a procédé à l'expropriation des bases économiques de l'impérialisme à partir desquelles celui-ci assurait le pillage du pays. La révolution a également procédé à la destruction de l'armée modelée par les Etats-Unis, en affirmant la souveraineté nationale.

Sur le terrain concret de la lutte des classes se réalisait la possibilité formulée par Trotsky dans le programme de fondation de la IV^e Internationale :

- « Sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerres, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, peuvent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.»
- (...) Dans une situation mondiale marquée par les conséquences des accords passés entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin à la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour bloquer la révolution par la conjugaison de leurs efforts pour maintenir le statu quo fixé à Yalta et Potsdam, la révolution cubaine et ce fut le cas aussi pour les révolutions en Yougoslavie et en Chine s'est faite en

⁽⁷⁾ Extraits de l'article de Julio Turra, *La Vérité*, n° 9, avril 1994, également disponible.

gurait dans sa personne, plus qu'aucun autre, le citoyen de la future société socialiste, né dans un monde où l'exploitation de l'homme par l'homme ne sera plus qu'un souvenir difficile à comprendre, développant sans entrave toutes les potentialités d'une personnalité soustraite à l'aliénation inéluctable pour les hommes de notre temps – cet homme, plus que personne, savait qu'un militant révolutionnaire doit inéluctablement concentrer, restreindre le champ de son action et de sa pensée aux objectifs qu'il s'est fixés, sacrifiant délibérément en lui d'innombrables virtualités. « Laissons ce problème à nos petits-enfants, qui ne manqueront pas d'être beaucoup plus intelligents que nous », disait-il aussi quand on soulevait devant lui un problème actuellement hors de portée. Exceptionnellement, pourtant, il se laissait aller à sortir des problèmes actuels, à imaginer certains traits de la société socialiste – comme dans *Littérature* et révolution, ou encore, pour un moment, en répondant aux questions de la Commission Dewey d'enquête sur les procès de Moscou. Ses remarques à cet égard comptent parmi les plus profondes, elles sont celles qui vont le plus loin de tout ce que les marxistes ont écrit sur un sujet dont, par définition, l'essentiel nous échappe.

Avec quelle puissance inégalable il savait se concentrer sur la tâche à laquelle il avait consacré sa vie, c'est ce dont attestent les témoins. Voici ce qu'écrit l'un d'eux :

« Dans la vie quotidienne, cette puissance de volonté se dépensait dans un travail sévèrement organisé. Le moindre dérangement non motivé l'irritait à l'extrême : il haïssait les conversations décousues, les visites non annoncées, les retards ou les lacunes dans l'exécution des engagements. A coup sûr, il n'y avait rien de pédant dans tout cela. Si une importante question venait à se poser, il n'hésitait pas un seul instant à changer tous ses plans, mais il fallait qu'elle en vaille la peine. Si elle avait le moindre intérêt pour le mouvement, il aurait donné sans compter toute son énergie et tout son temps, mais il se montrait on ne peut plus avare de ces derniers lorsque l'insouciance, la légèreté ou la mauvaise organisation des autres menaçaient de les gaspiller en pure perte. Il amassait les plus petites parcelles de temps, la matière la plus précieuse dont la vie soit faite. Toute sa vie personnelle était rigidement organisée en fonction de la qualité que l'on appelle de but. Il avait établi une hiérarchie des tâches, et menait à bonne fin quoi que ce soit qu'il entreprenne...»

Trotsky a mis dans ses livres sa personnalité tout entière. Le contact personnel avec l'homme lui-même ne modifiait pas le portrait qui surgit à la lecture de ses œuvres, mais l'accentuait, le rendait plus précis : passion et raison, intelligence et volonté, le tout poussé à un degré extrême, mais en même temps se fondant l'un dans l'autre. Dans tout ce que Trotsky fit, on a l'impression qu'il engagea tout son être. Il répétait souvent les paroles de Hegel : « Rien de grand n'est fait dans ce monde sans passion. » Et il n'avait que du mépris pour les philistins qui reprochaient leur « fanatisme » aux révolutionnaires. Mais l'intelligence était toujours présente, en harmonie miraculeuse avec le feu. Impossible de rêver découvrir un conflit : la volonté était indomptable parce que l'esprit voyait très loin. Il faudrait citer Hegel encore une fois : « La volonté est un mode spécifique de la pensée.»

Cette volonté inflexible, cette inlassable persévérance, nourries d'une confiance absolue en la perspective historique qu'il s'était assimilée dès sa jeunesse, la perspective de la révolution mondiale, trouva son application suprême dans les dernières dix-sept années de sa vie ; celles où, abandonnant volontairement le pouvoir pour ne pas devenir l'instrument de la bureaucratie qui s'y installait, il organise la résistance de l'avant-garde prolétarienne à la contrerévolution stalinienne ; celles durant lesquelles il dirige la lutte de l'Opposition de gauche, puis jette les fondements de la IV^e Internationale.

Du président du premier soviet que l'histoire ait connu, le conseil des députés ouvriers de Petrograd en 1905, de l'organisateur de l'insurrection d'octobre 1917, du fondateur de l'Armée rouge ou de l'exilé pourchassé, préparant un avenir révolutionnaire qu'il sait qu'il ne verra point, c'est sans doute cette dernière image de Léon Trotsky que la mémoire des hommes retiendra et placera au-dessus de toutes les autres : c'est elle qui offre la plus haute leçon aux révolutionnaires du XX^e siècle, dont la qualité suprême est de savoir aller contre le courant.

Le trait caractéristique du philistin petitbourgeois, aujourd'hui plus que jamais,

c'est sa tendance invincible à s'incliner devant le fait accompli, devant les hommes au pouvoir, devant les vainqueurs de l'heure – et à s'employer tout naturellement à justifier théoriquement cette victoire.

Combien de pesants ouvrages consacrés à justifier « historiquement » les procès de Moscou ? C'est ainsi que dans *Humanisme et Terreur*, M. Merleau-Ponty, il y a seulement dix ans, s'employait à démontrer que Boukharine, en avouant des crimes monstrueux qu'il n'avait pas commis, n'avait pas cédé à une pression irrésistible, mais avait obéi à la raison historique. Trotsky, lui, avait perdu le sens de l'histoire. Depuis quand ? Depuis 1923, bien sûr! Depuis qu'il avait quitté le pouvoir; Staline avait raison, puisqu'il avait vaincu. Qu'ajouter à cela ?

Depuis, Staline est mort, et M. Merleau-Ponty a cessé l'apologie du stalinisme pour celle du héros des « bourgeois intelligents », M. Pierre Mendès-France, baptisant, on ne sait pourquoi, Aventures de la dialectique ses propres mésaventures; peut être parce que la même dialectique qui l'inclinait en 1946 devant Staline à l'apogée de sa puissance l'en écartait en 1953. Mais quelle poubelle sera assez grande pour entasser tous les volumes imprimés « justifiant » le stalinisme et condamnant Trotsky au nom des mêmes critères ?

De fait, pendant ces dix-sept années de lutte contre la bureaucratie thermidorienne, Trotsky n'essuya, en apparence, que défaite sur défaite. L'Opposition de gauche fut exclue du parti, puis exterminée : les vieux-bolcheviks, les compagnons de Lénine, les artisans d'octobre 1917 capitulèrent les uns après les autres devant le chef de la bureaucratie thermidorienne, sans pour cela échapper finalement au coup de revolver dans la nuque. Par milliers, des militants de l'opposition bolchevique-léniniste russe, refusant de capituler, furent exterminés dans les prisons et dans les camps, sans que l'on sût même le lieu et l'heure de leur mort. Par milliers de tonnes, l'appareil stalinien répandit dans toutes les langues les plus monstrueuses calomnies contre Trotsky. Il vit périr successivement ses quatre enfants, victimes de la haine vigilante de Staline.

Expulsé d'un pays après l'autre, il dut se réfugier finalement au lointain Mexique, après avoir craint de voir pour lui « la planète sans visa ». Mais rien ne le fit se détourner, fut-ce pour un instant, de l'accomplissement de sa tâche révolutionnaire.

Une conduite aussi incompréhensible pour le philistin se fondait sur une compréhension profonde du processus historique et de son mécanisme. La révolution prolétarienne mondiale est la loi de notre époque ; mais elle ne se développe pas de façon rectiligne : elle a ses flux et ses reflux, qui échappent à la volonté des individus qui y participent. Dans une époque de réaction triomphante, à moins de passer à l'ennemi, le révolutionnaire ne peut que subir avec sa classe les conséquences de la défaite, jusqu'aux plus extrêmes. C'est ainsi, et ainsi seulement – en ne perdant jamais le fil des événements : en analysant pas à pas le triomphe momentané de la réaction, ses causes, ses limites et ses contradictions internes, qui annoncent le nouvel essor de la révolution ; en sauvegardant la moindre parcelle de l'héritage théorique de la doctrine marxiste, que les philistins de tout poil s'efforcent naturellement de rendre responsable du reflux; en l'enrichissant sans cesse par l'analyse des nouveaux événements - qu'il est possible, dans une telle période, de préparer l'avenir.

Cette tâche, Trotsky l'a remplie au suprême degré. Son analyse de la dégénérescence de l'URSS, du stalinisme, phénomène transitoire né de grandes défaites de la révolution prolétarienne et que son nouvel essor balaiera, restera peut-être sa contribution la plus décisive du marxisme.

Aujourd'hui, nous assistons au début de ce nouvel essor de la révolution qu'il avait annoncé, incomparablement plus ample que ceux qui l'ont précédé. Ce qu'il a semé, il nous appartient de le récolter.

Gérard Bloch

Au moment où d'innombrables militants recherchent, sous la gangue du révisionnisme stalinien, le bolchevisme authentique, et s'efforcent d'en sonder la validité actuelle, la réédition de *Bolchevisme et stalinisme* sera certainement utile.

Bolchevisme et stalinisme

"Sur les racines historiques et théoriques de la IV^e Internationale" (1)

ES époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avantgarde, mais aussi abaissent le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. Il faut aller contre le courant. Si le rapport défavorable des forces ne permet pas de conserver les positions politiques précédemment occupées, il faut se maintenir au moins sur les positions idéologiques, car c'est en elles qu'est concentrée l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique apparaît aux yeux des sots comme du « sectarisme ». En réalité, elle ne fait que préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique.

RÉACTION CONTRE LE MARXISME ET LE COMMUNISME

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs, qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la véritable avant-garde, défendant avec bec et ongles la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats de masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes, des dilettantes, effrayée par les défaites, tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une « vérité nouvelle », à revenir loin en arrière.

On pourrait apporter quantité d'exemples de réaction idéologique, qui prend le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la III^e et de la III^e Internationales, comme celle de leurs satellites de Londres, consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routines, mensonges et, avant tout, souci de sauvegarder sa situation bureaucratique. Il suffit de dix lignes de quelque Hilferding (2) ou Otto Bauer (3) pour sentir le relent de la pourriture. Des théoriciens du Comintern, il vaut mieux ne rien dire. Le célèbre Dimitrov (4) est ignorant et banal comme un petit épicier. La pensée de ces gens est trop paresseuse pour renier le marxisme ; ils le prostituent. Mais ce ne sont pas eux qui nous intéressent actuellement. Venons-en aux « novateurs ».

(1) Cet article de Léon Trotsky daté du 29 août 1937 est paru la première fois dans la revue Quatrième Internationale, n° 4, janvier 1938. Il a été par la suite publié dans *La Vérité*, n° 469, du 17 septembre 1957 (cahier inséré pages 5 à 8). On le trouve également dans les Œuvres, tome 14, pages 339 à 358.

(2) Rudolf Hilferding (1877-1941), Autrichien, auteur d'un ouvrage théorique, Le Capital financier (1910). Centriste pacifiste pendant la guerre, il avait été l'un des inspirateurs de la droite du parti social-démocrate indépendant et son porte-parole contre Zinoviev au Congrès de Halle avant de revenir en 1922 au parti social-démocrate. Il avait été ministre des Finances dans le cabinet Stresemann d'août 1923. Il avait émigré en 1933 et collaborait en 1937 à Paris à l'organe en exil du SPD, le Neue Vorwärts.

(3) Otto Bauer (1881-1938), chef du parti socialdémocrate autrichien, théoricien de l'« austromarxisme », qui s'était rapproché de la politique de l'Internationale communiste (IC) au moment des fronts populaires (« antifascisme »), sans approuver les procès de Moscou.

(4) Georgi Dimitrov (1882-1949), vétéran du parti

social-démocrate bulgare, ancien député, était devenu célèbre après le « procès du Reichstag », où, principal accusé, il avait été acquitté après s'être fait l'accusateur des nazis. Il était depuis 1935 secrétaire général de l'Internationale communiste.

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm (5) a consacré aux procès de Moscou un petit livre, sous le titre expressif de *Dictature du mensonge*. Schlamm est un journaliste talentueux, dont l'intérêt est surtout dirigé vers les questions du jour. La critique des falsifications de Moscou, de même que la mise à nu de la mécanique psychologique des « aveux volontaires » sont, chez Schlamm, excellentes. Mais il ne se contente pas de cela. Il veut créer une nouvelle théorie du socialisme qui assurerait, à l'avenir, contre les défaites et les falsifications. Mais comme Schlamm n'est nullement un théoricien et qu'il est même, semble-t-il, assez peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il revient complètement, sous l'apparence d'une découverte nouvelle, au socialisme d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'està-dire la plus arriérée, la plus douceâtre et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte des classes, sans même parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit pour lui à la réalisation de quelques vérités « éternelles » de la morale dont il s'apprête à imprégner l'humanité dès maintenant, sous le régime capitaliste. Dans la revue de Kerenski, Novaia Rossia (vieille revue provinciale russe qui se publie à Paris), la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lymphe morale est recueillie non seulement avec joie, mais encore avec fierté : selon la juste conclusion de la rédaction, Schlamm arrive aux principes du socialisme vrai-russe qui, il y a longtemps déjà, avait opposé à la sèche et rude lutte des classes les principes de la foi, de l'espoir et de l'amour.

Certes, la doctrine originale des « socialistes-révolutionnaires » russes représentait dans ses prémisses théoriques uniquement un retour au socialisme de l'Allemagne d'avant Marx. Il serait cependant trop injuste d'exiger de Kerenski une connaissance plus intime de l'histoire des idées que de Schlamm. Beaucoup plus important est le fait que le Kerenski, qui se solidarise avec Schlamm, fut, en tant que chef du gouvernement, l'initiateur des persécutions contre les bolcheviks comme « agents de l'état-major allemand », c'est-à-dire qu'il organisa les mêmes falsifications

contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absolus métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses semblables est fort simple. Pendant un certain temps, ces gens ont participé à un mouvement politique qui jurait par la lutte des classes et, en paroles, invoquait la dialectique matérialiste. En Autriche comme en Allemagne, cela se terminait par une catastrophe. Schlamm tire la conclusion sommaire : voilà à quoi ont conduit la lutte des classes et la dialectique. Et comme le nombre des découvertes est limité par l'expérience historique et... par la richesse des connaissances personnelles, notre réformateur, dans sa recherche d'une nouvelle foi, a rencontré une vieillerie rejetée depuis longtemps qu'il oppose bravement, non seulement au bolchevisme, mais au marxisme.

A première vue, la variété de réaction idéologique présentée par Schlamm est trop primitive (de Marx... à Kerenski) pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter. En réalité, elle est cependant extrêmement instructive précisément grâce à son caractère primitif, elle représente le dénominateur commun de toutes les autres formes de réaction, avant tout de celle qui s'exprime par un renoncement en bloc au bolchevisme.

"RETOUR AU MARXISME"

Dans le bolchevisme, le marxisme a trouvé son expression historique la plus grandiose. C'est sous le drapeau du bolchevisme que fut remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier Etat ouvrier. Aucune force n'effacera plus ces faits de l'histoire. Mais comme la révolution d'Octobre a conduit, au stade présent, au triomphe de la bureaucratie, avec son système d'oppression, de spoliation et de falsifications, à la dictature du mensonge, selon la juste expression de

⁽⁵⁾ Willi Schlamm (1904-1978) avait été l'un des dirigeants des jeunesses communistes, puis du parti communiste autrichien, et avait été exclu en 1929. Journaliste de grand talent, il avait alors dirigé *Die Neue Weltbühne* et en avait ouvert les colonnes à Trotsky, qu'il avait rencontré à Paris. Pour lui comme pour bien d'autres, les procès de Moscou avaient signifié la « faillite du bolchevisme ».

Schlamm, de nombreux esprits formalistes et superficiels inclinent à la conclusion sommaire qu'il est impossible de lutter contre le stalinisme sans renoncer au bolchevisme. Schlamm, comme nous le savons déjà, va plus loin : le bolchevisme, qui a dégénéré en stalinisme, est lui-même sorti du marxisme. Impossible, par conséquent, de lutter contre le stalinisme en restant sur les bases du marxisme. Des gens moins conséquents, mais plus nombreux, disent au contraire : « Il faut revenir du bolchevisme au marxisme. » Par quelle voie ? A quel marxisme ? Avant que le marxisme « ait fait banqueroute », sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre « Retour au marxisme » signifie ainsi un bond par-dessus l'époque des II^e et III^e Internationales... à la I^{re} Internationale. Mais celle-ci aussi, en son temps, fut vouée à la défaite. C'est-à-dire qu'il s'agit à la fin des fins de revenir... aux Œuvres complètes de Marx et Engels. Ce bond, on peut le faire sans sortir de son cabinet de travail, et sans même quitter ses pantoufles. Mais comment passer ensuite de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de l'époque nouvelle en laissant de côté une lutte théorique ou politique de plusieurs dizaines d'années, lutte qui comprend aussi le bolchevisme et la révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de renoncer au bolchevisme comme tendance historiquement « banqueroutière » n'a indiqué de nouvelles voies.

Les choses se réduisent ainsi à un simple conseil d'étudier *Le Capital*. Contre cela, rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié *Le Capital*, et même passablement. Cela n'a cependant pas empêché la dégénérescence de l'Etat soviétique et la mise en scène des procès de Moscou. Que faire, alors ?

Est-il vrai pourtant que le stalinisme représente le produit légitime du bolchevisme, comme le croit toute la réaction, comme l'affirme Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et quelques doctrinaires de gauche qui se jugent marxiste? « Nous l'avions toujours prédit, disent-ils, ayant commencé avec l'interdiction des autres partis socialistes, avec l'écrasement des anarchistes, avec l'établissement de la dictature des bolcheviks dans les soviets, la révolution d'Octobre ne pouvait manquer de

conduire à la dictature de la bureaucratie. Le stalinisme est, à la fois, la continuation et la faillite du léninisme.»

LE BOLCHEVISME EST-IL RESPONSABLE DU STALINISME ?

L'erreur de ce raisonnement commence avec l'identification tacite du bolchevisme, de la révolution d'Octobre et de l'Union soviétique. Le processus historique, qui consiste dans la lutte des forces hostiles, est remplacé par l'évolution du bolchevisme dans le vide. Cependant, le bolchevisme est seulement un courant politique, certes étroitement lié à la classe ouvrière, mais non identique à elle. Et, outre la classe ouvrière, il existe en URSS plus de cent millions de paysans, de nationalités diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance.

L'Etat créé par les bolcheviks reflète non seulement la pensée et la volonté des bolcheviks, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial, non moins barbare. Représenter le processus de dégénérescence de l'Etat soviétique comme l'évolution du bolchevisme pur, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments isolé d'une manière purement logique. Il suffit au fond de nommer cette erreur élémentaire par son nom pour qu'il n'en reste pas trace.

Le bolchevisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la révolution d'Octobre ni à l'Etat soviétique qui en est sorti. Le bolchevisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur « conscient », facteur très important, mais nullement décisif. Nous voyons le facteur décisif – sur la base donnée des forces productives – dans la lutte des classes, et non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux tendances petites-bourgeoises des paysans, qu'ils établissaient des règles strictes pour l'entrée dans le parti, qu'ils épuraient le parti des éléments qui lui étaient étrangers, qu'ils interdisaient les autres partis, qu'ils introduisaient la NEP, qu'ils en venaient à céder des entreprises sous forme de concessions ou qu'ils

concluaient des accords diplomatiques avec des gouvernements impérialistes, eux, bolcheviks, tiraient des conclusions particulières de ce fait fondamental qui leur était clair théoriquement depuis le début même : à savoir que la conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Certes, après s'être emparé de l'Etat, le parti reçoit la possibilité d'agir avec une force sans précédent sur le développement de la société; mais en revanche, lui-même est soumis à une action décuplée de la part de tous les autres membres de cette société. Il peut être rejeté du pouvoir par les coups directs des forces hostiles. Avec des rythmes plus lents de l'évolution, il peut, tout en se maintenant au pouvoir, dégénérer intérieurement. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les raisonneurs sectaires qui tentent de trouver dans la putréfaction de la bureaucratie staliniste un argument définitif contre le bolchevisme. Au fond, ces messieurs disent ceci: mauvais est le parti révolutionnaire qui ne renferme pas en lui-même de garanties contre sa dégénérescence.

En face d'un pareil critère, le bolchevisme est évidemment condamné ; il ne possède aucun talisman. Mais ce critère luimême est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti s'est-il décomposé ? Jusqu'à maintenant, personne n'a donné cette analyse, sinon les bolcheviks euxmêmes. Ils n'ont nullement eu besoin pour cela de rompre avec le bolchevisme. Au contraire, c'est dans l'arsenal de celui-ci qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour expliquer son sort. La conclusion à laquelle nous arrivons est celle-ci : évidemment, le stalinisme est sorti du bolchevisme. mais il en est sorti d'une façon non pas logique, mais dialectique; non pas comme son affirmation révolutionnaire, mais comme sa négation thermidorienne. Ce n'est nullement une seule et même chose.

LE PRONOSTIC FONDAMENTAL DU BOLCHEVISME

Cependant, les bolcheviks n'ont pas eu besoin les procès de Moscou pour expliquer, après coup, les causes de la décomposition du parti dirigeant de l'URSS. Ils avaient prévu depuis longtemps la possibilité d'une telle variante de l'évolution, et, d'avance, s'étaient exprimés sur elle. Rappelons le pronostic que les bolcheviks avaient déjà fait, non seulement à la veille de la révolution d'Octobre, mais déjà un certain nombre d'années auparavant. Le groupement fondamental des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre pour le prolétariat la possibilité d'arriver, pour la première fois, au pouvoir dans un pays aussi arriéré que la Russie. Mais le même groupement des forces donne, par avance, la certitude que sans victoire plus ou moins prompte du prolétariat dans les pays avancés, l'Etat ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Le régime soviétique laissé à lui-même tombera ou dégénérera. Plus exactement, il dégénérera pour tomber ensuite. Il m'est arrivé personnellement d'écrire plusieurs fois làdessus, à commencer dès 1905. Dans mon Histoire de la Révolution russe (cf. l'appendice du dernier tome, « Socialisme dans un seul pays »), il a été rassemblé ce qu'ont dit les chefs du bolchevisme à ce sujet de 1917 à 1923. Tout se réduit à une seule chose : sans révolution en Occident, le bolchevisme sera liquidé, soit par la contre-révolution interne, soit par l'intervention étrangère, soit par leur combinaison. En particulier, Lénine a indiqué, plus d'une fois, que la bureaucratisation du régime soviétique est, non pas une question technique ou organisationnelle, mais le commencement possible d'une dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Au XI^e Congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla sur le soutien qu'au moment de la NEP, quelques politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov (6), s'étaient décidés à offrir à la Russie soviétique. « Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov – quoi qu'il soit un cadet, un bour-

⁽⁶⁾ Nikolai V. Oustrialov (1890-1937) était professeur de droit et dirigeant du parti cadet en Sibérie en 1918. Il avait émigré à Kharbine, où il enseigna jusqu'en 1934. Il animait le journal *Smena Vekh* et était le chef de file des émigrés qui voyaient dans la NEP, puis le stalinisme, un mouvement naturel de retour au capitalisme, qu'il fallait encourager. Il revint en URSS en 1935 et enseigna la géographie économique dans un institut d'enseignement supérieur. Arrêté en 1937, il fut condamné à mort et exécuté.

geois –, parce qu'il est entré dans une voie dans laquelle il deviendra un pouvoir bourgeois ordinaire. » Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux « douces roucoulades communistes ». C'est avec une rude sobriété qu'il avertit le parti du danger :

« Des choses telles que celles dont parle Oustrialov sont possibles. Il faut le dire carrément. L'histoire connaît des transformations de toutes sortes. Se reposer sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, c'est une chose nullement sérieuse en politique. D'excellentes qualités morales existent chez un nombre infime de gens, et ce sont des masses gigantesques qui décident de l'issue historique, masses qui traitent avec fort peu de politesse ce nombre infime de gens si ces gens ne leur plaisent pas. »

En un mot, le parti n'est pas l'unique facteur de l'évolution et, à une grande échelle historique, il n'est pas le facteur décisif.

« Il arrive qu'une nation conquière une autre nation, continue Lénine au même congrès, le dernier qui se fit avec sa participation... C'est très simple et compréhensif à quiconque. Mais qu'arrive-t-il avec la civilisation de ces nations ? Ici, ce n'est pas aussi simple. Si la nation qui a fait la conquête a une civilisation supérieure à la nation vaincue, elle lui impose sa civilisation ; mais si c'est le contraire, il arrive que le vaincu impose sa civilisation au conquérant. N'estil pas arrivé quelque chose de semblable dans la capitale de la RSFSR et n'en est-il pas résulté que 4 700 communistes (presque toute une division, et les meilleurs des meilleurs) se sont trouvés soumis à une civilisation étrangère? » (7).

Cela fut dit au commencement de 1922, et d'ailleurs pas pour la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, seraient-ils les « meilleurs des meilleurs »; et, qui plus est, ces « meilleurs » peuvent dégénérer dans le sens d'une civilisation « étrangère », c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'Etat soviétique peut sortir de la voie socialiste, mais le Parti bolchevique aussi peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchevisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'Opposition de gauche, définitivement formée en 1923. Enregistrant de jour en jour des symptômes de dégénérescence, elle s'efforça d'opposer au Thermidor menaçant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Cependant, ce facteur subjectif s'est trouvé insuffisant. Les « masses gigantesques », qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient harassées par les privations dans leur pays et par une trop longue attente de la révolution mondiale. Les masses ont perdu courage. La bureaucratie a pris le dessus. Elle maîtrisa l'avantgarde prolétarienne, foula aux pieds le marxisme, prostitua le parti bolcheviste. Le stalinisme fut victorieux. Sous la forme de l'Opposition de gauche, le bolchevisme rompit avec la bureaucratie soviétique et son Comintern. Telle fut la véritable marche de l'évolution.

Certes, dans le sens formel, le stalinisme est sorti du bolchevisme. Aujourd'hui encore, la bureaucratie de Moscou continue à se nommer Parti bolchevique. Elle utilise simplement la vieille étiquette du bolchevisme pour mieux tromper les masses. D'autant plus pitoyables sont les théoriciens qui prennent l'écorce pour le noyau, l'apparence pour la réalité. En identifiant stalinisme et bolchevisme, ils rendent le meilleur service aux thermidoriens et, par là, jouent un rôle manifestement réactionnaire.

Avec l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et les tendances contradictoires des diverses couches de la population devaient, à tel ou tel degré, trouver leur expression dans le parti dirigeant. Au fur et à mesure que le centre de gravité politique se déplaçait de l'avant-garde prolétarienne vers la bureaucratie, le parti se modifiait aussi bien par sa composition sociale que par son idéologie. Grâce à la marche impétueuse de l'évolution, il a subi, au cours des quinze dernières années, une dégénérescence beaucoup plus radicale que la socialdémocratie pendant un demi-siècle. L'épuration actuelle trace entre le bolchevisme et le stalinisme non pas un simple trait de sang, mais tout un fleuve de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui avait participé à la guerre civile et aussi de la partie de la jeunesse qui avait repris le plus au sérieux les traditions bolchevistes démontre l'incompatibilité, non seulement

⁽⁷⁾ Lénine, Œuvres, tome XXXIII, page 291 et suivante.

politique, mais aussi directement physique du stalinisme et du bolchevisme. Comment donc peut-on ne pas voir cela?

STALINISME ET "SOCIALISME ÉTATIQUE"

Les anarchistes, de leur côté, tentent de voir dans le stalinisme le produit organique, non seulement du bolchevisme et du marxisme, mais du « socialisme étatique » en général. Ils consentent à remplacer la patriarcale « fédération des communes libres » de Bakounine (8) par une fédération plus moderne des soviets libres (9). Mais ils sont avant tout contre l'Etat centralisé. En effet, une branche du marxisme « étatique », la social-démocratie, une fois arrivée au pouvoir, est devenue une agence déclarée du capital.

Une autre a engendré une nouvelle caste de privilégiés. C'est clair, la source du mal est dans l'Etat. Considéré dans une large perspective historique, on peut trouver un grain de vérité dans ce raisonnement. L'Etat, en tant qu'appareil de contrainte, est incontestablement une source d'infection politique et morale. Cela concerne aussi, comme le montre expérience, l'Etat ouvrier. Par conséquent, on peut dire que le stalinisme est un produit d'une étape de la société où l'on n'a pas encore pu arracher la camisole de force de l'Etat. Mais cette situation, sans rien donner qui permette d'apprécier le bolchevisme ou le marxisme, caractérise seulement le niveau général de la civilisation humaine, et avant tout le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie. Après nous être mis d'accord avec les anarchistes que l'Etat, même ouvrier, est engendré par la barbarie des classes et que la véritable histoire de l'humanité commencera avec l'abolition de l'Etat, il reste devant nous, dans toute sa force, la question suivante : quelles sont les voies et les méthodes qui sont capables de conduire, à la fin des fins, à l'abolition de l'Etat ? L'expérience récente témoigne que ce ne sont pas, en tout cas, les méthodes de l'anarchisme.

Les chefs de la CNT espagnole, la seule organisation anarchiste notable sur la terre, se sont changés, à l'heure critique, en ministres de la bourgeoisie (10). Ils expliquent leur trahison ouverte de la

théorie anarchiste par la pression des « circonstances exceptionnelles » (11). Mais n'est-ce pas le même argument qu'ont avancé, en leur temps, les chefs de la social-démocratie allemande? Assurément, la guerre civile n'est nullement une circonstance pacifique et ordinaire, mais plutôt une « circonstance exceptionnelle ». Mais c'est précisément pour de telles « circonstances exceptionnelles » que se prépare toute organisation révolutionnaire sérieuse. L'expérience de l'Espagne a démontré, une fois de plus, qu'on peut nier l'Etat dans des brochures éditées dans des « circonstances normales », avec la permission de l'Etat bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent aucune place pour la négation de l'Etat et en exigent la conquête. Nous n'avons nullement l'intention d'accuser les anarchistes espagnols de ne pas avoir liquidé l'Etat d'un simple trait de plume. Un parti révolutionnaire, même une fois qu'il s'est emparé du pouvoir (ce que les chefs anarchistes espagnols n'ont pas su faire malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes) n'est nullement encore le maître tout-puissant de la société. Mais d'autant plus âprement accusons-nous la théorie anarchiste, qui s'est trouvée convenir pleinement pour une période pacifique mais à laquelle il a fallu renoncer en hâte dès que sont apparues les « circonstances exceptionnelles » de la révolution. Dans l'ancien temps, on rencontrait des généraux (il s'en trouve sans doute encore maintenant) qui pensaient que ce qui abîme le plus l'armée, c'est la guerre. Les révolutionnaires qui se

⁽⁸⁾ Mikhail A. Bakounine (1814-1876), ancien officier, avait été l'inspirateur de l'aile libertaire de la Première Internationale et l'adversaire de Marx. Considéré comme l'un des théoriciens des anarchistes. (9) L'Association internationale des travailleurs (AIT), fondée à Berlin en décembre 1922 par des anarcho-syndicalistes de tous pays, avait mis à son manifeste en 1933 la perspective de « libre système des conseils ».

⁽¹⁰⁾ Les dirigeants de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) anarcho-syndicalistes Federica Montseny et Juan Garcia Oliver, Juan López et Juan Peiró étaient entrés en novembre 1936 dans le gouvernement espagnol de Front populaire dirigé par le socialiste F. Largo Cabellero.

⁽¹¹⁾ Dans le quotidien de la confédération à Barcelone, Solidaridad Obrera, le 4 novembre 1937, Federica Montseny, fille d'une vieille famille anarchiste, ministre depuis la veille, expliquait que « les circonstances avaient changé la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols ».

plaignent que la révolution renverse leur doctrine ne valent guère mieux.

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes quant au but final, la liquidation de l'Etat. Le marxisme reste « étatique » uniquement dans la mesure où la liquidation de l'Etat ne peut être atteinte en se contentant d'ignorer tout simplement cet Etat. L'expérience du stalinisme ne renverse nullement l'enseignement du marxisme, mais le confirme par la méthode inverse. Une doctrine révolutionnaire, qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans une situation et à l'utiliser activement, ne renferme pas en soi, bien entendu, de garantie automatique de sa victoire. Mais, en revanche, la victoire n'est possible que grâce à cette doctrine. Il est en outre impossible de se représenter cette victoire sous la forme d'un acte unique. Il faut prendre la question dans la perspective d'une large époque. Le premier Etat ouvrier, sur une base économique peu développée et dans l'anneau de l'impérialisme, s'est transformé en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchevisme a déclaré à cette gendarmerie une lutte sans merci. Pour se maintenir, le stalinisme est contraint de mener maintenant une guerre civile ouverte contre le bolchevisme qualifié de « trotskysme », non seulement en URSS, mais aussi en Espagne. Le vieux parti bolcheviste est mort, mais le bolchevisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchevisme ou du marxisme est exactement la même chose que faire procéder la contrerévolution de la révolution. C'est sur ce schéma que s'est toujours modelée la pensée des conservateurs que sont les libéraux, et ensuite la pensée réformiste.

Les révolutions, par suite de la structure de classes de la société, ont toujours engendré des contre-révolutions. Cela ne montre-t-il pas, demande le raisonneur, que dans la méthode révolutionnaire, il y a quelque vice interne? Pourtant, jusqu'à maintenant, ni les libéraux ni les réformistes n'ont su inventer des méthodes « plus économiques ».

Mais s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est, en revanche, nullement difficile d'interpréter, d'une façon rationaliste, la succession de ces vagues en faisant procéder logiquement le stalinisme du « socialisme étatique », le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot l'antithèse de la thèse. Dans ce domaine, comme dans de nombreux autres, la pensée anarchiste reste prisonnière du rationalisme libéral. La pensée véritablement révolutionnaire est impossible sans dialectique.

LES "PÉCHÉS" POLITIQUES DU BOLCHEVISME COMME SOURCE DU STALINISME

L'argumentation des rationalistes prend parfois, du moins extérieurement, un caractère plus concret. Le stalinisme procède, pour eux, non pas du bolchevisme dans son ensemble, mais de ses péchés politiques (12). Les bolcheviks, nous disent Gorter, Pannekoek, les « spartakistes » allemands (13), etc., ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti. Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolcheviks ont anéanti tous les partis sauf le leur ; Staline a étranglé le parti bolcheviste dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolcheviks en sont venus à des compromis avec la bourgeoisie; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolcheviks ont reconnu la nécessité de participer aux vieux syndicats et au parlement bourgeois ; Staline s'est lié d'amitié avec la bureaucratie syndicale et avec la démocratie bourgeoise. On peut poursuivre de semblables rapprochements aussi longtemps que l'on veut. Malgré l'effet qu'ils peuvent produire extérieurement, ils sont absolument vides.

⁽¹²⁾ L'un des représentants les plus typiques de ce genre de pensées est l'auteur français d'un livre sur Staline, Boris Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une longue et consciencieuse recherche. Cependant, la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures, il recherche les voies internes contenues dans le bolchevisme. L'influence sur le bolchevisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même, avec sa théorie du « milieu », est plus proche de Marx que Souvarine (Note de Léon Trotsky).

⁽¹³⁾ Hermann Gorter (1864-1927) et Anton Pannekoek (1873-1960), communistes hollandais, maîtres à penser de la génération des « communistes de gauche » d'après la Première Guerre mondiale, et notamment du KAPD allemand. Le groupe Spartacus — à ne pas confondre avec la Ligue de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht — était l'un des groupes issus de la crise du KAPD.

Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde. La nécessité même d'un pouvoir étatique découle du niveau culturel insuffisant des masses et de leur hétérogénéité. Dans l'avant-garde révolutionnaire organisée en parti se cristallise la tendance des masses à parvenir à leur affranchissement. Sans la confiance de la classe dans l'avant-garde, sans soutien de l'avant-garde par la classe, il ne peut être question de la conquête du pouvoir. C'est dans ce sens que la révolution prolétarienne et la dictature sont la cause de toute la classe, mais pas autrement que sous la direction de l'avant-garde. Les soviets ne sont que la liaison organisée de l'avant-garde avec la classe.

Le contenu révolutionnaire de cette forme ne peut être donné que par le parti. Cela est démontré par l'expérience positive de la révolution d'Octobre et par l'expérience négative des autres pays (Allemagne, Autriche, Espagne); enfin, personne non seulement n'a montré pratiquement, mais n'a même tenté d'expliquer précisément sur le papier comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut. Si le parti soumet politiquement les soviets à sa direction, en lui-même, ce fait change aussi peu le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice change le système du parlementarisme britannique.

Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait nullement de quelque « théorie » bolcheviste, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré et épuisé, entouré d'ennemis de toutes parts. Il était clair pour les bolcheviks, dès le début même, que cette mesure, complétée ensuite par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, contenait les plus grands dangers. Cependant, la source du danger n'était pas dans la doctrine ou la tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature face aux difficultés de la situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, ne fût-ce qu'en Allemagne, du même coup le besoin de l'interdiction des autres partis soviétiques aurait disparu. Que la domination d'un seul parti ait juridiquement servi de point de départ au régime totalitaire staliniste, c'est absolument indiscutable. Mais la cause d'une telle évolution n'est pas dans le bolchevisme, ni même dans l'interdiction des autres partis, comme mesure militaire temporaire, mais dans la série des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Il en est de même avec la lutte contre l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolcheviks marchèrent la main dans la main avec les anarchistes véritablement révolutionnaires. Le parti absorba beaucoup d'entre eux dans ses rangs. L'auteur de ces lignes a, plus d'une fois, examiné, avec Lénine, la question de la possibilité de laisser aux anarchistes certaines parties du territoire pour qu'ils y mènent avec le consentement de la population leurs expériences de suppression immédiate de l'Etat (14). Mais les conditions de la guerre civile, du blocus et de la famine laissèrent trop peu d'aisance pour de pareils plans. L'insurrection de Kronstadt? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait, bien entendu, « faire cadeau » aux marins insurgés d'une forteresse qui commandait la capitale uniquement parce qu'à la rébellion des soldats paysans s'étaient joints quelques anarchistes douteux. L'analyse historique concrète des événements ne laisse aucune place pour les légendes qui furent créées par l'ignorance et le sentimentalisme autour de Kronstadt, de Makhno et d'autres épisodes de la révolution.

Il reste seulement le fait que les bolcheviks, dès le début même, employèrent non seulement la conviction, mais aussi la coercition, parfois sous une forme assez rude. Il est incontestable aussi que la bureaucratie sortie de la révolution a monopolisé dans ses mains le système de coercition. Chaque étape de l'évolution, même quand il s'agit d'étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, sort de l'étape précédente, a en elle ses racines et porte certains de ses traits.

Les libéraux, y compris le couple Webb (15), ont toujours affirmé que la dictature bolcheviste représente une nouvelle édition du tsarisme. Par là, ils ferment les yeux sur les détails tels que l'abo-

⁽¹⁴⁾ C'est, semble-t-il, à l'occasion de l'affaire Makhno que ces solutions furent envisagées.

⁽¹⁵⁾ Sydney Webb (1859-1947) et son épouse Beatrice Potter (1858-1943), anciens animateurs de la société fabienne, modérés entre les travaillistes modérés, étaient revenus d'URSS en 1935 avec l'enthousiasme de vrais « compagnons de route » du stalinisme.

lition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc. Exactement de même, la pensée libérale anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolcheviste, avec toutes ses mesures de répression, signifiait la subversion des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, alors que le coup d'Etat de Staline accompagne le remaniement de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est clair que dans les identifications du stalinisme au bolchevisme, il n'y a pas une trace de critère socialiste.

QUESTIONS DE THÉORIE

L'un des principaux traits du bolchevisme est son attitude stricte et exigeante, même pointilleuse, à l'égard des questions de doctrine. Les 27 tomes de Lénine (16) resteront pour toujours le modèle d'une attitude suprêmement scrupuleuse envers la théorie. Sans cette qualité fondamentale, le bolchevisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. C'est une opposition complète que le stalinisme grossier et ignorant, absolument empirique, présente sous ce rapport aussi.

Il y a plus de dix ans, l'Opposition déclarait dans sa plate-forme (17) :

« Depuis la mort de Lénine, il s'est créé toute une série de nouvelles "théories" dont le seul sens est de justifier théoriquement l'écart du groupe staliniste hors de la voie de la révolution prolétarienne internationale. »

Tout dernièrement, le socialiste américain Liston Oak (18), qui a participé de près à la révolution espagnole, a écrit :

« En fait, les stalinistes sont maintenant les révisionnistes les plus extrêmes de Marx et de Lénine. Bernstein (19) n'avait pas osé faire la moitié du chemin que Staline a fait dans la révision de Marx.»

C'est absolument juste. Il faut ajouter seulement que chez Bernstein, il y avait des besoins réellement théoriques : il tentait consciencieusement d'établir une conformité entre la pratique réformiste de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie staliniste, non seulement n'a rien de commun avec le marxisme, elle est encore étrangère à quelque programme, doctrine ou système que ce soit. Son idéolo-

gie est imprégnée d'un subjectivisme absolument policier, sa pratique, d'un empirisme de pure violence. Par le fond même de ses intérêts, la caste des usurpateurs est hostile à la théorie : ni à elle même, ni à autrui, elle ne peut rendre compte de son rôle social. Staline révise Marx et Lénine, non par la plume des théoriciens, mais avec les bottes de la Guépéou.

QUESTIONS DE MORALE

C'est de « l'amoralité » du bolchevisme qu'ont surtout coutume de se plaindre les fanfarons insignifiants à qui le bolchevisme a arraché le masque. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels démocrates, « socialistes », littéraires, parlementaires et autres, il existe des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour couvrir l'absence de valeurs. Cette large et bigarrée société où règne une complicité réciproque (« Vis et laisse vivre les autres ») ne supporte nullement le contact de sa peau sensible avec la lancette marxiste.

Les théoriciens qui oscillent entre les deux camps, les écrivains et les moralistes pensaient et pensent que les bolcheviks exagèrent malintentionnellement les désaccords, sont incapables d'une collaboration « loyale » et que, par leurs « intrigues », ils brisent l'unité du mouvement ouvrier. Le centriste sensible et susceptible croit, avant tout, que les bolcheviks le « calomnient » (uniquement parce qu'ils vont jusqu'au bout de ses moitiés de pensées, ce qu'il est absolument incapable de faire lui-même). Cependant, c'est seulement cette qualité précieuse, l'intolérance pour tout ce qui est hybride et évasif, qui est capable d'éduquer un parti révolutionnaire que des « circonstances excep-

⁽¹⁶⁾ C'était alors le total, largement dépassé depuis, des volumes des *Œuvres* de Lénine alors publiés en 1937.

⁽¹⁷⁾ La plate-forme de l'Opposition, prévue pour être présentée au XV° Congrès du parti, vit sa reproduction et sa diffusion interdites ; c'est son impression clandestine qui servit de prétexte aux premières exclusions et arrestations d'oppositionnels. (18) Liston M. Oak (1895-1970), journaliste américain, membre du PC depuis de nombreuses années, déjà ébranlé par le premier procès de Moscou, avait rompu à la suite d'un séjour prolongé en Espagne. (19) Edouard Bernstein (1850-1932) avait été l'avocat du « révisionnisme ».

tionnelles » ne peuvent prendre à l'improviste.

La morale de tout parti découle, en fin de compte, des intérêts historiques qu'il représente. La morale du bolchevisme, qui contient en elle le dévouement, le désintéressement, le courage, le mépris pour tout ce qui est clinquant et mensonge, les meilleures qualités de la nature humaine, découlait de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie staliniste, dans ce domaine aussi, imite les paroles et les gestes du bolchevisme. Mais quand « l'intransigeance » et « l'inflexibilité » se réalisent par l'entremise d'un appareil policier qui est au service d'une minorité privilégiée, ils deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut avoir que du mépris pour des messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolcheviks au cynisme bureaucratique des thermidoriens.

Même encore maintenant, malgré les faits dramatiques de la dernière période, le philistin moyen continue à penser que, dans la lutte entre bolchevisme (trotskysme) et stalinisme, il s'agit d'un conflit d'ambitions personnelles, ou, dans le meilleur des cas, de la lutte de deux « nuances » dans le bolchevisme (20). L'expression la plus crue de ce point de vue est donnée par Norman Thomas, leader du parti socialiste américain:

« Il y a peu de raisons de croire, écrit-il (Socialist Review, septembre 1937, page 6), que si Trotsky l'avait emporté (!) au lieu de Staline, il y aurait eu une fin aux intrigues, aux complots et au règne de la crainte en Russie »

Et cet homme se croit... marxiste! Avec autant de fondement, on pourrait dire : il y a peu de raisons de croire que si, au lieu de Pie XI, sur le trône de Rome, on avait mis Norman Ier, l'église catholique se serait transformée en un rempart du socialisme. Thomas ne comprend pas qu'il s'agit non pas d'un match entre Staline et Trotsky, mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. Certes, en URSS, la couche dirigeante est encore contrainte aujourd'hui de s'adapter à l'héritage pas complètement liquidé de la révolution en préparant, en même temps, par une guerre civile déclarée (l'épuration sanglante, l'extermination des mécontents), le changement du régime social. Mais en Espagne, la clique staliniste apparaît, dès aujourd'hui, comme le rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. Sa lutte contre la bureaucratie bonapartiste se change, sous nos yeux, en lutte de classes : deux mondes, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste abjecte des oppresseurs ne régénèrera pas le régime soviétique politiquement et moralement, il montre seulement par là que, malgré toutes ses réserves, ses tergiversations et ses soupirs pieux, il est beaucoup plus proche de la bureaucratie staliniste que des ouvriers révolutionnaires. Comme les autres dénonciateurs de « l'amoralisme bolcheviste », Thomas n'est tout simplement pas parvenu jusqu'à la morale révolutionnaire.

LES TRADITIONS DU BOLCHEVISME ET LA IV^e INTERNATIONALE

Chez ces « gauchistes » qui tentent de revenir au marxisme ignorant le bolchevisme, tout se réduit ordinairement à quelques panacées isolées : boycotter les vieux syndicats, boycotter le parlement, créer de « véritables » soviets. Tout cela pouvait sembler extraordinairement profond dans la fièvre des premiers jours après la guerre. Mais maintenant, à la lumière de l'expérience faite, ces « maladies infantiles » ont perdu tout intérêt de curiosité. Les Hollandais Gorter et Pannekoek, les « spartakistes » allemands, les bordiguistes italiens ont manifesté leur indépendance à l'égard du bolchevisme uniquement en opposant un de ses traits, artificiellement grossi, aux autres. De ces tendances de « gauche », il n'est rien resté ni pratiquement ni théoriquement : preuve indirecte, mais importante, que le bolchevisme est la seule forme du marxisme pour notre époque. Le Parti bolchevique a montré, dans la réalité, une combinaison d'audace révolutionnaire suprême et de réalisme politique. Il a, pour la première, fois, établi entre l'avant-garde et la classe le rapport qui, seul, est capable d'assurer la victoire. Il a montré par l'expérience que

⁽²⁰⁾ Relevons que la démarche signalée ici par Trotsky a été fréquemment renouvelée depuis sa mort et presque toujours présentée comme nouvelle.

l'union du prolétariat avec les masses opprimées de la petite bourgeoisie du village et de la ville est possible uniquement par le renversement politique des partis traditionnels de la petite bourgeoisie. Le parti bolcheviste a montré au monde entier comment s'accomplissent l'insurrection armée et la prise du pouvoir. Ceux qui opposent une abstraction de soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction des bolcheviks que les soviets se sont élevés du marais réformiste au rôle de forme étatique du prolétariat. Le parti bolcheviste a réalisé une juste combinaison de l'art militaire avec la politique marxiste dans la guerre civile. Même si la bureaucratie staliniste réussissait à ruiner les bases économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée, faite sous la direction du Parti bolchevique, entrerait pour toujours dans l'histoire comme une école supérieure pour toute l'humanité. Seuls ne peuvent voir tout cela les sectaires qui, offensés par les coups qu'ils ont reçus, ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le Parti bolchevique a pu faire un travail « pratique » aussi grandiose uniquement parce que chacun de ses pas était éclairé par la lumière de la théorie. Le bolchevisme ne l'a pas créée, elle avait été apportée par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement et non du repos. Seules des actions d'une échelle historique grandiose pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchevisme a apporté une contribution précieuse au marxisme par son analyse de l'époque impérialiste comme époque de guerres et de révolutions ; de la démocratie bourgeoise à l'époque du capitalisme pourrissant ; de la relation entre la grève générale et l'insurrection ; du rôle du parti, des soviets et des syndicats à l'époque de la révolution prolétarienne ; de la théorie de l'Etat soviétique ; de l'économie de transition ; du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin capitaliste; enfin, par son analyse des conditions de la dégénérescence du parti

bolcheviste lui-même et de l'Etat soviétique. Qu'on nous nomme une autre tendance qui aurait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Vandervelde, de Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromsky, sans même parler du major Attlee et de Norman Thomas (21), vivent théoriquement et politiquement de débris usés du passé.

La dégénérescence du Comintern s'est exprimée de la façon la plus brutale dans le fait qu'il est tombé théoriquement au niveau de la II Internationale. Les groupes intermédiaires de tout genre (Independent Labour Party d'Angleterre, POUM, et leurs semblables) adaptent de nouveau chaque semaine des bribes de Marx et de Lénine à leurs besoins du moment. Les ouvriers n'apprendront rien chez ces gens-là.

Seuls les constructeurs de la IVe Internationale, en s'appropriant les traditions de Marx et de Lénine, ont fait leur une attitude sérieuse envers la théorie. Que les philistins se moquent du fait que, vingt ans après la révolution d'Octobre, les révolutionnaires soient rejetés de nouveau sur les positions d'une modeste préparation propagandiste. Dans cette question comme dans les autres, le grand capital est beaucoup plus perspicace que les philistins petits-bourgeois qui se considèrent comme des « socialistes » ou des « communistes » : ce n'est pas pour rien que la question de la IV^e Internationale ne disparaît pas des colonnes de la presse mondiale. Le besoin historique brûlant d'une direction révolutionnaire assure à la IVe Internationale des rythmes exceptionnellement rapides de développement. La plus importante garantie de ces succès futurs est le fait qu'elle ne s'est pas formée en dehors de la grande voie de l'histoire, mais qu'elle est organiquement sortie du bolchevisme.

29 août 1937

⁽²¹⁾ Trotsky énumère ici les noms des dirigeants des principaux partis de la II^e Internationale de plusieurs pays.





Photos de Lénine et Trotsky extraites du calendrier de l'année 2017 édité par la section brésilienne de la IV $^{\rm c}$ Internationale : "La révolution russe de 1917"

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française) 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international de la IV^e Internationale

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

